

LA LDH EN ACTION : LES REGIONS



2011

EDITO

Vous avez entre vos mains de lecture la deuxième édition du « La LDH en action : les régions », celle qui rend compte en détail de l'action des structures de la LDH au niveau local. Cette deuxième publication n'a pas été plus simple que la première. On aurait pu penser que, l'expérience aidant, la confection eu eut été plus simple... Ce ne fut pas le cas. C'est que pour nos structures, rendre compte, évaluer, comparer n'est pas une démarche naturelle. Tant de choses à faire et si peu de temps pour le faire... La démarche rétrospective, même si chacun s'accorde à dire qu'elle est porteuse de sens, n'est pas la favorite des militant(e)s. Et pourtant savoir qui nous sommes permet de fixer où nous voulons aller.

Nous avons tenté pour la deuxième fois de surmonter divers obstacles. Le premier d'ordre politique. Comment rendre compte de l'activité de la LDH ? De toute la LDH ? Le défi est considérable, car comme le rappelle le rapport qui a été présenté par le secrétariat général au congrès de Reims en 2011 : « Il y a dans tout bilan d'une organisation aussi complexe que la LDH une part d'arbitraire, une dose de subjectivité et un risque de simplification. De l'arbitraire, parce que dans la masse de documents, de comptes rendus, de publications de tout métal, il faut bien choisir. De la subjectivité, parce que le choix d'une forme d'analyse peut amener à privilégier un aspect plutôt qu'un autre. De la simplification, parce que la réalité sera toujours plus complexe que sa représentation et l'image que l'on en donne. On peut dire qu'à ne pas vouloir d'un tableau pointilliste de nos fonctionnalités, ce rapport a pris ces trois risques. Mais, en choisissant la transversalité des phénomènes, il apparaît quand même que les catégories d'analyse mobilisées sont légitimes. Elles ne sont pas meilleures que celle que fournit une méthode plus linéaire. Elles sont différentes et se veulent la description d'un combat, celui que mènent les militantes et les militants de la LDH, dont le caractère généraliste leur est à la fois grandeur et servitude. ». Le deuxième est d'ordre somatique. Est-il justifié de compléter le bilan transversal de la LDH avec une description du développement en région ? Notre avis est positif. Nous avons voulu rendre compte à la fois de l'activité autonome de nos sections mais aussi mettre à plat les synergies qui existent, vivent et se développent entre ces sections, les fédérations départementales et les comités régionaux. C'est toute la dynamique du local dont nous avons voulu rendre compte.

Dans notre conception de la LDH, il y a bien à la fois, conjointement et en étroite liaison, du général et du singulier, du local et du national, du proclamatoire et du concret. La LDH ne se résume pas à ses prises de position centrales. De même elle ne se réduit pas à son développement local. Les lecteurs attentifs auront donc à leur usage en 2012 une vision en deux espèces, le rapport annuel et le rapport des régions. Le troisième est d'ordre méthodologique. Cette deuxième livraison de notre tentative de rendre compte de l'activité locale de la LDH a été écrite en croisant différentes sources. Le travail de compilation même s'il est énorme est nécessairement réducteur dans un document présenté par région. Chacun n'y retrouvera peut-être pas tout ce qui a été fait par sa section, sa fédération, sa région. Faites cependant crédit à l'équipe de rédaction de sa hargne à réaliser un tel bilan ! Parce que le plus important c'est que, malgré les filtres et les obstacles, ce qui apparaît c'est la remarquable vitalité de la LDH au plan local ! Ce rapport reprend les données de quatre sources différentes : les rapports envoyés par les sections, les fédérations et les comités régionaux, les bilans mensuels des comités régionaux ; le tableau saisi par les services du siège ; la rubrique Vie de l'Association publiée dans *LDH Info*. Et malgré cela, il ne peut prétendre à l'exhaustivité. Tout simplement, parce que c'est impossible. Mais nous croyons cependant que si ce n'est toute la réalité, nous nous en approchons fortement.

Pour conclure, il faut enfin souligner que, entre les lignes de ce rapport, apparaissent les liens constants entre l'activité de la LDH dans les régions au niveau local et l'activité des structures au niveau national, groupes de travail, comité central et bureau national et des ses membres, souvent sollicités pour apporter leur concours à des débats, colloques, dé-marches, manifestations. Est ainsi démontré que la LDH marche sur ses deux jambes... Analyser, interroger, agir : c'est ça la LDH et c'est ça que montre le document que vous avez en mains.

Il n'aurait jamais vu le jour sans l'abnégation de quelques un(e)s : Maryse Artiguelong et Nadia Doghramdjian, Tiphaine Inglebert, secrétaires générales adjointes de la LDH, Jean-François Mignard, membre du Bureau national de la LDH et Viviane De Lafond, déléguée générale. L'exercice a été difficile en cette année de fortes occupations politiques. Il faudra l'an prochain nous atteler à mettre en place une structure pour faire. Au risque en son absence de stopper net un essai que le manque de disponibilité militante n'aura pas transformé.

SOMMAIRE

ALSACE	P.4
AQUITAINE	P.5
AUVERGNE	P.8
BOURGOGNE	P.10
BRETAGNE	P.12
CENTRE	P.15
CHAMPAGNE-ARDENNE	P.18
CORSE	P.20
DOM-COM	P.22
FRANCHE-COMTÉ	P.25
ILE-DE-FRANCE	
Paris	p. 27
Seine-et-Marne	p. 30
Yvelines	p. 32
Essonne	p. 34
Hauts-de-Seine	p. 35
Seine-Saint-Denis	p. 37
Val-de-Marne	p. 39
Val-d'Oise	p. 41
LANGUEDOC-ROUSSILLON	P.43
LIMOUSIN	P.45
LORRAINE	P.47
MIDI-PYRÉNÉES	P.49
NORD-PAS-DE-CALAIS	P.52
BASSE-NORMANDIE	P.55
HAUTE-NORMANDIE	P.57
PAYS-DE-LA-LOIRE	P.59
PICARDIE	P.62
POITOU-CHARENTE	P.65
PROVENCE-ALPES-CÔTE-D'AZUR	P.68
RHÔNE-ALPES	P.71

ALSACE

Le même nombre d'adhérents qu'en 2010, une centaine, se répartissent dans 3 sections, 1 adhérent est isolé.

Haut-Rhin, constituée en fédération
Colmar : 29
Mulhouse : 34

Bas-Rhin
Strasbourg : 36

Les 3 sections qui composent cette région ont organisé 25 actions dont certaines ont été relayées par la presse quotidienne régionale : *Est républicain, L'Alsace, les Dernières nouvelles d'Alsace*.

Démocratie, libertés

A Strasbourg, la section a organisé sur une péniche un café-débat pour traiter des perspectives relatives au droit de vote des étrangers, en invitant notamment le président du Conseil des résidents étrangers de Strasbourg et le président délégué du Conseil français pour une citoyenneté de résidence.

Mulhouse a protesté contre les actions de « Citoyens vigilants » dans le Haut-Rhin. Elle a organisé une réunion publique sur « La société sécuritaire, une société sans libertés ».

Droits économiques, sociaux et culturels

La section de Mulhouse s'est impliquée dans le collectif Alarme (qui travaille sur le logement), en participant à une manifestation à l'issue de la trêve hivernale. La section de Colmar et le comité régional Alsace ont organisé avec leurs partenaires une table-ronde à l'Institut de formation en soins infirmiers sur la thématique logement.

Etrangers

La section de Mulhouse a participé à un cercle de silence et s'est mobilisée pour une famille, aux côtés d'une école. Elle a aussi, dans le cadre de la campagne Pacte, organisé une réunion publique sur la liberté/l'accueil des étrangers.

Racisme, antisémitisme et discriminations

La section de Colmar a appelé à participer à 2 manifestations, la première pour dire non à la xénophobie et à la politique du pilori et la seconde contre le racisme. Les militants de Strasbourg ont appelé à un rassemblement contre la haine.

La section de Strasbourg a exprimé par un communiqué de presse son indignation et condamné une agression homophobe. Cette section a aussi organisé sur une péniche un café des droits de l'Homme sur le thème « religions et homosexualité ».

International

A Mulhouse, les militants ont organisé une distribution de tracts et tenu un stand en soutien aux peuples en lutte pour leur liberté.

La section de Mulhouse s'est également investie au sein du Collectif Palestine 68/BDS par l'organisation d'une soirée informative et festive sur l'opération « Un bateau français pour Gaza ».

Campagne, pédagogie, sensibilisation et communication

Le comité régional Alsace, avec les sections de Colmar et Mulhouse ont organisé 6 actions dans le cadre du Pacte pour les droits et la citoyenneté.

AQUITAINE

En 2011, la région compte 522 adhérents répartis dans 22 sections, plus 7 isolés.

Dordogne

Dordogne
Chancelade-Isle-Beaурonne (créée en 2011) : 8
Périgueux : 36
Sarlat : 9

Landes, constituée en fédération

Dax : 15
Mont-de-Marsan : 49
Parentis-en-Born : 19
Saint-Vincent-de-Tyrosse : 29

Lot & Garonne

Villeneuve/Lot-Agen : 25

Pyrénées-Atlantiques

Bayonne : 44
Pau : 15

Les sections ont été très actives avec 110 actions répertoriées dont 25 réunions statutaires.

La Dépêche du Midi, Sud-Ouest, l'Echo de Dordogne, Le Petit bleu de l'Agenais, Larepubliquedespyrenees.fr, France-bleu Périgord, France 3, se sont fait l'écho des actions de la LDH en Aquitaine.

Une formation régionale sur la protection des données personnelles s'est tenue à Bordeaux en janvier à la suite de l'assemblée générale des sections.

Démocratie, libertés

Les questions de justice ont préoccupé de nombreuses sections.

Pau a soutenu le mouvement des magistrats et des professionnels de justice en faisant un communiqué et appelé à manifester devant le palais de justice. Bayonne a dénoncé le traitement cruel, inhumain et dégradant d'une personne en comparution immédiate, aspergée de gaz lacrymogène sur décision du président du TGI. La section a appelé l'autorité judiciaire au respect des droits fondamentaux dans un communiqué. Elle assure une présence tous les lundis au TGI en tant qu'observateur, malgré des difficultés dues au changement fréquent des heures d'audience. Mont-de-Marsan, dans le cadre de la Semaine sur les droits de l'enfant a organisé le 14 novembre une conférence « Réforme de la justice des mineurs : de l'éducatif au répressif ». Villeneuve/Agen a manifesté

son soutien à la section Bayonnaise en déléguant l'un de ses membres pour assister au procès d'une militante basque, objet d'un mandat d'arrêt européen.

Cestas, Pau et Mont-de-Marsan ont demandé la Réhabilitation des fusillés pour l'exemple le 11 novembre.

Mont-de-Marsan est très active sur la question de la prison : rencontres régulières avec des détenus du Centre pénitentiaire lors « d'Ateliers citoyens » conventionnés par le Spip durant lesquels ont été abordés les thèmes « Santé et protection sociale » en juin et « Citoyenneté et prison : élections 2012 » en novembre ce qui semble avoir convaincu les détenus de s'inscrire sur les listes électorales et de voter. Elle a participé à une rencontre-débat à la médiathèque de Tarnos sur « Prison et citoyenneté » avec l'ANVP, l'OIP, le Genepi et un enseignant du Centre.

Un groupe « Protection des données personnelles et

usages d'internet » auquel participe Mont-de-Marsan intervient pour sensibiliser les collégiens, lycéens, apprentis et parents aux risques liés à un usage non maîtrisé des outils numériques, et particulièrement des réseaux sociaux. Cette action soutenue par la Caf, la DDCSP et le Conseil régional connaît un réel succès et devrait se poursuivre et s'élargir à de nouveaux établissements scolaires. C'est un excellent moyen de faire connaître aux enseignants et aux jeunes la LDH. Une réunion interne a porté sur les dangers des puces RFID.

Bayonne a organisé un café citoyen à sur le thème « Sous surveillance ». Périgueux a organisé une formation pour les militants suivi d'une conférence sur le thème « Société de surveillance, tous fichés » en novembre.

Saint-Vincent-de-Tyrosse a invité à la projection de *The social Network*, suivi d'un débat.

A l'invitation de la Fol, Villeneuve-Agen a participé à la « Nuit du net » organisée par la mairie de Marmande en organisant la conférence sur la protection des données personnelles. Si la conférence n'a pas rencontré le public espéré, les contacts ont préparé la création d'une section à Marmande.

Dax a organisé une conférence sur la loi Loppsi2 : « Quel impact sur notre vie quotidienne ? ». Périgueux a proposé une projection-débat du film de Michael Winterbottom, *La Stratégie du choc*.

Saint-Vivien-Médoc a organisé un débat citoyen sur le thème « Vivre et mourir dans la dignité » avec la participation de 22 personnes.

Villeneuve Agen a participé au forum départemental sur la laïcité organisé par la Ligue de l'Enseignement en collaboration avec « 100% collectif ». Le thème retenu pour cette première édition était : « Vivre tous ensemble, oui mais comment ? » avec une projection-débat du film *Laïcité inch'Allah* puis une conférence sur le thème « Au front de la laïcité » relatée dans *Sud-Ouest*. La commission laïcité d'Arcachon a tenu 3 réunions sur le thème laïcité et religions. Mont-de-Marsan aussi a tenu une réunion ouverte sur « Laïcité et religions monothéistes ».

Mont-de-Marsan a invité avec le Mrap les citoyens à un débat sur la montée de l'extrême-droite intitulé : « Ascenseur pour les fachos... ». Villeneuve/Agen a été sollicitée pour participer à un procès concernant un délit d'incitation à la haine raciale au sein d'une collectivité territoriale. La fédération de Gironde a publié un communiqué « Pour dire non à la tentation xénophobe », le comité régional contre l'extrême-droite sur le thème « Votez pour les valeurs de la République ! ».

Périgueux a invité les citoyens à une conférence-débat sur « Le droit de vote des résidents étrangers

aux élections locales ». Bordeaux et la fédération de Gironde l'ont fait dans le cadre d'un café citoyen. Libourne a interpellé le maire sur ce sujet. Périgueux a ensuite organisé une votation sur 10 communes avec 821 votants (85% oui, 15% non).

Droits économiques, sociaux et culturels

La fédération de Gironde a publié un communiqué signé par 24 organisations répondant au président Sarkozy sur la prétendue « fraude sociale » et mobilisé pour un rassemblement qui a réuni 300 personnes à Bordeaux.

Bayonne a invité à une conférence-débat intitulée « service public sacrifié ? ». Arcachon diffuse deux fois par an sa lettre « Droit au logement, l'accès aux soins services publics ».

Périgueux a invité les citoyens à la conférence-débat organisée à la bourse du travail sur « La raison néolibérale a enrôlé l'école » et à la projection-débat avec le film *Nous, Princesses de Clèves*. Cestas-Pessac a proposé une conférence sur « L'école : inquiétude et espérance » en octobre.

Bordeaux a organisé un café-citoyen avec l'USP, sur le thème « Réforme des soins psychiatriques : de la folie d'Etat ». Périgueux a organisé une journée de débats sur le thème « Santé, social, l'inhumaine dérive », avec un sociologue et un inspecteur principal de l'Action sanitaire et sociale. Le groupe de travail sur la santé de la section d'Arcachon se réunit tous les trois mois et a proposé une conférence sur la question de la santé au travail en octobre.

Arcachon a lancé une enquête sur le logement social mais seules 2 communes ont répondu. Périgueux a proposé une projection débat avec « Rien à perdre ». Libourne a tenu une conférence de presse sur l'hébergement d'urgence dans cette ville.

Villeneuve/Agen a abordé lors d'un café citoyen la question de l'eau à l'occasion de la semaine du développement durable.

Bordeaux a proposé un café citoyen sur « Les droits de l'Homme et la responsabilité sociétale des entreprises ».

Mont-de-Marsan a coopéré avec les associations de la Plateforme sociale du Marsan pour une rencontre débat sur « La précarité, les droits, le bénévolat, les associations » avec participation du Préfet et d'élus. Une question ressortie des échanges : « Pourquoi continuer avec un système qui fait que l'inégalité dans la répartition des richesses engendre l'inégalité dans l'exercice des droits ? ».

Plusieurs sections ont travaillé dans le cadre du Pacte : Mont de Marsan a proposé un débat sur le service public pour présenter le Pacte pour les droits

et la citoyenneté en novembre. Parentis a travaillé avec des associations secours Catholique, Secours populaire, Croix rouge, Mrap, la Clé des mots sur plusieurs thèmes du Pacte, droits sociaux, libertés, démocratie, déclinés en fonction des intérêts des partenaires.

Bordeaux et la fédération de Gironde ont invité la Presse à un petit-déjeuner pour présenter les actions prévues pour « Replacer l'humanité et ses droits au cœur des débats électoraux ».

Etrangers

Périgueux a organisé un parrainage républicain par cinq élus, manifestation permettant d'affirmer solennellement la conception républicaine de la France. Villeneuve/Agen et le Resf-47 ont organisé à la mairie de Villeneuve-sur-Lot un parrainage par des élus de familles roms du Kosovo.

Des cercles du silence sont organisés environ tous les mois par Bayonne, Villeneuve/Agen et Périgueux (rapportés dans *Sud-Ouest* et *l'Echo de la Dordogne*).

Villeneuve-Agen a présenté *Les Mains en l'air*, film sur les sans-papiers, suivi d'un débat.

Racisme, antisémitisme et discriminations

Pau a dénoncé les conditions de vie des Roms lors d'une conférence de presse reprise par *Sud-Ouest* et sur le site www.larepubliquedespyrenees.fr.

La fédération de Gironde et Pessac-Cestas ont participé au Forum social du Radsi sur le thème « Les Rroms, des citoyens comme les autres » en partenariat avec le CCFD et Romani Criss février). Bordeaux a écrit une lettre au président de la CUB sur les expulsions de Roms en septembre.

Libourne participe au Collectif Gens du voyage.

Villeneuve/Agen avec le comité régional a publié un communiqué suite à la tentative d'incendie et les tags racistes visant la mosquée de Villeneuve-sur-Lot.

International

Aux côtés de Handicap international et de Aide et Action, Bordeaux a organisé un concert de solidarité avec Haïti suivi de débats sur la situation éducative, sanitaire et politique en Haïti.

Pau a participé au sein du collectif local « Un bateau français pour Gaza », à l'organisation d'une soirée de solidarité puis a milité pour que la Palestine soit le 194e Etat à l'Onu. Villeneuve/Agen dans le comité Palestine a organisé plusieurs manifestations de soutien au peuple palestinien : une soirée témoignage, un film, *Jaffa, la Mécanique de l'Orange*, un repas et

une rencontre avec deux membres de l'association Tarabut.

Saint-Vincent-de-Tyrosse a assuré la logistique lors du passage des Indignés espagnols dans leur marche Madrid-Bruxelles. Ce fut une occasion de présenter le combat mené en France à travers le Pacte pour les droits et la citoyenneté.

Permanences, soutien juridique

Villeneuve-Agen a proposé une formation aux militants de la LDH et du RESF sur le thème du droit d'entrée et de séjour des étrangers en France. Elle accompagne des sans-papiers dans le montage et suivi de leurs dossiers. Périgueux tient une permanence juridique avec 3 membres de la LDH et 4 membres de l'UdAsti dont 1 salarié. Elle a suivi 25 demandeurs d'asile et 16 étrangers malades.

Campagne, pédagogie,

sensibilisation et communication

Mont-de-Marsan et Parentis-en-Born ont mené pendant plusieurs mois un travail dans les lycées, les collèges et les centres d'apprentissage sur le thème « Techniques numériques et citoyenneté ». Cette action soutenue par la Caf, la DDCSPP et le conseil régional permet de porter une réflexion sur la vie privée et les principes de la démocratie.

Cestas-Pessac a organisé le concours Ecrits pour la fraternité « Filles, garçons, égalité », les ligueurs ont été sollicités pour la remise du prix à l'établissement P. Castaing de Pessac. Pauillac est intervenu au Collège sur le thème « Qu'est-ce que la LDH ? ».

Pauillac, Cestas-Pessac et Bordeaux distribuent des tracts et tiennent des stands lors des forums des associations et aussi aux rencontres africaines de Pessac.

Bayonne diffuse régulièrement ses *Echos de Bayonne*. Plusieurs sections ou fédérations ont un site internet, pour la Gironde : <http://www.ldh-gironde.fr>

Une action remarquable

parmi d'autres

Mont-de-Marsan et Parentis-en-Born mènent une action sur la durée pour la sensibilisation des jeunes collégiens, lycéens, apprentis sur « Techniques numériques et citoyenneté ». Cette action bénéficie du soutien de la Caisse d'allocations familiales des Landes, de la Direction départementale de la cohésion sociale et de la protection des populations des Landes, et du conseil régional. Elle permet de porter une réflexion sur la vie privée, les principes de la démocratie et de faire connaître la Ligue des droits de l'Homme aux jeunes.



AUVERGNE

Les 209 adhérents sont répartis en 7 sections, 6 adhérents sont isolés.

Allier, constituée en fédération

Le Puy : 10
Montlucon : 20
Moulins : 5
Vichy : 7

41 actions sont répertoriées, dont 3 réunions statutaires. De nombreux champs sont cependant couverts par la région.

Les commissions thématiques régionales continuent leur travail : droit des étrangers, droit au logement-réseau Alerte, éducation et droits de l'enfant, surveillance des prisons, lutte contre les discriminations et le racisme, questions internationales, informatique-fichage-NTIC-vidéosurveillance, Desc, santé et psychiatrie, réfèrent juridique.

Des séquences de formation interne ont aussi été proposées sur les droits des étrangers avec la Cimade et la RESF ainsi que sur l'immigration.

La Montagne et *Le Journal du Centre* ont relayé certains de ces événements.

Puy-de-Dôme, constituée en fédération

Billom : 41
Clermont-Ferrand : 101
Issoire : 19

Démocratie, libertés

La section a participé à la mobilisation pour soutenir 2 militants de RESF devant la préfecture et le commissariat de Clermont Ferrand.

Issoire a envoyé un courrier aux élus pour présenter le Pacte. La section a aussi écrit à 56 maires pour alerter sur le danger du dispositif « citoyens vigilants ».

Le Puy a organisé une réunion publique sur les dangers des fichiers.

Clermont-Ferrand a participé à une manifestation de soutien à des militants syndicaux poursuivis en justice.

Des réunions publiques ont également été organisées par la section de Clermont-Ferrand sur la psychiatrie.

Droits économiques, sociaux et culturels

Clermont-Ferrand, concernant les Desc, a participé à des manifestations pour le droit au logement avec le réseau Alerte et en soutien au service public d'éducation.

Etrangers

Les sections de Clermont-Ferrand et du Puy ont participé à beaucoup d'actions de soutien aux étrangers et sans papiers, souvent en partenariat avec la Cimade et RESF : parrainages républicains avec, au Puy, une centaine de participants dont des élus locaux, manifestation de soutien aux familles, aux étudiants, contre l'intrusion de gendarmes dans des écoles (Le Puy-en-Velay). Le Puy a aussi organisé la projection du film *Illégal* et une réunion publique sur le rôle des Cada avec la Cimade et RESF.

La section du Puy a organisé une Votation citoyenne devant la mairie.

Racisme, antisémitisme et discriminations

La LDH a appelé à manifester en collectif avec Rad (réseau anti discrimination) à Clermont-Ferrand contre la guerre aux pauvres et pour la défense de la liberté de circulation, la section d'Issoire a organisé une projection-débat sur la situation des roms.

La section de Clermont-Ferrand s'est également mobilisée pour le droit des femmes dans le cadre de la manifestation « Autour d'elles ».

International

Cette thématique a mobilisé les sections à propos de la situation au Maghreb-Machrek : lettres de soutien et participation à différentes manifestations, pour l'essentiel à Clermont-Ferrand.

Permanences, soutien juridique

Le Puy tient une permanence de soutien juridique. Une permanence est ouverte à Clermont-Ferrand pour aider les Chibanis maghrébins et du Sénégal du foyer Altic.

Campagne, pédagogie, sensibilisation et communication

Issoire, Le Puy font des interventions en milieu scolaire.

La LDH assure une présence militante et la tenue de stands au forum des associations à Clermont Ferrand, à la fête du livre à Issoire et à la Garden party au Puy-en-Velay.

Une action remarquable parmi d'autres

Une vaste campagne d'affichage informative dans les lycées en direction des lycéens étrangers bientôt majeurs, avec l'appui du conseil régional Auvergne.

BOURGOGNE

Le nombre d'adhérents a progressé de 338 en 2010 à 377 en 2011. Ils se répartissent dans 14 sections. 3 adhérents sont isolés.

Nièvre

Clamecy-Haut Nivernais : 50
Nevers : 4

Côte-d'Or, constituée en fédération

Chatillon-sur-Seine : 26
Dijon : 67
Montbard-Auxois : 22

Yonne

Auxerre : 34
Saint-Julien-du-Sault Nord-Icaunais : 40

En 2011, le dynamisme de la région s'est déployé autour de 56 actions, en sus de 22 réunions statutaires. Les actions entreprises balayaient de nombreux champs d'intervention de la LDH, la richesse des thèmes abordés et des outils mis en œuvre en témoignent conférences-débats, expositions, travail en réseau, communiqués de presse, manifestations diverses.

La LDH obtient une bonne visibilité dans la presse régionale : *Dijon-scope, Autun actu, Le Journal de Saône et Loire, l'Yonne républicaine, le Châtillonnais, Creusot-info, le Populaire*.

Saône-et-Loire, constituée en fédération

Autun : 16
Chalon-sur-Saône : 20
Gueugnon : 11
Le-Creusot : 21
Mâcon : 33
Montceau-les-Mines : 23
Tournus : 7

Démocratie, libertés

La question de la citoyenneté a été mise à l'honneur par la section de Châtillon-sur-Seine par l'organisation d'une conférence-débat sur ce thème.

Le domaine Justice-prison a été au cœur des actions entreprises par la fédération de Côte-d'Or et la section de Dijon avec une manifestation du collectif justice-prison, des prises de position en soutien aux magistrats et aux organisations professionnelles indignées par les propos du président de la République.

Le thème sécurité/surveillance a été traité par la section de Saint-Julien-du-Sault nord Icaunais avec l'organisation d'une réunion publique « Vers une surveillance généralisée ? » tandis qu'à Dijon un débat était organisé sur « Psychiatrie et libertés, un projet menaçant ».

Au sujet de la peine de mort, la mobilisation s'est concentrée à Autun autour d'un travail en réseau « Autun ville pour la vie contre la peine de mort » et une réunion publique proposant de réfléchir à l'abolition de la peine de mort.

Droits économiques, sociaux et culturels

Châtillon-sur-Seine a organisé une réunion publique consacrée à la réforme territoriale et inégalités territoriales, un café-débat s'est tenu à Montceau-les-Mines autour des questions de l'école et de l'éducation et, à Auxerre, dans le cadre des thèmes déployés par le Pacte pour les droits et la citoyenneté, la section a tenu une conférence-débat intitulée « Exclusion sociale, inégalités : jusqu'où ? ».

Etrangers

Dijon a fait un gros travail de communication sur la situation des demandeurs d'asile en Bourgogne : conférence de presse, communiqué et prise de position en soutien aux 600 demandeurs d'asile à la rue à Dijon.

A Gueugnon, la mobilisation contre l'expulsion d'une jeune congolaise a pu se faire grâce à un travail en réseau sur un film réalisé par les élèves et professeurs d'un collège.

Racisme, antisémitisme et discriminations

La fédération de Saône-et-Loire a appelé à manifester contre le racisme.

L'égalité hommes-femmes a été abordée lors des interventions que les sections de Gueugnon, Montbard-Auxois, Châtillon-sur-Seine et Auxerre ont effectuées en milieu scolaire dans le cadre du concours « Écrits pour la fraternité ». Dans le cadre de la journée internationale de la femme du 8 mars, la section de Dijon a travaillé autour d'une exposition consacrée aux droits des femmes ; au Creusot, une projection-débat avec le film *Ne dis rien* a été organisée conjointement avec Femmes solidaires autour de la violence conjugale. La section de Mâcon a participé au Forum sur les droits de la femme.

Une soirée projection-débat du film *Liberté*, organisée par section de Montbard-Auxois a permis de débattre des Gens du voyage et des Roms .

Une action spécifique sur le thème des jeunes a été entreprise par la section du Creusot avec la projection-débat du film *Nous, princesses de Clèves*.

International

A Dijon, la section s'est investie au sein du réseau Collectif 21 pour la Palestine.

Permanences, soutien juridique

Une permanence mensuelle sur le droit des étrangers se tient au Creusot.

Campagne, pédagogie, sensibilisation et communication

Les interventions en milieu scolaire se sont poursuivies cette année dans les sections : dans le cadre du Concours des « Écrits pour la fraternité » à Gueugnon, Montbard-Auxois, Châtillon-sur-Seine et Auxerre. Egalement à Saint-Julien-du-Sault nord Icaunais, a été projeté un film sur les droits humains en Europe réalisé par les élèves et les professeurs d'un collège. La section de Châtillon-sur-Seine est intervenue sur la thématique particulière « Face au droits de l'homme ».

Une conférence de presse consacrée à l'implantation de la LDH depuis plus de 100 ans s'est tenue à Mâcon. Une autre s'est tenue à Mâcon sur le développement des actions de la LDH.

BRETAGNE

410 adhérents sont répartis en 13 sections sur 4 départements :

Côte-d'Armor, constituée en fédération

Dinan et Pays-Dinannais : 23

Saint-Brieuc : 46

Trégor-Goléo : 6

Morbihan, constituée en fédération

Lorient : 31

Vannes : 34

Finistère, constituée en fédération

Brest : 27

Chateaulin & Centre-Finistère : 14

Loudéac-Centre-Bretagne, : 25

Morlaix : 19

Quimper : 31

Quimperlé-Concarneau : 36

Ille-et-Vilaine

Rennes : 59

Saint-Malo : 58

Il y a eu 123 actions dont 23 statutaires, largement relayées par *Ouest-France*, *le Télégramme de Brest*, *le Télégramme*, *le Courrier indépendant*, *le Petit malouin*, *radiolaser.fr*, *letelegramme.com*.

Le comité régional a mis en œuvre 5 actions dont 2 de formation des militants, sur la trésorerie et sur la généalogie des droits de l'Homme.

Démocratie, libertés

La défense des droits en général, de la démocratie et des libertés avec 22 actions est l'un des domaines d'action principal des sections.

Quimper lors d'une réunion publique, un an après le discours de Grenoble, a analysé les raisons de la diffusion préoccupante des idées d'extrême droite dans le discours politique.

Quimperlé a organisé une conférence-débat sur « Le premier des droits, la liberté ».

Les thèmes de la justice et de la police ont aussi été relayés : Trégor-Goléo a organisé une conférence-débat sur la police, Rennes sur « Les raisons de la colère » pour la justice et Saint-Malo lors d'une réunion publique s'est interrogée sur « Une justice politique ? ».

Plus concrètement, Rennes dans un communiqué dénonce la visite de la gendarmerie au domicile du vice-président de la section de la LDH.

Les lois sécuritaires et en particulier en psychiatrie ont été dénoncées par les sections de Morlaix, Quimper sur la Loppsi 2 en général, Quimperlé Concarneau et Dinan sur la loi sur les soins psychiatriques sous

contrainte. Rennes a organisé une réunion publique sur « Prison et santé mentale: quelles évolutions ? ».

Le rappel de moments de l'histoire permet à la LDH de mettre en évidence la défense des droits. Ainsi, la fédération des Côtes-d'Armor et la section de Quimper ont demandé la réhabilitation des fusillés pour l'exemple et Loudéac Centre Bretagne a organisé des événements sur le camp de Sénégalaïs à Trévé pendant la deuxième guerre mondiale. Elle a publié *Nous n'avions jamais vu de Noir*, et était présente à l'inauguration d'une stèle en mémoire des combattants africains emprisonnés en 1944 à Trévé. Trégor Goléo a fait une conférence de presse pour les 30 ans de l'abolition de la peine de mort.

Droits économiques, sociaux et culturels

La défense des droits économiques et sociaux a été abordée avec 9 évènements concernant surtout les services publics.

Sur la santé, Saint-Brieuc a organisé un débat et Lorient a participé à des Etats généraux des services publics de la santé.

Saint-Malo s'est exprimé dans un communiqué : « Le social : un champ de ruines ? » en soutien à la grève des salariés de l'urgence sociale.

Pour les droits économiques et sociaux la section de Trégor-Goléo a pris la parole lors de la manifestation du 1er mai à Paimpol, Saint-Brieuc a organisé un café-débat : « La démocratie dans l'entreprise: utopie ou solution à la crise ? ».

Quimperlé Concarneau dans 2 débats a posé la question de « Comment refonder la république sociale » et aussi « Contre le fatalisme: vive le protectionnisme ! ».

Quant à Loudeac Centre Bretagne, elle a soutenu au sein d'un collectif une personne menacée de licenciement.

Saint-Malo a organisé une projection-débat Water makes money suivie d'un débat sur la gestion de l'eau.

Etrangers

15 actions ont été menées sur ce thème. Outre le soutien apporté à des cas individuels, à Rennes, Saint-Malo, Concarneau-Quimperlé, les sections ont organisé ou ont participé à divers évènements autour du thème des étrangers. Ainsi, par exemple, la LDH de Saint-Malo et de Lorient ont participé à la campagne « D'ailleurs, nous sommes d'ici ».

Les ligueurs de Saint-Malo participent aussi à un cercle de silence. Quimperlé-Concarneau, Quimper ont organisé une projection-débat avec le film *Les Arrivants*. Et Brest a présenté l'exposition « Les Migrants ».

Racisme, antisémitisme et discriminations

16 actions ont concernées ces thèmes.

Saint-Malo a organisé une formation sur « Exclusions, discriminations en prendre conscience et les combattre » et présenté une exposition « Tous parents, tous différents ».

Saint Brieuc est intervenu dans un lycée agricole sur le thème de la différence.

Saint Brieuc a présenté le film *Nous, princesses de Clève*, suivi par un débat et Loudéac Centre Bretagne *La Mort de Danton*, film sur les discriminations liées à l'origine.

Pour montrer le déni des droits des Gens du voyage, Brest a présenté le documentaire *De la roulotte au parking*, suivi d'un débat et Quimperlé-Concarneau a dénoncé le transfert de la gestion de l'aire des Gens du voyage à un opérateur privé.

6 actions ont porté sur les droits des femmes. Parmi celles-ci une réunion publique a été organisée à Lorient « Quelle est la situation économique et sociale des femmes en France ? » et Brest a présenté une exposition, suivie d'un débat, sur les violences sexistes. Quimper a dénoncé avec un collectif la fermeture d'un centre de planification.

Enfin pour la journée contre l'homophobie, Dinan a organisé une réunion publique « Homophobie et religions ».

International

En raison de l'actualité, 10 actions ont concerné les « Révoltes arabes » : café-débat de Rennes pour le « respect des droits des peuples en révolte », et aussi, souvent en collectif, des conférences de presse, des débats, des appels à manifester pour soutenir les peuples du Maghreb.

Un autre thème dominant, a été le soutien aux droits du peuple palestinien avec 6 actions des sections de Saint-Brieuc et Morlaix pour l'admission de la Palestine à l'Onu et pour le soutien à la campagne « d'un bateau pour Gaza ».

Par ailleurs Dinan a organisé une projection-débat sur Ceci n'est pas un film pour soutenir le réalisateur iranien Jafar Panahi.

Permanences, soutien juridique

5 sections tiennent des permanences : Dinan, Lorient, Loudéac-Centre-Bretagne, Quimperlé-Concarneau, Saint-Malo.

Campagne, pédagogie, sensibilisation et communication

La LDH de Bretagne met en œuvre des moyens divers pour sensibiliser aux droits.

Brest et Saint-Brieuc ont participé à la campagne du Pacte.

Quimperlé Concarneau et Brest ont participé à la campagne votation citoyenne.

Les sections tiennent des stands dans des forums, distribuent des tracts, font des conférences de presse, proposent des débats, présentent des expositions comme par exemple Brest dans un foyer de jeunes travailleurs « Croquer les droits de l'Homme ». Les interventions en milieu scolaire ou universitaire sont nombreuses et diversifiées. Ainsi Brest a fait diverses interventions à la faculté Ségalen lors du Festival étudiant contre le racisme et les discriminations,

Saint-Malo est intervenu à l’Institut en soins infirmiers sur la DUDH.

Lorient et Brest ont préparé les écrits pour la fraternité en intervenant dans des classes, et Brest est intervenu en milieu scolaire sur l’engagement pour les droits de l’Homme pour un concours vidéo et a aussi participé à la quinzaine du film des droits de l’Homme.

Plusieurs sections, Concarneau Quimperlé, Loudéac Centre Bretagne, relayées par la presse, ont fait une présentation de leurs activités.

Rennes édite un bulletin bimestriel.

Vannes, Rennes, Lorient, Loudéac Centre Bretagne et la région ont un site, Rennes et Loudéac ont aussi une page facebook.

Une action remarquable parmi d’autres

La section de Saint-Malo a participé à la Biennale de l’égalité femmes / hommes, organisée à Saint-Malo, les 9 et 10 décembre.

CENTRE

330 adhérents sont répartis dans 5 sections, 10 adhérents sont isolés.

Cher

Bourges : 29

Indre

Châteauroux et Indre : 168

Indre-et-Loire

Tours Indre-et-Loire : 62

Loir-et-Cher

Blois & Loir-et-Cher : 16

Loiret

Orléans : 45

Les sections ont été très actives avec 70 actions répertoriées dont 5 réunions statutaires. Elles ont organisé des réunions régulières mensuelles des adhérents dans la plupart des sections. La délégation régionale a organisé 3 réunions statutaires.

Plusieurs médias ont relaté les actions de la LDH : *Nouvelle République*, *l'Echo du Berry*, *l'Echo-la Marseillaise du Berry*, *le Populaire du Centre*, *La nouvelle république du centre ouest*, *l'Echo de l'Indre*, *lanouvellerepublique.fr*, [www.http://caravane.dal-info.org/](http://caravane.dal-info.org/), TV Tours, FR3, Bip TV) ...

Démocratie, libertés

Environ 40 actions autour de la démocratie, des droits et des libertés ont été mises en place dans les sections. Châteauroux a organisé un rassemblement et pétitions dans le cadre de la campagne « contre la politique du pilori ». Tours a été à l'initiative de la manifestation « Ensemble contre l'extrême droite », organisée le 13, 14 et 15 janvier à l'occasion du congrès national du Front national. De nombreuses organisations s'étaient mobilisées et ont participé à divers évènements sur la remise en cause des libertés fondamentales, une projection-débat sur le réveil de l'extrême droite en Europe, la présentation du spectacle « l'Orchestre en sursis », d'A. Dupoyet.

Dans le cadre du dispositif « voisins vigilants » mis en place dans les communes de l'Indre-et-Loire, la section de Tours a adressé un courrier aux maires concernés.

Tours et Indre-et-Loire participait, le 26 mai, à une soirée-débat autour de la Loppsi 2 et des « voisins vigilants » avec la projection de *Braves gens, n'ayez plus peur*, un film du collectif Panic ! Une quarantaine

de personnes étaient présentes.

Bourges a organisé un colloque « Le jeune et la justice ». Trois tables rondes auxquelles participaient des sociologues, des neuropsychiatres, des personnels pénitentiaires, un juge pour enfants et des avocats ont permis de faire le tour du sujet (*Articles du Berry républicain* et de *Chermagazine*).

La section de Bourges en coopération avec le RESF a proposé une conférence-débat pour « Le droit de vote des étrangers ».

A Châteauroux une plainte a été déposée contre le centre de formation de foot suite au questionnaire présenté aux élèves.

Un groupe de travail « Prisons » se réunit régulièrement à Bourges et à Tours, cette dernière a organisé une projection débat autour des familles de détenus avec le film de S. Mercurio, *A côté*.

Orléans a organisé un café des droits de l'Homme sur le thème : « La peine de mort en Chine contemporaine ».

Pour la 5^e année la section de Châteauroux a participé à des actions pour la non violence.

Droits économiques, sociaux et culturels

Un débat sur « Notre santé en danger. Accès aux soins partout, pour toutes et tous, c'est un droit » a été organisé par Châteauroux.

Tours est très active sur le logement. Un groupe de travail sur le logement se réunit régulièrement et la section a adressé lettre ouverte a été adressé au préfet sur le Dalo.

Châteauroux et l'Indre a réfléchi sur la notion de « mixité sociale » en termes d'habitats, d'établissements scolaires et de territoires.

La LDH de Châteauroux est signataire du protocole contre les violences faites aux femmes mis en place par la préfecture.

Etrangers

De nombreuses manifestations ont été organisées autour de ce thème : conférences de presse, rassemblements pour demander l'hébergement de demandeurs d'asile, parrainages républicains, soutien aux travailleurs sans papier et dénonciations des expulsions des familles avec enfants scolarisés à Châteauroux, à Tours qui a aussi proposé un débat pour les sans papiers « Pour nous tous quels droits, quelle justice » et émis un communiqué sur « La mort de la politique d'immigration ». Bourges avec le RESF, a organisé une conférence-débat intitulée « Immigration : une politique indigne ».

Un repas multiculturel est organisé chaque année à Châteauroux, cette année il a rassemblé 270 convives de 10 nationalités.

Racisme, antisémitisme et discriminations

Blois et Tours participent tous les mois aux cercle silence.

Châteauroux est partenaire d'un tournoi de foot contre le racisme et l'anti sémitisme avec remise de coupe. Elle a aussi présenté une équipe de la section à la course Ekiden et organisé une manifestation contre le racisme et la xénophobie.

Châteauroux et l'Indre ont publié un communiqué de presse où elles s'indignent des propos tenus par la rectrice de l'académie d'Orléans-Tours concernant « Les enfants issus de l'immigration ».

A la demande de sa directrice une formation contre le racisme a été présentée par la section aux personnels dans un hôpital à côté de Châteauroux.

Orléans invitait à une soirée-débat sur le thème « Couple de même sexe = une histoire d'amour »,

avec projection du film de Sébastien Watel, *Le Baiser de la lune*.

Châteauroux et l'Indre a coorganisé un colloque intitulé « Violé-e, croire-savoir, savoir-croire » avec des magistrats, des psychologues, des avocates. Une manifestation conçue dans le cadre de la Journée internationale pour l'élimination des violences à l'égard des femmes.

Blois a participé à des colloques, conférences-débats, réunions publiques sur le thème « V. Hugo, G. Sand et féminisme à Blois ».

Une projection-débat sur les Gens du voyage, *Des français sans histoire* a été programmée à Blois.

International

La Palestine est un sujet qui mobilise toujours les sections. Ainsi Châteauroux a participé à la campagne « Un bateau pour Gaza » avec l'Association France-Palestine et Orléans a organisé un café débat sur « La colonisation juive en Palestine aujourd'hui : occupation ou conquête ? », avec le film de Mohammed Alatar, *Jérusalem, the East Side Story*.

Tours a mené un travail en réseau en soutien aux populations du Magrheb.

Permanences, soutien juridique

Trois sections organisent régulièrement des permanences : soutien juridique à Blois avec la Cimade, deux fois par mois, hebdomadaire sous forme de pôle juridique à Châteauroux qui a mené près de 900 entretiens et Tours propose un soutien juridique sur le droit des étrangers.

Campagne, pédagogie, sensibilisation et communication

La pédagogie, la sensibilisation et la communication sont très présentes dans la plupart des sections, elles émettent des communiqués, organisent, participent à de nombreux débats, interviennent dans les médias.

Trois sections, Bourges, Châteauroux, Tours, interviennent régulièrement dans les établissements scolaires. Deux sections Tours et Châteauroux connaissent un réel succès en organisant le concours « Ecrits pour la fraternité ».

Bourges participe régulièrement à des émissions à la radio locale.

Quatre cafés-débats se sont tenus à Orléans (handicap et travail – peine de mort en Chine - colonisation en Palestine – l'homophobie) avec une bonne participation.

La section de Tours s'est mobilisée pour la campagne avec manifestation et festivités « D'ailleurs nous sommes d'ici ». Elle a tenu un stand et distribué des tracts pour le forum des associations. Elle a aussi tenu un stand pour le congrès national de la LMDE ainsi que sur le village associatif de la « Gay pride ».

Dans le cadre du Pacte citoyen une conférence publique sur la santé s'est tenue à Châteauroux

Tours a un site internet : <http://ldh.tours.free.fr>.

Une action remarquable

parmi d'autres

.....

Un pique nique républicain se tient le 14 juillet à Châteauroux depuis 14 ans.

CHAMPAGNE-ARDENNE

La région compte 168 adhérents en 2011, répartis en 6 sections, et 3 adhérents isolés.

Châlons-en-Champagne : 12
Chaumont : 54
Troyes et de l'Aube : 28

Charleville-Mézières : 31
Reims : 29
Vouziers : 11

Au terme de l'année, on recensait 35 actions dont 6 statutaires.

La LDH a été présente dans la presse régionale : *L'Union ardennais*, *Infos-Châlons*, *Journal de Saône et Loire*, *Journal de l'Ardennais*, *Le Télégramme*, lejsl.com, infoschalons.com, lunion-presse.fr, *France3* ont repris des éléments de l'action de la LDH en région.

Démocratie, libertés

La section de Reims a organisé une réunion publique consacrée à « L'Etat de la presse, reflet de la démocratie ». Une quarantaine de personnes y ont participé, en partenariat avec la Librairie Rose et son Roman.

La section de Charleville-Mézières a soutenu les personnes inculpées à la suite d'une manifestation sur les retraites. Elle a également proposé une conférence-débat sur la question du colonialisme.

La section de Chaumont a organisé à Vroncourt une réunion publique en Commémoration de la Commune de Paris et a participé à la célébration à la mémoire des victimes de la répression du 17 octobre 1961.

La section de Reims a contribué localement à la Commémoration annuelle en hommage aux victimes des conflits passés sur l'agglomération rémoise, cérémonie se déroulant dans le Square des victimes de la Gestapo.

Droits économiques, sociaux et culturels

Le comité régional Champagne-Ardenne a animé une réunion publique consacrée à la suppression des services publics.

Etrangers

Dans le cadre de sa permanence juridique de soutien aux étrangers, la section de Reims a effectué des démarches par courrier auprès du préfet et a organisé une projection suivie d'un débat au Cinéma Opéra sur l'accueil des étrangers dans notre pays avec le film *Il-légal*.

A Chaumont, la section a effectué notamment une diffusion de tracts dans le cadre des 60 ans de la Convention de Genève et des 40 ans de France terre d'asile.

Racisme, antisémitisme et discriminations

La section de Chaumont est intervenue dans un collège de Montmorency dans 4 classes sur l'égalité homme femme.

A Châlons, la section s'est associée localement aux Journées contre l'homophobie en participant à une marche et à 2 soirées-débat.

International

Les « révoltes arabes » ont mobilisé dans cette région : à Reims en soutien au peuple égyptien ; à la mairie de Sainte Savine, la section de Troyes et de l'Aube a organisé une réunion publique.

Tunisie et l'Egypte sur le thème « Les révoltes un pas vers la démocratie ».

A Charleville-Mézières, la section a proposé la projection dans la Salle des fêtes du film *Made in dignity* suivi d'un débat sur « L'impact du commerce équitable en Palestine ».

Le comité régional Champagne-Ardenne s'est impliqué localement au sein du Comité champenois de soutien à Salah Hamouri (étudiant français emprisonné en Israël).

A Chaumont, les militants ont assuré la présence de la LDH dans les activités organisées autour de la semaine de la solidarité internationale.

Campagne, pédagogie, sensibilisation et communication

A Châlons, la section a organisé une action de présentation du Pacte, relayée par la presse (*Info Châlons et le Journal de Saône-et-Loire*).

La section de Châlons a coordonné en partenariat avec la région la diffusion dans tous les établissements de formation de la mallette « égalité » et s'est également investie dans le concours de poèmes « Ecrits pour la fraternité ».

A Chaumont et Châlons, les militants ont assuré une présence dans le forum des associations et également, pour Chaumont, dans le Forum de l'égalité.

On recense également une participation au Festival « Rémois et moi et toi ».

Une action remarquable parmi d'autres

La section de Reims et la délégation régionale de Champagne-Ardenne ont accueilli le congrès de la LDH à Reims du 11 au 13 juin 2011.

CORSE

La Corse compte 93 adhérents. Elle a cette particularité d'être à la fois région, fédération et section.

35 actions ont été répertoriées. Les activités de la section sont régulièrement relayées par *Corse matin*, *corse-matin.com*, *alta-frequenza.com*, *infurmazione.unita-naziunale.org*.

Démocratie, libertés

Ces thématiques sont les plus importantes avec 28 évènements. La plupart des actions sont orientées sur la violence et la justice.

Ainsi, par exemple, la section a organisé une réunion publique « Assassinats, tentatives d'assassinats, attentats, menaces... Comment en parler ? », elle a multiplié conférences de presse, communiqués sur ce sujet en soulignant que « la vengeance n'est pas la justice ».

Sur le thème justice et prisons, c'est surtout la question de la justice d'exception qui domine avec une journée de débats « Face à l'arbitraire, imposons le respect du droit » ainsi qu'une conférence de presse sur la justice d'exception avec un collectif d'avocats. Dans une tribune dans *Corse matin* sont revendiqués « les droits rien que les droits, tous les droits ».

La section a organisé plusieurs événements autour du procès en appel de Colonna et du cas de Plassenzotti.

Le désordre carcéral et la situation des prisonniers insulaires ont été dénoncés. La section a demandé aussi le rapprochement des détenus.

Une réunion publique a été organisée sur les « Dangers du fichage ADN ».

Les syndicats étudiants de l'université de Corse ont été interpellés pour leur rappeler que droit de créer est une liberté fondamentale. En effet, ils avaient appeler à un rassemblement contre une affiche considérée comme blasphématoire.

Enfin la LDH, signataire de la Charte de la société civile qui existe depuis 5 ans, a participé à sa 4^e assemblée générale annuelle durant laquelle il a été débattu de la place et du rôle de la société civile corse.

Droits économiques, sociaux et culturels

Avec deux communiqués, la section a apporté son soutien aux salariés d'Air France, « Indignés », mobilisés pour le respect du droit au travail.

Elle a émis un communiqué concernant les droits environnementaux « De Tchernobyl à Fukushima, escale en Corse ».

Elle a défendu le droit au logement en participant à une manifestation sur ce sujet. Elle a dénoncé la criminalisation des pauvres à travers le projet de loi Loppsi 2, et plus particulièrement les dispositions concernant l'habitat et le logement. Avec quarante-trois autres organisations de la société civile corse, elle est signataire du « Manifeste pour le droit au logement digne pour tous », appelait à un rassemblement devant la préfecture, le 11 mars, pour un dépôt du manifeste en préfecture.

Etrangers

La section a en particulier demandé la régularisation de Farida Sou, une femme qui, alors qu'elle venait rechercher la protection de la police contre des violences, est menacée d'expulsion.

Racisme, antisémitisme et discriminations

La LDH, à Pietrosella, lors d'une réunion publique avec des élus locaux posait la question sur le thème : « Statut de résident : nouvelle citoyenneté ou nouvelles discriminations ? ».

D'autre part, elle dénonce la diffusion un tract raciste contre les populations d'origine maghrébine.

International

La section s'inscrit dans un devenir méditerranéen comme le souligne la participation à 2 évènements : « La Corse a-t-elle un avenir méditerranéen ? » et « Les sociétés civiles méditerranéennes en mouvement ».

Par ailleurs, la section a soutenu la campagne « Un bateau pour Gaza ».

Campagne, pédagogie, sensibilisation et communication

La section met régulièrement à jour un site internet :
<http://www.ldh-corsica.net/>

Une action remarquable

parmi d'autres

La LDH a participé à un ensemble d'actions pour la réhabilitation des fusillés pour l'exemple de la guerre de 14-18 : projections du documentaire *Fucilati in prima ligna*, une en particulier devant l'Assemblée de Corse, rencontre avec le recteur, ce qui a permis une action pédagogique dans les lycées sur ce sujet.

DOM-COM

Dans les 5 départements d'outremer on compte 200 adhérents. Ils sont répartis dans 6 sections :

Guadeloupe

Basse-Terre : 19
Pointe-à-Pitre : 31

Guyane

Cayenne : 27

La Réunion

Saint-Denis de La Réunion : 102

Martinique

Fort-de-France : 13

Mayotte

Mayotte: 6

La plupart des sections sont très actives, on peut ainsi répertorier 62 actions dont 8 réunions statutaires.

De nombreux journaux papier ou web rendent compte des activités des sections de la LDH : *Le Quotidien, France-Antilles Guadeloupe, France Guyane, blada.com, clicanoo.re, http://www.caraibcreolenews.com, france-guyane.fr, http://www.zinfos974.com/*.

Démocratie, libertés

25 actions concernent ce thème. Basse-Terre a dénoncé les graves atteintes aux libertés et aux droits de l'Homme en Guadeloupe à l'encontre d'avocats, de syndicalistes, de citoyens, et exhorté les représentants de l'Etat à respecter les droits constitutionnels de la République. En mai, elle a tenté de renforcer la visibilité de la section avec un dîner-débat avec des dirigeants syndicaux sur le thème « Comment défendre les droits de l'Homme dans la société guadeloupéenne ? ». Cayenne a organisé trois conférences publiques les 7, 8 et 10 décembre: « De l'affaire Dreyfus à la Ligue des droits de l'Homme : les droits d'hier à aujourd'hui » à Kourou, « Dreyfus, la justice d'exception et le bagne », à Saint-Laurent-du-Maroni et « En Guyane comme ailleurs, l'actualité de tous les droits partout et pour tous » à Cayenne pour le 63e anniversaire de la DUDH. Basse-Terre a publié un communiqué à cette occasion.

Saint-Denis de La Réunion a organisé un café des droits de l'Homme avec 50 participants autour des thèmes abordés par Stéphane Hessel dans « Indignez-vous ! » en janvier et sur l'actualité des droits de l'Homme dans l'île en septembre. Elle a soutenu le Festival international du film des droits de l'Homme début septembre.

Saint-Denis a dénoncé l'opération « voisins vigilants » programmée dans l'île.

Cayenne a regretté dans un communiqué de voir le magazine « Oka.Mag », seul média amérindien de Guyane, arrêter sa diffusion. La section confirmait sa solidarité avec les communautés amérindiennes en novembre.

Saint Denis a participé en avril à la conférence sur « Laïcité, république, et religion » organisée par le Groupe dialogue interreligieux et la Grande loge de France.

Pointe à Pitre a participé à un débat télévisé sur les aménagements de peines en mars, organisé une conférence de presse sur la garde à vue et un débat posant la question « La prison est-elle la seule solution à la délinquance ? » en juin. Saint-Denis a organisé une série de conférences du 24 au 29 octobre sur les questions de délinquance et société : « Délinquance, justice et droits de l'Homme » - « Les mineurs et la justice » - « La réponse sécuritaire comme unique recours » - « Notre société est-elle de plus en plus violente ? » - « Les mineurs et la justice ». La section a aussi adressé une lettre aux parlementaires s'opposant à la suppression du Contrôleur général des lieux de privation de liberté et a manifesté en soutien aux magistrats et proposé une table ronde sur la Justice.

Droits économiques, sociaux et culturels

10 actions ont concerné ces thèmes.

Saint Denis reste vigilante sur la défense des services publics en travaillant sur la réforme territoriale en février et en soutenant la grève des enseignants en septembre. La section a accepté un rôle de médiateur dans la défense des droits des ex-salariés de l'Arast non satisfaits deux ans après leur licenciement pour raisons économiques.

Cayenne a participé à la journée du refus de la misère en proposant sur son stand du Village de la solidarité des débats sur « La misère de l'école en Guyane » : les conditions d'accès et les discriminations qui perturbent en profondeur l'éducation et sont facteur d'échec scolaire.

Cayenne a préparé dans le cadre du Collectif pour la scolarisation de tous les enfants de Guyane une réclamation adressée au Défenseur des droits « relative aux mesures discriminatoires en matière de droit à l'éducation en Guyane, plus particulièrement à l'encontre d'enfants étrangers et de ceux issus de groupes minoritaires ». Cette saisine faisait suite à celle de la Halde en 2009, dont les recommandations n'ont pas été suivies d'effet. A l'occasion de la Journée internationale des droits de l'enfant, la section a publié un communiqué rappelant son combat pour que les pouvoirs publics défendent les droits des enfants en matière de scolarisation. Elle rappelle que l'échec scolaire est prépondérant pour les jeunes étrangers ou issus de groupes minoritaires, en raison d'un système scolaire ignorant les diversités culturelles et linguistiques et en raison de transports inadaptés à la dispersion géographique.

Saint-Denis a organisé une projection-débat avec le film *Sexy inc* dénonçant la culture malsaine d'hyper sexualisation dans laquelle baignent les enfants et les adolescents.

Cayenne et Saint-Denis ont traité les questions liées au logement en faisant campagne pour que ce droit soit respecté en Guyane pour l'une, et en organisant le 11 février un forum-débat avec des organisations spécialisées dans ce domaine pour l'autre afin de faire le point sur le logement social et le mal-logement et en publiant un communiqué contre les expulsions sans relogement.

Cayenne a publié un communiqué le 29 juin s'opposant aux négociations du conseil régional avec un opérateur minier et rappelant la nécessité d'interdire toute extraction tant que celle-ci reste polluante et dangereuse pour les hommes et l'environnement.

Etrangers, droit d'asile

Cayenne a condamné le remplacement de la coordination associative s'occupant des demandeurs d'asile et réfugiés de Guyane (LDH, Médecins du monde, l'Arbre fromager, Secours catholique et la Cimade) par un nouveau dispositif coordonné par l'Office français de l'immigration et de l'intégration (Offi) et l'absence de traitement des dossiers qui est contraire à l'engagement de la France en matière de droit d'asile. Elle s'est mobilisée pour que les pouvoirs publics cessent « la chasse à l'immigré » et mettent au contraire en œuvre les processus d'intégration pour construire l'avenir de la région. Elle a fait connaitre sa proclamation que « l'immigration n'est pas un danger pour la Guyane mais un atout pour son développement ».

Saint-Denis a organisé en partenariat avec le RESF un projection-débat d'*Ulysse Clandestin*, avec une soixantaine de personnes. La section a aussi organisé des formations internes sur les droits des étrangers avec l'aide de La Cimade les 7 et 12 juillet, rencontré la Commission des titres de séjour de la Préfecture, protesté avec La Cimade, le RESF et Sud-éducation contre l'enferment d'un bébé de 11 mois au centre de rétention de Chaudron et écrit des lettres aux parlementaires pour le maintien des soins aux malades étrangers en France.

Fort-de-France a pris position contre la poursuite de l'expulsion de Haïtiens qui contrevient aux recommandations de l'Onu.

Racisme, antisémitisme et discriminations

Cayenne a protesté à plusieurs reprises avec La Cimade, Daac et le RESF, contre les propos racistes tenus par la déléguée aux droits des femmes et à l'égalité dans la Semaine guyanaise avec une lettre au préfet pour lui demander quelles suites il entend donner aux propos, un communiqué et une protestation contre le maintien à son poste. La section a aussi protesté contre la politique discriminatoire des services de l'Etat. La section a dénoncé la hausse vertigineuse des violences sexuelles et a demandé des actions de prévention et d'accompagnement des victimes.

Basse-Terre a protesté contre les termes d'un document préparatoire au congrès des élus départementaux et régionaux ethnocisant la délinquance et stigmatisant certaines populations, en contradiction avec la tradition républicaine, ces pratiques étant dommageables à la construction du vivre ensemble.

Saint-Denis a publié un communiqué le 9 juillet pour rappeler la loi cadre du 9/7/2010 sur les violences faites aux femmes.

.....Permanences, soutien juridique.....

Basse-Terre tient une permanence 2 fois par mois avec La Cimade, malgré des difficultés de fonctionnement et qu'un besoin de formation en recours se fait sentir.

.....Campagne, pédagogie, sensibilisation et communication.....

Saint-Denis a organisé en février une formation sur le thème « comment utiliser une exposition pour une action militante: droits des femmes », Cayenne a tenu un stand dans le cadre de la semaine du refus de la misère en octobre.

Saint-Denis a un site internet <http://www.ldh-france.org/section/saintdenis-reunion/>

.....Une action remarquable.....

.....parmi d'autres.....

Les sections ont participé au dossier « Dom-Com, droits et citoyenneté » de la revue d'*Hommes et Libertés* de septembre n° 155.

NOUVELLE-CALÉDONIE

La section de Nouvelle-Calédonie a un statut particulier puisqu'elle est organisation associée.

La section de Nouméa compte 46 adhérents

On a recensé une dizaine d'actions qui ont été relayées dans la presse régionale et nationale : AFP, *L'Humanité*, *temoignages.re* *Lalsace.fr*, *Inc.nc*, *humanite.fr*

.....Démocratie, libertés.....

La section a invité les populations de Nouvelle-Calédonie à reprendre sereinement le débat pour s'accorder sur l'élaboration des signes identitaires garantissant un futur partagé, selon les termes de l'accord de Nouméa à propos du débat « Quel drapeau pour quel destin commun ? ».

Elle a publié les actes du colloque sur le « Le sens des mots », réflexions sur des notions essentielles : peuple, nation, Etat, autonomie, indépendance, souveraineté pour une compréhension mutuelle pour un vivre ensemble.

Elle a organisé les 2e et 3e volets d'un Cycle de conférences-débats sur les thèmes « La société, le lien social » et « Jusqu'où peut aller la décolonisation ? » moments importants de l'ensemble « Colonisation/décolonisation : espace, société, institutions » les 3 novembre et 6 décembre.

.....Prison.....

Le 6 avril la section a publié un communiqué, « Le camp n'est pas une cage dorée » suite à l'article publié dans *Les Nouvelles-calédoniennes*, consacré aux activités éducatives dans le Camp Est. Le 28 octobre elle a rappelé l'entassement de cinq à six personnes, vingt-deux heures sur vingt-quatre, dans des cellules de 12 m², dans des conditions inhumaines d'insalubrité et de grande promiscuité.

.....Liberté d'expression.....

La section a dénoncé la censure du film *L'ordre et la morale* basé sur les événements d'Ouvéa et a demandé à l'Etat, garant des libertés, de prendre les mesures visant à lever cette atteinte à la liberté d'expression.

FRANCHE-COMTE

La région compte quatre sections, soit une dans chaque département. Il y a 137 adhérents dont 7 isolés.

Doubs

Besançon : 29

Jura

Dôle : 20

Haute Saône

Vesoul : 18

Territoire de Belfort

Belfort : 63

Un quarantaine d'événements ont été répertoriés dont 12 réunions statutaires. Les thèmes identifiés lors de ces réunions ou évènements concernent surtout la défense des droits des étrangers notamment des roms, ainsi que le Pacte pour les droits et la citoyenneté.

De nombreux articles rapportent les actions ou communiqué des sections de la région dans les titres suivants :

La Voix du Jura, L'Est républicain, L'Alsace, Le Progrès, Lepays.fr, macommune.info.

Démocratie, libertés

9 actions concernent cette thématique.

Le comité régional de Franche-Comté a organisé le 19 novembre à Vesoul une journée de formation sur le thème : « Prisons et droits de l'Homme. Quels combats à mener dans le milieu carcéral ? » Une vingtaine de ligueurs ont participé et bénéficié des interventions d'un médecin de prison, d'un membre du Genepi, d'un sociologue, écrivain animateur d'atelier d'écriture en prison et ont débattu de l'évolution des politiques pénales et carcérales, des apports et des insuffisances de la loi pénitentiaire votée en novembre 2009.

Dole a diffusé des tracts sur le thème « Inscrivez-vous sur les listes électorales ! » et présenté une exposition « Caricatures et droits de l'Homme ».

Besançon a mobilisé de nombreuses organisations pour mettre en œuvre le Pacte afin d'interpeler les acteurs politiques locaux sur la base de leurs analyses et propositions afin que les réponses de ceux-ci éclairent les citoyens dans la détermination de leurs votes. La section a organisé des débats publics thématiques afin de construire des réponses claires et nouvelles en phase avec les attentes et les revendications dont ces organisations sont porteuses. Dans ce cadre elle a organisé avec ses partenaires locaux Attac, CDDLE, La Cimade, Ligue de l'enseignement, Mouvement de la Paix, Mrap, SM, Terre des Hommes une rencontre-débat sur le thème « La France, une république défendue » en novembre.

Le comité régional a organisé à Belfort une réunion débat sur le Pacte avec une cinquantaine d'organisations en mars.

Le comité régional et Besançon ont organisé une Fête des droits de l'Homme avec 23 organisations.

Le comité régional a participé à une manifestation à Montbéliard à l'occasion du procès du président du mouvement d'extrême droite, le Front Comtois, jugé pour incitation à la haine raciale septembre puis décembre en raison du report de l'audience.

Belfort avec la fédération de la Libre Pensée a appelé le 11 novembre à un « rassemblement pacifiste pour la réhabilitation des fusillés pour l'exemple de la guerre de 1914-1918 ». Dole avec le Comité du Mouvement de la Paix et la fédération du Jura de La Libre Pensée a lancé le même appel.

Droits économiques, sociaux et culturels

Besançon a participé à la journée de mobilisation nationale pour défendre le système de santé publique.

Belfort a appelé à une manifestation devant la préfecture lors de la journée de mobilisation nationale « 24 h pour le logement : Urgence ! Un toit pour toutes et tous, toute l'année ».

Belfort a organisé une réunion sur la question « Sortir du nucléaire ».

Etrangers

12 actions ont été menées sur cette thématique.

Belfort et le RESF ont réussi à sensibiliser les pouvoirs publics au sort des personnes déboutées du droit d'asile privées de logement et, en occupant la Maison du Peuple, à faire en sorte que des solutions humanitaires d'urgence soient trouvées pour loger les 35 Kosovars, Arméniens, Bosniaques sans papiers. La section a participé à la manifestation de soutien aux « sans papiers et sans toit ». Dole a participé à la manifestation contre la stigmatisation des étrangers à Lons le Saulnier. La section participe tous les mois aux Cercles de silence.

Besançon a publié un communiqué sur le thème « liberté égalité fraternité... des valeurs à retrouver dans nos rapports à l'étranger » et a manifesté avec 18 organisations sur le thème « l'étranger, bouc-émissaire ». Elle participe aussi aux cercles de silence tous les mois.

A différentes reprises, Besançon avec le RESF ont protesté contre l'envoi au Cra de Rouen pour une expulsion de France de quatre familles roms de Roumanie avec huit enfants, alors que ces familles étaient prises en charge par les services sociaux de la ville. La section et le RESF appelaient à un rassemblement, le 16 décembre, devant la préfecture, pour demander leur retour à Besançon et la délivrance d'une autorisation de travail aux parents. La section a publié la lettre adressée au préfet du Doubs pour sursoir à l'expulsion de familles roms de Roumanie.. La section a publié un communiqué de presse dénonçant le sort des familles roms menacées d'expulsion à la fois du centre d'hébergement d'urgence de la ville, et du territoire français à travers les OQTF, elle a appelé à un rassemblement de soutien.

Permanences, soutien juridique

Vesoul tient tous les mois une permanence de soutien juridique. Belfort assure aussi une permanence de soutien consacrée au droit des étrangers qui est annoncée dans LePays.fr.

International

Belfort a participé à la manifestation de soutien aux peuples tunisien et égyptien.

Dole a participé à la campagne un bateau français pour Gaza. La section a organisé un ciné-débat en projetant le film *Laïcité Inch Allah* et en novembre elle a participé à la semaine de solidarité internationale.

Campagne, pédagogie, sensibilisation et communication

Belfort a organisé le concours de poèmes et écrits pour la fraternité sur le thème défini au niveau national « Filles, garçons, égalité ». Elle a remis les prix départementaux du concours lors d'une manifestation à laquelle participaient sept classes soient 150 jeunes élèves. Dole a aussi organisé le concours, trois élèves ont obtenu un prix national. Les prix au niveau local ont été remis à la centaine de lauréats, lors d'une cérémonie qui s'est déroulée le 14 juin, en présence du maire, avec lecture des créations par une comédienne et projection d'un court-métrage contre les stéréotypes.

Plusieurs sections distribuent des tracts lors de diverses manifestations Belfort, Besançon, Dole.

Belfort et Besançon ont un site internet.

Une action remarquable parmi d'autres

La forte implication de deux sections dans le concours de poèmes et écrits pour la fraternité. Ainsi à Belfort dans une classe de CM2 « les élèves ont écrit des poèmes, d'autres une bande dessinée, créé des affiches et même, pour huit enfants, une pièce de théâtre : « Le meilleur des mondes ». En quatre actes, entièrement conçus par les élèves, il décrit « un monde à l'endroit, où les femmes sont soumises aux hommes », puis « une petite révolution où les femmes prennent les armes », des rôles inversés « qui ne conviennent à personne », et la conclusion de toute cette histoire amène à une loi sur l'égalité autour de la chanson de Jean Ferrat, Le poète a toujours raison, dans laquelle le chanteur disparu reprend Aragon : « La femme est l'avenir de l'homme » article du journal LePays.fr. Un excellent moyen d'ouvrir les jeunes aux questions des droits de l'Homme.

ILE-DE-FRANCE

75 PARIS

Autour d'une Fédération, 15 sections de taille et d'activité assez variées regroupent au total 1254 adhérents.

EHESS : 24	Paris 10 & 11 : 174	Paris 12 : 93
Paris 13 & 5 : 209	Paris 14 & 6 : 194	Paris 15 : 92
Paris 16 : 60	Paris 17 & 8 : 39	Paris 18 : 68
Paris 19 : 72	Paris 20 : 119	Paris 7 : 15
Paris 9 : 23	Paris centre : 44	Sorbonne : 18
Isolés : 10		

Le nombre des événements répertoriés est de 258, dont une quarantaine peuvent être considérés comme statutaires. Le travail en réseau est très présent, surtout au niveau fédéral. 39 actions sont identifiées comme telles.

Quelques médias ont relayé certains des événements : AFP, *l'Echo*, *la Croix*, *l'Humanité*, *Politis*, defrancisation. com, <http://media.radio-libertaire.org/php/grille.php>.

Démocratie, libertés

Ces thématiques ont donné lieu à près de 70 événements.

Les dangers qui pèsent sur la démocratie ont fait l'objet de plusieurs événements comme : « La démocratie asphyxiée », débat de Paris 5/13, « La réforme des collectivités locales, la démocratie en danger » par Paris 14/6, « Oligarchie ? Démocratie ? A quelles conditions pourrons-nous respecter les droits de l'Homme et notre environnement ? » par Paris 10/11 et également « La montée de l'extrême-droite en France et en Europe ».

La campagne Votation citoyenne avec le soutien de la ville de Paris a impliqué toute les sections de la LDH de Paris, il y a eu près de 30 000 participants dont 93,7% de oui.

Plusieurs sections ont organisé des débats sur la justice : « La justice méprisée : les magistrats sous la pression du pouvoir exécutif » par Paris 14/6, « Justice et pouvoir, il faut que ça change » par Paris 19 et enfin sur la réforme de la justice des mineurs par la fédération.

Les questions de fichage de la population font l'objet de nombreux débats et en particulier d'une conférence : « Big brother, non merci » avec Paris 10/11. La fédération a appelé à plusieurs manifestations

contre la Loppsi2.

Et de façon plus sporadique, de nombreuses thématiques ont retenu l'attention des sections :

- un débat organisé par Paris 14/6 sur « Penser les droits de l'Homme dans un mode global » ;
- une conférence-débat : « Un pacte civique pour un autre modèle de société », à la MDA du 7^e arrondissement, organisé par Paris 7, Paris 15 et Paris 5/13 le 20 juin ;
- une conférence de presse sur le thème « La réforme des collectivités territoriales, conséquences pour la démocratie » ;
- une conférence-débat sur les dérives policières : Paris 14/6 et fédération

Sur la thématique de la liberté d'expression, Paris 10/11 a organisé un débat sur « Censure et auto censure : les artistes muselés », et Paris 15 sur « la liberté d'expression et l'indépendance des médias ».

Le thème de l'abolition de la peine de mort a fait l'objet d'un débat organisé par la fédération « Quelles perspectives pour l'abolition de la peine de mort dans le monde ? » et la LDH a participé à une manifestation « N'exécutez pas Trevor Davis », ainsi qu'au Village de l'abolition de la peine de mort, parvis de l'Hôtel de ville le 10 octobre.

3 sections se sont intéressées à la laïcité, Paris 13/5 avec la projection de *Laïcité inch'Allah*,

Paris 18 avec un café-débat : « Laïcité - sans adjectif: les défis au quotidien », et Paris 15 avec une réunion sur la laïcité.

Diverses commémorations ont restitué les droits et libertés dans l'histoire : le 28 Mai au Père Lachaise, la Commune de Paris en 1871, et le rappel du 17 octobre 1961 a suscité plusieurs conférences, débats et manifestations. Une marche pour les disparus a été organisée à Belleville par la fédération sur le thème « tous contre l'impunité en Algérie ».

Droits économiques, sociaux et culturels

Le logement avec plus de 15 actions est un des sujets qui a le plus mobilisé les ligueurs dans ce chapitre avec la participation à plusieurs manifestations demandant l'arrêt des expulsions et la construction de logements sociaux : « Urgence, un toit », « Stop aux expulsions, un toit est un droit ». La LDH s'est également investie pour la Nuit blanche des sans logement. Plusieurs débats ont été organisés en particulier par Paris-Centre « L'accès au logement : les politiques publiques vont-elles dans le bon sens ? » ou par Paris 14/6 avec le film de Christophe Coello *Squat, la ville est à nous*. Une conférence de presse a été organisée par Paris 20 sur : « Mixités urbaines, l'exemple de Belleville ». Il faut noter aussi le soutien aux sans papiers dont les logements ont brûlé, à la Cité du labyrinthe dans le 20ème, celui aux victimes de l'incendie du Bd. V. Auriol, de la rue des Pyrénées (Paris 20) et la protestation le 3 avril, à la Rotonde de La Villette, contre le non-hébergement des demandeurs d'asile, une violation de la loi par l'Etat à laquelle s'est joint Paris 10/11.

Quelques actions ont eu pour thème la santé : la fédération a appelé au rassemblement « Notre santé en danger », Paris 12 a organisé un débat sur « La santé: un droit fondamental au libre marché », Paris 14/6 « Pour la santé publique et pour la sécurité sociale solidaire » et Paris 5/13 une projection-débat avec le film : *Le Juge et l'affaire de la dioxine*. D'autre part la LDH a participé à la manifestation contre l'hospitalisation d'office, à la campagne « Mais c'est un homme » contre les lois instaurant les soins sécuritaires. Paris 14/6 a animé le débat « Le projet de loi sur les soins psychiatriques porte-t'il atteinte aux libertés ? ».

Paris 15 et Paris 8/17 ont défendu les services publics. Les inégalités et les autres droits sociaux ont aussi été soulevés avec des débats : « Comment la récession augmente la pauvreté et les inégalités » par Paris

13/5, « Inégalités sociales et discriminations : quelle justice sociale ? » par Paris 7, Paris 15, Paris 6/14 et Paris 5/13 . Paris 15 organisait un débat sur « Inégalité des chances : l'école et la mobilité sociale », Paris 18 sur « Quels droits pour l'enfance en danger ? » et Paris EHESS sur « Quels droits sociaux dans la mondialisation ? ».

Etrangers

Près de 40 actions concernaient cette thématique. La fédération, les sections participent aux manifestations pour la régularisation des travailleurs sans papiers, contre les conditions d'accueil des étrangers dans les préfectures. Ainsi, suite à l'éviction de la Cité nationale de l'histoire de l'immigration (CNHI) des travailleurs sans papiers, Paris 12, Paris 14/6 et la Fédération ont appelé à rejoindre le rassemblement de soutien le 29 janvier, place de la République. La fédération appelait le 21 novembre, place Saint-Michel, à soutenir l'UD CGT de Paris qui était reçue par le préfet de police.

Des cercles de silence sont organisés régulièrement en réseau par les sections Paris 14/6 et 15.

La LDH a aussi apporté son soutien aux étrangers en grève de la faim au centre de rétention de Vincennes et a manifesté à Belleville pour les droits et la dignité des migrants. Enfin une projection de *Illégal* a été organisée par Paris 15.

Paris 5/13 a organisé un débat sur la loi du 16 Juin 2011 sur l'immigration et l'enfermement des étrangers, la fédération a participé à la mise en place de l'Observatoire de l'enfermement des étrangers.

Les « Ligueurs au prétoire » suivent les audiences au Juge des libertés et de la détention, audiences de la cour nationale du droit d'asile.

« Les migrations et l'immigration en Europe, le droit de circulation, les limites de ce droit, les accords de Schengen » ont été le thème d'un débat organisé par Paris 15.

Une conférence à l'EHESS a porté sur « Frontières extérieures, frontières intérieures » avec intervention des membres du groupe de travail « Etrangers et immigrés ».

Dans le cadre de l'Eté solidaire du 7^e, la section a proposé en Juillet une visite guidée sur la thématique de l'immigration.

Des cérémonies de parrainages républicains sont régulièrement organisées dans plusieurs mairies (12^e, 14^e) et impliquent des ligueurs aux côtés du RESF.

Racisme, antisémitisme et discriminations

La fédération a appelé à manifester sur « Non à la loi Besson et à la xénophobie » et « Le 1^{er} Mai pour le refus du racisme et de la xénophobie : Non à la politique du pilori ! ».

Plusieurs débats ont eu lieu : Paris Sorbonne a organisé avec l'Unef une projection du film *Illégal*, et un débat sur « Le projet Besson et le racisme d'état » ; « Y a t'il un retour de la xénophobie en France ? » par Paris centre ; projection-débat du film *Roms en errance* par Paris 5/13 et le Collectif Romeurope.

La LDH a participé à la marche des Fiertés de Montparnasse à la Bastille le 25 Juin.

Paris 10/11 a organisé une journée contre les discriminations avec entre autres un débat sur « Discriminations : fait, combats et perspectives ».

La fédération a appelé à la manifestation contre les violences faites aux femmes et organisé une projection de « Nos ancêtres les gauloises », Paris 19 et la Fédération ont invité à découvrir l'exposition sur le thème « Femmes, du préjugé à la discrimination » au centre social de Belleville. Une projection-débat du film *Le plafond de verre* a été organisée par Paris 19.

International

Les manifestations de soutien aux peuples algériens, tunisiens et égyptiens ont été nombreuses. On peut citer par exemple : la solidarité avec les habitants de Sidi Bouzid, l'inauguration de la place Mohammed Bouazizi le 30 Juin, et un débat pour l'évolution démocratique du Maroc à l'invitation de la fédération et Paris Sorbonne.

Les ligueurs ont été également mobilisés pour des manifestations contre la dictature et les massacres en Syrie en particulier « Halte au massacre » le 25 Juin place du Panthéon, pour le soutien aux jeunes Tunisiens arrivés récemment en France et à l'occasion d'un rassemblement contre les expulsions d'étudiants étrangers organisé par Paris Sorbonne.

On peut citer également des évènements tels que le débat le 6 mai sur « La démocratie à la suite des révoltes arabes » (Paris 6 et 20), la projection-débat du film *Laïcité Inch'Allah* organisée par Paris 5/13, le colloque « Révoltes dans le monde arabe, et nous ? » le 23 juin par Paris 8/17 en partenariat avec *Politis*, un autre le 6 octobre avec Paris 12 et plusieurs conférences sur la Palestine : « une résistance populaire non-violente » (Paris 14/6) et « Vers l'état palestinien » (Paris 14/6). La fédération appelait le 21 septembre, place de l'Opéra, au rassemblement pour la création de l'Etat palestinien.

Permanences, soutien juridique

Les sections 5/13, 10/11, 16, Paris Centre, Paris Sorbonne tiennent très régulièrement des permanences de soutien juridiques, certaines en direction des étrangers, d'autres plus spécifiquement pour les étudiants.

Campagne, pédagogie,

sensibilisation et communication

De nombreuses actions ont eu lieu en milieu scolaire ou en direction des jeunes.

Pour la section Paris 5/13 : projection débat de vers un public jeune sur le thème « Dessine-toi », intervention de Paris 5/13 au lycée Rodin sur « Le fichage des individus et le droit à l'image », Paris 15 est intervenu pour le concours pour la fraternité sur le thème « Fille et garçon : égalité ». Paris 18 a participé à la 3^e édition de « Graines de citoyens », et dans ce cadre est intervenue dans de nombreux établissements scolaires.

La fédération et plusieurs sections se sont mobilisées autour du Pacte.

La plupart des sections ont participé aux Forums des Associations de leur quartier, la section Paris 14/6 y a distribué largement le quizz des droits de l'Homme qu'elle a conçu.

Plusieurs sections organisent des cafés-débat des Droits de l'Homme, dans les cafés de leur quartier. On en compte une quinzaine pour cette année animés par la fédération, les sections Paris 5/13, 6/14, 10/11, 12, 18 et 20.

La fédération a organisé une journée de formation dans le cadre de Romeurope sur l'accueil des Gens du voyage.

Au moins une fois et pour certaines sections plusieurs fois, leurs ligueurs parisiens ont animé à l'émission hebdomadaire de la LDH Paris sur Radio Libertaire : l'invité du vendredi.

ILE-DE-FRANCE 77 SEINE-ET-MARNE

La fédération de Seine-et-Marne compte 77 adhérents répartis dans 5 sections, et 4 adhérents isolés.

Fontainebleau : 19

Melun : 23

Serris-Val-d'Europe : 7

Meaux : 10

Nemours : 14

26 actions dont 8 statutaires ont été recensées. *Le Parisien* a publié quelques articles sur les activités de la LDH.

Démocratie, libertés

Le 4 novembre Melun a organisé une réunion publique qui a rassemblé 100 personnes cherchant une réponse à la question « les services secrets sont-ils nécessaires à la république ? ».

Fontainebleau a consacré un café-débat et une intervention au forum des associations au problème de « La garde à vue : l'exception française » (8 mars et 6 juin).

Melun a organisé une réunion publique sur « Rôle et évolution de la Cimade au sein des Cra : une action citoyenne ». Une soixantaine de personnes ont participé et *Le Parisien* s'en est fait l'écho.

Meaux a été à l'initiative du partenariat avec l'école d'ingénieur Imac (Image multimédia audiovisuel et communication) pour la réalisation de trois courts métrages réalisés par des étudiants sur la protection des données personnelles et le fichage. Elle a aussi organisé une réunion-débat sur les nouvelles technologies et la protection de la vie privée.

Droits économiques, sociaux et culturels

Dans le cadre de la lutte contre l'habitat insalubre, Melun a adressé plusieurs courriers au président de la communauté d'agglomération et à l'ARS au sujet d'assainissement de logements.

Etrangers

Au sein de l'Observatoire citoyen 77 (qui rassemble La Cimade, RESF 77, les Cercles de silence du 77, Turbulences) la fédération a appelé à deux rassemblements le 18 mai, l'un devant le TGI de Meaux et l'autre devant son « annexe » au Mesnil-Amelot, pour exprimer sa plus totale désapprobation face à l'enfermement des étrangers et la délocalisation du juge des libertés et de la détention avec un appel « Non au rendu de la justice derrière les barbelés ». Des courriers ont été adressés aux élus. Meaux a participé à la campagne de l'OEE (Observatoire de l'enfermement des étrangers) : visites des familles en centres de rétention et avec l'Observatoire citoyen 77 elle assure une présence lors des audiences du tribunal administratif dans les Cra.

La fédération organise des Cercles de silence devant le Cra du Mesnil Amelot.

Racisme, antisémitisme et discriminations

La fédération est intervenue en milieu scolaire, sur les discriminations dans un Lycée de Montereau et un collège de Saint-Fargeau (mai).

Meaux a organisé une projection-débat sur les droits des femmes avec le film *Fausta, la teta asustada*.

.....Permanences, soutien juridique.....

Melun assure une permanence d'accueil tous les jeudis : droits des étrangers, lutte contre habitat insalubre et accès aux soins pour les plus démunis avec présence d'un médecin bénévole et d'une assistante sociale, en partenariat avec certaines pharmacies pour la fourniture de médicaments.

La fédération tient une permanence d'accueil des étrangers les 2^e et 4^e samedis du mois. Fontainebleau en tient une aussi. La fédération participe aux permanences de l'observatoire citoyen de la rétention du 77.

.....Campagne, pédagogie, sensibilisation et communication.....

Meaux participe au forum des associations tout comme Fontainebleau qui en profite pour distribuer des tracts et intervenir lors des conférences.

Melun a organisé une journée de formation le 20 mai sur l'intervention en milieu scolaire.

ILE-DE-FRANCE 78 YVELINES

La fédération des Yvelines compte 193 adhérents répartis dans 9 sections. 4 adhérents sont isolés.

Conflans-Sainte-Honorine : 43

Maisons-Laffitte : 8

Poissy : 24 - Rambouillet : 18

Saint-Quentin-en-Yvelines : 21

Les Mureaux : 7

Mantes-la-Jolie et du-Mantois : 35

Saint-Germain-en-Laye : 21

Versailles : 16

L'activité des sections est en baisse avec une quarantaine d'actions, dont 5 institutionnelles. *Les Nouvelles de Versailles*, *Le courrier de Mantes* et *La Gazette du Val d'Oise* pour Conflans rapportent les actions des sections.

Démocratie, libertés

15 actions ont concerné le droit et la justice.

Dans le cadre du Pacte, Rambouillet et Saint-Quentin-en-Yvelines ont organisé le 24 mai avec le soutien de la Communauté d'agglomérations une réunion publique sur le thème, « Une justice accessible à tous, égale pour tous ». Elle présentait par la même occasion le dernier *Etat des droits : La République défigurée*. Conflans-Sainte-Honorine a réuni diverses organisations signataires du Pacte.

Versailles a organisé une conférence de presse sur le thème « La LDH défend les libertés » le 1^{er} juin (article dans *Les nouvelles de Versailles*).

Conflans-Sainte-Honorine a organisé un ciné-débat le 25 novembre avec le film *L'Exercice de l'Etat*.

Saint-Germain-en-Laye a tenu sa réunion de juillet sur le thème de la citoyenneté. Les Mureaux a organisé une votation citoyenne.

Le 30 avril, Saint-Germain-en-Laye a organisé un café-débat sur le contrôle social, « l'inquiétant projet d'une société fichée et suivie à partir de la naissance » avec un petit film introductif *Le fichage : au pays de Voltaire*.

Conflans-Sainte-Honorine a organisé en juin une réunion publique à Andrésy sur « La vidéosurveillance en question ». Le 15 octobre le même thème était traité lors d'une projection-débat avec La zona, propriété privée. La question était posée : « Où peut mener l'exacerbation de la peur, la politique sécuritaire et la société de surveillance... dans de nombreux pays

dont la France, sur fond d'accroissement des inégalités ? ».

La fédération a publié un communiqué, repris par *Les nouvelles de Versailles*, contre la censure dont a été victime le film *Gazastrophe* à Versailles. La section de Versailles avait organisé un rassemblement devant le cinéma.

La fédération des Yvelines avec le Mrap et l'Arac a commémoré les événements du 17 octobre 1961 en proposant deux projections-débats à Versailles avec les films *Ici on noie les Algériens* et *Octobre à Paris*.

Droits économiques, sociaux et culturels

Conflans-Ste-Honorine a abordé la question de l'environnement en proposant un ciné-débat le 30 avril, avec le documentaire *A ciel ouvert* traitant des problèmes de l'exploitation minière en Amérique du sud.

Etrangers

Conflans-Sainte-Honorine a organisé une projection-débat du film *Illégal*.

Saint-Germain-en-Laye a publié un communiqué avec RESF « Victoire pour les parents d'Hadjila » et a fait signer une pétition de soutien à une jeune Togolaise. La fédération a co-organisé un rassemblement de solidarité avec les Roms de la plaine de Tiel devant le tribunal administratif de Versailles.

Racisme, antisémitisme et discriminations

Conflans-Sainte-Honorine avec Femmes solidaires a proposé un ciné-débat autour du thème « Droits des femmes » avec le film *Le Choix de Luna*.

International

Mantes-la-Jolie et de nombreuses associations ont proposé le 9 février, une réunion publique sur le thème « Tunisie : la révolution démocratique ; de la Tunisie à l'Egypte, un air de liberté ». Les Mureaux a organisé avec ses partenaires une soirée de soutien à la révolution tunisienne tandis que Conflans-Sainte-Honorine lançait un débat avec le film *Plus jamais peur*, chronique de la révolution tunisienne.

Dans le cadre de la campagne « Un bateau français pour Gaza », Mantes-la-Jolie et la fédération ont invité le public à assister à la projection du film *Gazastrophe*, et à débattre du conflit israélo-palestinien, mais c'était aussi une manière d'exprimer le refus de la censure puisque le film avait été déprogrammé à Versailles. La section de Versailles avec l'AFPS ne s'était pas résignée non plus et l'avait présenté dans une autre salle.

Mantes-la-Jolie a appelé à manifester pour la création d'un Etat palestinien et sa reconnaissance par l'Onu.

Permanences, soutien juridique

Saint-Quentin-en-Yvelines tient une permanence pour les sans papiers, celle de Saint-Germain-en-Laye tenu avec RESF est hebdomadaire.

Campagne, pédagogie, sensibilisation et communication

Conflans-Sainte-Honorine et Rambouillet ont travaillé sur le Pacte.

Conflans-Sainte-Honorine, Saint-Germain-en-Laye, Saint-Quentin-en-Yvelines tout comme Les Mureaux ont distribué des tracts et tenu un stand aux divers forums des associations.

Saint-Germain-en-Laye met à la disposition des adhérents son fond documentaire (liste de livres, DVD, revues BD).

Plusieurs sections ont un site internet :

<http://www.ldh-france.org/section/conflans>

<http://www.ldh-france.org/section/poissy>

<http://saintgermainenlaye.ldh78.fr.eu.org> et aussi compte facebook).

ILE-DE-FRANCE 91 ESSONNE

La fédération compte 138 adhérents répartis dans 7 sections. 6 adhérents restent isolés.

Epinay-sur-Orge : 2
Les-Ulis : 34
Orsay : 15
Vigneux-sur-Seine : 13

Evry-Courcouronnes : 43
Massy : 13
Savigny -sur-Orge : 12

Les sections ont été actives surtout sur l'organisation de projections-débats. 23 actions ont été répertoriées dont 8 réunions statutaires. BFM TV, leparisien.fr, et *L'Humanité* ont parlé des actions de la LDH dans le département.

Démocratie, libertés

Evry-Courcouronnes a appelé les citoyens à manifester le 22 septembre pour dire « Non au délit de solidarité humaine ».

Les Ulis a organisé une réunion sur les problèmes posés par la Loppsi2 (Loi d'orientation et de programmation pour la performance de la sécurité intérieure).

Les Ulis a organisé avec La Libre Pensée et le soutien de la municipalité une Fête de la République au cinéma Jacques-Prévert avec projection-débat du film *Danton*. Le 10 novembre, elle proposait une projection-débat avec le film *Fusillés* pour l'exemple, le débat fut animé par un responsable du groupe de travail « Mémoire, histoire, archives ».

Droits économiques, sociaux et culturels

La section d'Orsay a organisé avec Attac une projection-débat à partir du film *La Fin de la pauvreté* qui pose la question « Alors qu'il y a tant de richesse dans le monde, pourquoi y-a-t-il encore tant de pauvreté ? ».

Etrangers

Le 12 juillet la fédération a organisé devant la préfecture d'Evry une conférence de presse sur les conditions d'accueil des étrangers dans cette préfecture. Les Ulis a fait signer une pétition de soutien à Slimane Bellouar.

Massy participe aux Cercles de silence tous les 3^e samedis du mois, en lien avec l'Observatoire du centre de rétention administrative de Palaiseau.

Racisme, antisémitisme et discriminations

Les Ulis en coopération avec le Mouvement du nid et la municipalité a organisé un café-débat le 29 novembre sur le thème « La prostitution, première violence faite aux femmes ». Elle a aussi abordé la question de « La place des femmes dans la société l'école et les filles ».

International

Dans le cadre du Festival « Maghreb des films », Les Ulis a invité à des projections débat avec les film *Octobre à Paris* et *Laïcité, Inch'Allah !* Le 13 janvier Orsay a organisé une réunion publique « La situation en Palestine aujourd'hui » avec Amnesty international et Evry-Palestine. Les Ulis a traité lors d'une réunion statutaire de la situation en Côte d'Ivoire avec un membre du Conseil des résidents étrangers de la ville.

Campagne, pédagogie, sensibilisation et communication

La section des Ulis a tenu un stand lors de la Fête de la ville, elle tient aussi un blog : <http://www.ldh-ulis.fr/>.

ILE-DE-FRANCE

92 HAUTS-DE-SEINE

La fédération des Hauts-de-Seine compte 224 adhérents répartis dans 8 sections et 9 isolés.

Antony : 50
Clichy-la-Garenne : 16
Levallois-Perret : 22
Montrouge-Bagneux : 42

Chatenay-Malabry : 22
Colombes-Asnières : 22
Meudon : 21
Nanterre : 20

68 actions sont répertoriées dont 13 réunions statutaires. On trouve des articles concernant la LDH des Hauts de Seine dans leparisien.fr, *Le Monde* et lepost.fr.

Démocratie, libertés

Dans le cadre du Pacte, Antony a organisé un évènement festif ouvert au public pour partager une « galette des droits », 80 personnes dont de nombreux militants et élus ont dégusté la « galette laïque et républicaine », et ont discuté du Pacte pour les droits et la citoyenneté. Clichy-la-Garenne et Levallois ont organisé des votations citoyennes le 10 décembre. Nanterre a organisé le 17 novembre à la Bourse du travail une réunion publique avec la CGT, et le Mrap, avec pour objectif « Décortiquons le discours asocial du Front national ».

Les trois sections Châtenay-Malabry, Antony et Meudon ont invité les citoyens à assister à la projection-débat du documentaire *Laïcité Inch'Allah !* le 1^{er} décembre.

Clichy-la-Garenne a organisé un débat public sur la Loppsi 2 en février puis en novembre une conférence-débat sur « Les polices ». Levallois-Perret a lancé une conférence de presse relatée dans *Le Monde* sur « Viedéosurveillance : Caméry city ».

Avec l'OIP et le groupe de travail Prisons, Nanterre a traité « Le respect de la dignité humaine dans les prisons françaises » lors d'une soirée-débat.

Clichy-la-Garenne a participé à la commémoration du 17 octobre 1961 organisé par la mairie avec la projection du documentaire *Le Silence du fleuve*.

Droits économiques, sociaux et culturels

Antony a poursuivi un travail sur le service public d'éducation avec une réunion publique « Urgence pour l'école publique ! » avec la FCPE et l'Institut de recherche de la FSU. Le 24 septembre une nouvelle réunion publique rassemblait la FCPE, le SNES-FSU, l'Unef et la Ligue de l'Enseignement sur le thème « Quel avenir pour l'enseignement public ? ».

Montrouge-Bagneux a organisé le 9 février une réunion-débat intitulée « Psychiatrie et droits de l'Homme », qui a souligné les dangers du projet de loi quant au respect des libertés. La section a appelé à signer la pétition initiée par les syndicats, adressée au ministre de la Santé contre les projets de délocaliser des services indispensables à la population du sud des Hauts-de-Seine.

Etrangers

Antony a organisé avec la Cimade, le CCFD et Attac, le 19 octobre, une projection-débat intitulée « Migrants : changer notre regard » avec un état des lieux suivi d'une projection du documentaire *Migrants sahéliens : Larmes et Alarmes* avec des échanges sur les politiques migratoires alternatives.

Les sections de Montrouge-Bagneux et Antony sont intervenues auprès du sous-préfet pour un meilleur accueil des étrangers à la sous-préfecture.

Racisme, antisémitisme et discriminations

Antony a organisé une projection-débat « Roms, citoyens d'Europe » avec la projection du documentaire *Les Roms, indésirables Européens* traitant de la liberté de circulation et de l'égalité de traitement. Elle a participé avec une vingtaine de bénévoles à une manifestation de solidarité sur le camp de Roms du Petit-Clamart autour du projet d'habitat et d'insertion en faveur des Roms porté par le CCFD et la Fondation Abbé Pierre. Le 24 février Châtenay Malabry a publié un communiqué « Le camp roumain sera démantelé » repris par *Le Parisien*, le 14 mars, la section a interpellé les candidats aux cantonales sur leur position sur l'accueil des Roms.

Levallois-Perret a obtenu la scolarisation d'un enfant bulgare malgré le refus de la mairie (recours devant la Halde, puis le Défenseur des droits).

Montrouge-Bagneux a organisé des réunions publiques en avril sur le thème « Propos racistes : souffrir du dire », en décembre sur « Abus de pouvoir, homophobie, racisme et sexe dans la police » avec le témoignage d'une policière suspendue de ses fonctions.

Nanterre a invité avec SOS Homophobie et l'Unef à une conférence-débat sur « L'homophobie et le droit quant aux homosexuels ».

International

Montrouge-Bagneux associée à l'Acat et à Amnesty international, a adressé une lettre à la députée Marie-Hélène Amiable pour qu'elle intervienne auprès du ministre des Affaires étrangères sur la possible soumission du rapport « Goldstone » au Conseil de sécurité, en vue d'une éventuelle saisine de la Cour pénale internationale. Dans le cadre de la campagne « Un bateau français pour Gaza », elle a organisé deux projections-débats, l'une avec le documentaire *Gaza nous arrivons* et l'autre avec *Gaza-strophe*.

Montrouge-Bagneux a demandé au gouvernement dans une communiqué de condamner les politiques répressives au Yémen en Libye et dans divers pays du monde arabe.

Permanences, soutien juridique

Antony tient une permanence 2 fois par mois au Crous avec des militants du RESF, Levallois-Perret en tient une tous les mois, elle a soutenu la demande de scolarisation d'un enfant bulgare. Nanterre a suivi les enfants de travailleurs sans-papiers grévistes.

Campagne, pédagogie,

sensibilisation et communication

Clichy-la-Garenne publie un bulletin trimestriel très complet, *La Lettre de la section*. Montrouge-Bagneux édite aussi tous les trimestres *Droits de l'Homme*.

Montrouge-Bagneux a tenu des stands et distribué des tracts à diverses occasions : Forum des associations, Fête de la ville Noël pour tous. Clichy la Garenne et Levallois Perret ont aussi participé aux forums des associations de leurs villes.

ILE-DE-FRANCE

93 SEINE-SAINT-DENIS

La fédération de Seine-Saint-Denis compte 163 adhérents (183 en 2010) répartis dans 6 sections.

Bagnolet & Les-Lilas : 32

Livry-Gargan: 4

Pierrefitte-sur-Seine : 13

Bondy-Noisy-Rosny : 26

Montreuil : 42

Saint-Denis et 93 Ouest : 46

37 actions dont 7 institutionnelles ont été recensées, dont beaucoup sont initiées par la fédération. L'AFP, *Le Figaro*, *Médiapart*, *Politis*, *Le Parisien*, www.tvestparisien.tv ont rapporté certaines actions de la LDH en Seine St Denis.

Démocratie, libertés

Bagnolet et Les Lilas a organisé une projection-débat avec le documentaire *Total contrôle* sur le thème « Tous fichés ! Société numérique, vers une surveillance généralisée ».

Montreuil a participé avec Amnesty international et la Maison des Femmes de Montreuil à l'inauguration de la place Anna-Politkovskaïa organisée par la municipalité en hommage à la journaliste russe assassinée 7 octobre.

Bondy-Noisy-Rosny a organisé une Votation citoyenne à Noisy-le-Sec, du 18 au 21 mai, et à Bondy avec une réunion-débat le 17mai. Le 14 la section de Saint-Denis lançait cette Campagne à Aubervilliers. La fédération l'a organisé lors de la Fête de l'Huma (643 votants avec 635 oui).

Droits économiques, sociaux et culturels

Bagnolet et Les Lilas a participé à la manifestation contre la fermeture de la maternité des Lilas.

Etrangers

La fédération a appelé à un rassemblement de protestation devant la préfecture de Bobigny pour dénoncer les conditions d'accueil indigne et le traitement des dossiers des étrangers.

Bondy-Noisy-Rosny a publié un communiqué déplorant l'arrêté d'expulsion des Roms installés autour du Pont de Bondy, pris par la municipalité de Bondy. Elle

a appelé à participer à la marche citoyenne pour le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes et pour la solidarité entre Français et immigrés.

La fédération a adressé au PDG de la RATP une lettre de protestation contre l'utilisation d'un de ses tramways pour l'évacuation forcée de familles roms. En riposte à cette utilisation, elle participait le 29 novembre au rassemblement « le tramway de la honte ». Montreuil a apporté son soutien aux Roms en errance bd Boissière.

Le 29 septembre la fédération a publié un communiqué sur le thème « la politique d'immigration tue ». Elle a pris position contre l'attitude du conseil général à propos de l'accueil des mineurs isolés étrangers, tout en approuvant son analyse de la situation et soutenant sa demande de partage des dépenses, très importantes du fait du grand nombre de ces mineurs sur le 93 en raison de la présence de l'aéroport de Roissy.

La fédération a appelé au rassemblement de protestation organisé à Pantin devant un squat incendié dans lequel six migrants sont décédés. Elle a dénoncé la stigmatisation de l'étranger par les services de l'Etat, et la responsabilité de ce dernier dans une politique d'immigration violant les droits des migrants.

Racisme, antisémitisme et discriminations

Saint-Denis a tenu un stand au festival étudiant contre le racisme et les discriminations organisé par l'Uef à Bobigny, à Paris-8 Saint-Denis ainsi qu'à Villetteuse.

International

La fédération a co-organisé et animé, à Aubervilliers, une projection-débat avec le film iranien *Au revoir* en présence du président de la Ligue iranienne des droits de l'Homme.

Dans le cadre de la « Quinzaine de la culture de paix en Seine-Saint-Denis », la section de Saint Denis a organisé une projection-débat avec le documentaire *Plus jamais peur*, avec le soutien de la ville, le CCFD et Terre des hommes puis la fédération a participé à une rencontre-débat à Aubervilliers sur le Printemps arabe.

Dans le cadre du Festival Résonance, la fédération a proposé à Bobigny, une journée autour des « Révoltes arabes » avec les projections du documentaire syrien, *Je suis celle qui porte les fleurs vers sa tombe* et de *Plus jamais peur* suivie de débats.

Montreuil s'est intéressé au statut de la presse en Afrique avec des amis journalistes du Togo.

Campagne, pédagogie,

sensibilisation et communication

Lors du Festival étudiant contre le racisme organisé par l'Uef la section de Saint-Denis a participé en tenant un stand sur plusieurs sites de l'université Paris 8 Saint-Denis et Paris 13 Nord présentant un florilège des publications de la LDH et aussi l'exposition « Croquer les droits de l'Homme », elle a participé le 16 mai à un débat avec la Licra et le Réseau universités sans frontière.

Bagnolet-Les Lilas et Bondy-Noisy-Rosny ont tenu chacune un stand aux forums des associations.

La fédération est intervenue auprès des scolaires au Lycée de Torcy avec des Ateliers des droits de l'Homme et un concours de plaidoiries, une cinquantaine d'élèves ont participé en présence du proviseur et de professeurs, des prix leur ont été remis (publications de la LDH, BD Sous surveillance et diverses affiches). La fédération s'est aussi fortement mobilisée pendant les 3 jours de la Fête de l'Huma pour animer un stand.

ILE DE FRANCE 94 VAL-DE-MARNE

La Ligue compte 275 adhérents dans le Val-de-Marne dont 5 isolés. Ils sont répartis dans 12 sections.

Créteil-Maisons-Alfort : 65

Ivry-Vitry : 24

L'Haÿ-Les-Roses : 42

Nogent-Le Perreux : 32

Le-Plessis-Trévise : 5

Villeneuve-Saint-Georges : 4

Fresnes : 20

Kremlin-Bicêtre : 9

Maisons-Alfort : 14

Orly : 20

Saint-Maur : 29

Villiers-sur-Marne : 6

Les sections ont lancé 53 actions dont 11 réunions statutaires. Certaines ont fait l'objet d'articles dans *Le Parisien*.

Démocratie, libertés

Les sections du Kremlin-Bicêtre et de L'Haÿ-les-Roses ont organisé une réunion publique sur le thème « Les droits et la citoyenneté, antidotes à la crise ? », Ivry a invité à une réunion publique sur le Pacte. A la Fête des Solidarités, L'Haÿ-les-Roses a tenu un stand où était proposé « le jeu de la citoyenneté » et un quizz sur « Qu'est-ce que la présomption d'innocence ? ».

La fédération a proposé une pétition « non au délit de solidarité » en soutien à un militant de la cause des roms, injustement inculpé.

Nogent-sur-Marne a dénoncé à trois reprises les arrêtés « anti-glanage » pris par le maire stigmatisant ainsi les plus démunis, elle a lancé une pétition « non à l'arrêté anti-pauvres, oui au respect pour tous » et organisé une manifestation. La LDH a déposé un recours contre cet arrêté.

Ivry est intervenue à quatre reprises dans des classes de 4^e sur la protection des données personnelles avec l'emploi des NTIC dans le cadre du programme d'instruction civique. Saint-Maur a publié un communiqué contre la vidéosurveillance à Saint-Maur.

Créteil/Maisons-Alfort et Saint-Maur ont organisé un débat suite à la projection du film *Ici, on noie des Algériens* à l'occasion du 60^e anniversaire de la manifestation des Algériens à Paris, le 17 octobre 1961.

Droits économiques, sociaux et culturels

La fédération et Attac ont organisé une réunion-débat à la Maison des syndicats sur le thème « Notre droit à la santé est en danger. Quels constats ? Quels remèdes ? ».

L'Haÿ-les-Roses dans le cadre de la Journée internationale des droits de l'enfant a invité à une projection-débat autour du film 93, *la belle rebelle*.

Saint Maur a tenu un stand au Salon du livre de poche en présentant notamment l'*Etat des droits* « *La République défigurée* » et *Roms de France, Roms en France*.

Etrangers

Orly a participé à un rassemblement devant la préfecture pour protester contre les conditions d'accueil des étrangers. Saint-Maur a organisé une projection-débat à la maison du combattant avec le film *Les Eclareurs*.

Nogent-le-Perreux-Fontenay ainsi que Créteil ont organisé des votations citoyennes (6 bureaux de vote à Créteil). Créteil a parallèlement animé un débat sur « le droit de vote des étrangers, quels enjeux pour la citoyenneté ? » dont *Le Parisien* a fait état.

Saint-Maur, avec les organisateurs des cercles de silence ATD-Quart Monde, le RESF, le Secours catholique a proposé dans le cadre de la Journée internationale des migrants une projection-débat avec le film *Les Eclareurs*.

Racisme, antisémitisme et discriminations

A l'occasion de la journée internationale pour les droits des femmes Créteil et Maisons-Alfort ont organisé une demi journée de débats et spectacles sur le thème « Femmes et solidarités, luttes d'ici et d'ailleurs » avec trois sujets : les femmes tunisiennes et la révolution ; la lutte contre l'emprise économique des hommes : le microcrédit ; féminisme et solidarité internationale. La section a proposé un « café-citoyennes » sur le thème « Citoyenneté, droit de vote et solidarité internationale » en novembre. Dans le cadre du Collectif départemental de lutte contre les violences faites aux femmes, la Fédération a proposé une conférence-débat sur les « Violences faites aux femmes - Un an après la loi du 9 juillet 2010, quelle mise en œuvre, quelle application dans le Val de Marne? ». L'Haÿ les Roses a organisé une projection-débat avec le documentaire *Images de femmes ou le corset social* et un débat sur « L'égalité à l'école, construction culturelle et sociale de l'égalité femmes /hommes » avec la participation de la municipalité.

Créteil a organisé avec l'Unef dans le cadre du festival étudiant contre le racisme et les discriminations une conférence sur l'homophobie.

6 actions ont été consacrées aux Gens du voyage et aux roms : Créteil/Maisons-Alfort ont participé aux manifestations « Générations Roms » du 7 au 30 novembre au Centre socioculturel Madeleine Rebérioux et à la MJC de Créteil avec des expositions dont « pré Roma ! Demain le monde... », des musiques, des livres et un ciné-débat avec Transylvania pour comprendre la culture rom. Le 3 juillet, elle a participé avec le comité de soutien à un pique-nique républicain avec les familles roms de Créteil. Saint-Maur et Créteil/Maisons Alfort ont invité à une réunion publique sur le thème « Roms, tsiganes, manouches, sintés, Gens du voyage : qui sont-ils ? ». Créteil/Maisons-Alfort ont organisé un ciné-débat avec le film *Liberté*.

Orly a été vigilante sur le traitement des questions concernant les familles roms de cette ville et souhaite que les solutions soient pensées au niveau départemental.

Permanences, soutien juridique

L'Haÿ-les-Roses tient une permanence de soutien juridique tous les samedis matin et participe à deux réunions annuelles avec la responsable du service des étrangers de la préfecture. Orly tient sa permanence tous les 15 jours le samedi matin avec l'Assouevam et le RESF, elle reçoit des subventions à cet effet des communes et du département.

International

L'Haÿ-les-Roses a proposé une soirée-débat sur le thème « Les droits de l'Homme dans les révolutions démocratiques dans le monde arabe ». Nogent-Le-Perreux a organisé avec Revivre et le comité Palestine, une soirée sur le thème « Vent de démocratie dans les pays arabes » avec la projection de 18 jours. Créteil a organisé une projection-débat autour du film *Laïcité inch'Allah*.

Campagne, pédagogie,

sensibilisation et communication

Orly distribue régulièrement des tracts. A la Fête d'Orly, à la fête de Choisy et à la fête du conseil général elle a distribué le Pacte pour les droits et la citoyenneté. Au marché de Villeneuve le Roi, Saint-Maur a tenu un stand au Salon du livre de poche.

Ivry est intervenue auprès de publics scolaires.

Orly publie régulièrement un bulletin distribué sur le marché, tout comme l'Haÿ-les-Roses qui diffuse aussi le « Val'Citoyen » en version électronique à environ 600 personnes.

ILE DE FRANCE 95 VAL-D'OISE

La fédération du Val d'Oise compte 154 adhérents (182 en 2010) répartis dans 12 sections. 9 adhérents sont isolés.

Argenteuil-Bezons : 10
Cergy-Pontoise : 33
Magny-en-Vexin : 13
Montmorency : 7
Sannois-Ermont-St-Gratien : 39
Vallée de l'Oise : 5

Beaumont-sur-Oise : 5
Domont : 10
Montmagny : 9
Le Parisis : 5
Sarcelles : 17

On recense 25 actions dont 8 institutionnelles. La Gazette du Val d'Oise, Marianne ont relayé certaines de ces actions.

Démocratie, libertés

Plusieurs sections ont travaillé sur les questions liées à la prison. Sannois-Ermont-Eaubonne-Saint-Gratien a organisé une réunion publique sur l'interpellation « Les prisons...et après ! » en donnant la parole à l'OIP et au Genepi. Cergy-Pontoise a organisé un ciné-débat sur « Les prisons » avec le documentaire *A l'ombre de la République* qui montre le travail du Contrôleur général des lieux de privation de liberté. 120 personnes ont participé activement au débat qui a suivi la projection.

Magny-en-Vexin a lancé en décembre une journée contre la peine de mort. *La Gazette du Val d'Oise, vonews et l'Echo régional* en ont parlé.

Le 11 novembre, la fédération a participé à la conférence-débat sur le thème de la réhabilitation et à la cérémonie organisée par la Libre Pensée de réhabilitation des fusillés pour l'exemple au cimetière de Pontoise devant la statue symbolisant la Paix.

Droits économiques, sociaux et culturels

Sannois-Ermont-Eaubonne-St Gratien a organisé le 20 octobre une réunion publique sur le thème « Sauvons l'école publique ».

Etrangers

La fédération a adressé une lettre ouverte au maire de Deuil-la-Barre au sujet des Roms, lettre reprise dans *La Gazette du Val d'Oise*. Elle a publié un communiqué contre l'expulsion des roms à Sarcelles et condamné les propos inadmissibles au sujet des roms du président de l'Office français de l'immigration et de l'intégration. La fédération a encore déploré la stratégie du double langage développée par la Communauté d'agglomération Val-de-France et la municipalité de Sarcelles et demandé la tenue d'une table ronde avec les responsables départementaux pour trouver des solutions adaptées qui n'enfreignent pas le respect des droits fondamentaux des Roms. Le 26 mars, Sarcelles a participé à un débat sur le thème « Qui s'occupe des Roms ? ».

Racisme, antisémitisme et discriminations

Sarcelles a invité le 20 mai à une projection du film *Le Temps des gitans* suivie d'un débat sur le thème des Roms.

Montmagny est intervenue en milieu scolaire pour le concours de poèmes pour la fraternité dont le thème était « Filles, garçons, égalité » un 1^{er} prix national a récompensé un élève. Beaumont-sur-Oise a aussi organisé ce concours.

.....Permanences, soutien juridique.....

Magny en Vexin tient une permanence de soutien juridique généraliste, Domont tient 2 fois par mois une permanence de soutien juridique pour le droit des étrangers.

.....International.....

Montmagny a publié un communiqué « Tunis, Le Caire, Tripoli, Gaza... combat de la LDH pour l'universel ». La section a proposé une projection-débat avec le documentaire *Gazastrophe*.

.....Campagne, pédagogie, sensibilisation et communication.....

La section de Montmagny a tenu des stands au forum des associations de Deuil-La-Barre puis à Montmagny sur lesquels elle a distribué des tracts.

La fédération a soutenu la publication d'un livre pour enfants *La chaise vide*, histoire des questions qui se posent à l'entourage lors d'une expulsion d'un enfant de sans-papiers.

LANGUEDOC ROUSSILLON

La région compte 291 adhérents, répartis en 14 sections et 7 isolés

Aude, constitué en fédération

Carcassonne : 34
Castelnau-d'Oléron : 17
Limoux : 5
Narbonne et du Narbonnais : 33

Gard, constitué en fédération

Alès : 18
Nîmes : 38
Uzès et Sainte-Anastasie : 20

Hérault, constitué en fédération

Béziers : 4
Lodève : 2
Loupian : 10
Montpellier : 61
Sète : 17
Saint-Pons-de-Thomières : 21

Pyrénées-orientales

Perpignan : 22

80 actions sont répertoriées dont 2 du comité régional.

La région a connu une importante vie interne, émaillée de nombreuses réunions statutaires et de moments de formation thématiques à usage interne développés par les différentes sections sur les discriminations, connaissance de l'association.

Une soixantaine d'événements ont ponctué l'année d'une région déployant ses actions dans des champs diversifiés : protection de l'environnement, droit des étrangers, soutien aux sans papiers, défense des libertés... Cette riche présence locale apparaît dans les organes de presse locaux qui s'en font l'écho : *le Post, Midi Libre, La Dépêche du Midi, L'Indépendant, Loupian.blog*.

Démocratie, libertés

La défense des libertés individuelles a mobilisé les militants de Carcassonne (distribution de tracts sur les marchés, réunion publique sur la vidéosurveillance) et ceux de Loupian (conférence-débat sur le tout sécuritaire et l'atteinte aux libertés). Les effets des lois sécuritaires (lois dites de prévention de la délinquance) ont donné lieu à des réunions publiques à Perpignan et à la rédaction d'un courrier de la section de Castelnau-d'Oléron à l'attention des députés sur la justice des mineurs. Les nouvelles lois de contrainte psychiatrique ont suscité des réunions publiques à Montpellier et des projections débat à Sète et à Montpellier.

Les réalités politiques locales ont incité la LDH à publier des communiqués contre les idées d'extrême droite à l'occasion de la venue de Mme Le Pen et d'initiatives déplacées d'élus locaux.

Les sections de la région ont développé une forte activité de soutien au passage des indignés dans la

région, mais aussi à des militants victimes de procédures portant atteinte à leurs droits : communiqué de soutien à Cipriani et Rouillan, aux faucheurs volontaires d'OGM poursuivis par la justice, rassemblement à Montpellier de soutien aux lycéens poursuivis après les manifestations sur les retraites, communiqué contre l'expulsion de militants lors de la commémoration de l'esclavage à Montpellier, manifestation en faveur des 3 membres du collectif « Paix et justice en Israël » poursuivis.

Enfin, la question des atteintes à l'environnement a été particulièrement présente : Film-débat sur les gaz de schiste, mobilisation contre le tracé de la ligne LDV, ...

Etrangers

Comme les années précédentes la situation des étrangers et des sans papiers a donné lieu à de nombreuses et vigoureuses initiatives telles que films-débats à Castelnau-d'Oléron à plusieurs reprises, ainsi qu'à

Montpellier et à Uzès ; rassemblements et manifestations publiques à Uzès (cercle de silence), Montpellier unitaire contre les expulsions, la xénophobie et la chasse aux étrangers, en soutien contre des procédures d'expulsion spécifiques) et Perpignan avec Resf 66 ; tenues de stands et distributions de tracts contre la loi Besson ; nombreuses pétitions contre les expulsions.

Racisme, antisémitisme et discriminations

Les actions de lutte contre les discriminations ont pris la forme d'une exposition sur les droits des femmes à Carcassonne, des interventions en milieu scolaire sur les principes d'égalité homme/femme, une conférence de presse sur la discrimination sexuelle au travail à Castelnau-d'Asagne, ainsi qu'une exposition sur les droits de l'Homme lors du festival de la caricature et du dessin de presse et une conférence-débat à Perpignan à l'occasion de la semaine du droit des femmes.

La question des Roms n'a pas été absente des préoccupations et a donné lieu à l'organisation d'une soirée de soutien à Montpellier et d'actions portées par un comité de soutien et à des actions de soutien politique et juridique individualisées à Loupian.

International

La situation internationale a fait également partie des sujets d'action militante : nombreux film-débats sur les pays du sud de la Méditerranée et du Moyen-Orient, rassemblements de solidarité en soutien aux peuples du Maghreb-Machrek, campagne « Un bateau français pour Gaza ».

Campagne, pédagogie, sensibilisation et communication

Carcassonne a participé à la campagne du Pacte.

Carcassonne était présente au Village des associations, Nîmes au Forum des associations et Perpignan aux « Journées des nouveaux Catalans ».

Castelnau-d'Asagne a organisé le concours « Ecrits pour la fraternité ».

Un site est régulièrement actualisé pour mieux connaître la LDH pour Carcassonne, <http://www.ldh-france.org/section/carcassonne/>.

LIMOUSIN

170 adhérents sont répartis sur 7 sections. 1 adhérent est isolé.

Corrèze

Brive : 26
Tulle : 10

Creuse

Aubusson : 20
Bourganeuf : 2
Guéret : 29

Haute-Vienne

Limoges : 65
Rochechouart : 17

L'activité de la région se situe sensiblement au même niveau que l'année passée, reprenant l'essentiel des thématiques tout en prenant en compte l'évolution de l'actualité, notamment au plan international. De nombreuses réunions publiques ont été organisées et la délégation régionale ainsi que les sections ont participé à des actions partenariales. La section de Limoges a de son côté mis à profit l'inauguration de son nouveau local pour donner plus de visibilité à sa présence sur la ville.

La présence de la LDH en Limousin a été largement relayée par les médias locaux, *L'écho du centre*, *La Montagne*, *le populaire du Centre* et *Radio Totem*.

Démocratie, libertés

Dans le cadre de la campagne pour la promotion du Pacte citoyen, la délégation régionale a organisé à Tulle dans les locaux du conseil général de la Corrèze une conférence-débat associant des partenaires locaux de la société civile. Elle a également été très présente lors du Festival des résistances et des libertés qui s'est déroulé le 14 juillet à Cornil, organisé avec le Collectif corrézien pour les droits et la citoyenneté, auquel a participé une troupe de jeunes danseurs ivoiriens confrontés à des problèmes de titres de séjour.

Elle a été présente le 11 novembre à Gentioux et à Limoges, mobilisée comme tous les ans à cette date pour la réhabilitation des fusillés de la guerre de 14/18.

Au chapitre des droits et libertés, la section de Tulle a participé activement à la manifestation contre la loi Besson et, en coopération avec Peuple et Culture, à proposé en octobre, une conférence « 17 octobre 1961, le racisme d'Etat, d'hier et d'aujourd'hui », invitant également à un rassemblement à la passerelle du Théâtre de Tulle.

Enfin, la section locale est intervenue au lycée d'Aubusson sur la thématique de la citoyenneté, la section de Brive de son côté s'engageant au sein du festival local des résistances et des libertés.

Droits et justice

Le sort indigne réservé aux étrangers et « sans-papiers » dans notre pays a amené les militants de la LDH, cette année encore, à prendre de nouvelles initiatives telles que le communiqué de la section de Brive à propos des conditions de travail faites à une troupe de danseuses ivoiriennes en tournée dans la région et le rassemblement devant la préfecture de Limoges dans le cadre de la campagne « D'ailleurs, nous sommes d'ici ».

La section de Gueret a réagi vigoureusement aux propos xénophobes d'un élu local et a alerté publiquement sur les dangers que font encourir aux libertés publiques le dispositif « citoyens vigilants ».

La section de Limoges a rendu public le travail important de l'antenne locale de la Commission « Citoyens-Justice-Police », présentant les conclusions l'enquête réalisée à propos de violence policières s'étant déroulées dans un café de la ville.

L'organisation de ciné-débats a permis à la section de Limoges d'aborder la question des discriminations sexistes, de l'homophobie et des droits de l'enfant. C'est également à partir de projections que des débats citoyens ont été engagés sur les questions de laïcité et de la situation internationale.

International

La LDH a participé activement au rassemblement organisé devant la préfecture à Limoges dans le cadre de la campagne « Un bateau pour Gaza », et a organisé avec ses partenaires un colloque intitulé « Israël face aux printemps arabes ».

LORRAINE

Les effectifs dans cette région sont relativement stables quoi qu'en légère baisse puisqu'il y avait 303 adhérents en 2010 pour 295 en 2011. Les militants se répartissent dans 3 fédérations, Meurthe-et-Moselle, Moselle et Vosges tandis que le département de la Meuse ne compte qu'une seule section, celle de Bar-Le-Duc/Verdun.

Meuse

Bar-Le-Duc et Verdun : 3

Vosges, constituée en fédération

Epinal : 20

Gérardmer : 24

Neufchâteau : 12

Saint-Etienne-les-Remiremont : 5

Moselle, constituée en fédération

Forbach Moselle Est : 13

Metz : 90

Sarrebourg Sud Mosellan : 3

Thionville Fensch : 20

Meurthe et Moselle, constituée en fédération

Longwy : 58

Nancy : 39

Pont-à-Mousson : 8

64 actions ont été répertoriées en 2011, en-dehors des 7 entreprises au titre des obligations statutaires. En outre, le comité régional a accompli 5 actions dont 1 statutaire. La LDH connaît une bonne visibilité dans la presse régionale, dans les titres traditionnels que sont le *Républicain lorrain*, *l'Est républicain* mais aussi le *Journal de Metz-Orne*, *tout-metz.com* et le blog <http://cafe.repaire.metz.over-blog.org/>.

Démocratie, libertés

La section de Thionville Fensch a organisé plusieurs cafés-débats : sur la démocratie, l'instrumentalisation des peurs dans la société et les droits de l'Homme dans les prisons. A Metz, la section s'est mobilisée autour de la nuit du 4 août. Cette fête de l'égalité, annoncée et expliquée par communiqué, s'est déroulée de 18h à 1h du matin au Centre Pompidou sur le thème « en l'absence d'égalité, pas de vraie liberté ». La section de Longwy s'est impliquée dans le collectif « Libertés ».

La fédération de Moselle a appelé à manifester lors du rassemblement « Nos droits ont assez trinqué, trinquons pour nos droits ».

Sur les enjeux de citoyenneté, s'agissant du droit de vote, la section de Metz a défendu, notamment par communiqué, l'effectivité du droit de vote en prison. La section de Metz a participé à la mairie à une réunion publique sur le droit de vote des étrangers. La fédération de Moselle ainsi que les sections de Metz et Thionville Fensch ont adressé un questionnaire aux candidats dans le cadre des élections cantonales.

Sur la laïcité, un café-débat organisé à Thionville

Fensch a permis d'échanger sur le régime concordataire en Moselle.

Dans le contexte des commémorations du 11 novembre, la section de Metz a participé à un rassemblement pour la réhabilitation des fusillés pour l'exemple au pied de la colonne Merlen. Une initiative similaire a eu lieu à Nancy, place Stanislas pour l'organisation de laquelle la fédération de Meurthe-et-Moselle s'est impliquée.

Toujours au titre des commémorations, le comité régional de Lorraine a participé à un déplacement au plateau des Glières. La section de Metz y a également envoyé une délégation.

Enfin, à Metz, la section s'est engagée publiquement contre la nomination de M. Uribe comme enseignant à l'ENI de Metz.

Droits économiques, sociaux et culturels

La section de Thionville Fensch a organisé un café-débat autour du thème du développement économique : « Croissance ou décroissance ? ».

Sur la thématique des services publics, les militants

de la fédération de Moselle, en partenariat avec la section de Metz, ont organisé une journée d'étude interne avec des intervenants extérieurs pour la sauvegarde et le renforcement du service public. La section de Longwy a tenu une réunion sur la santé publique et, conjointement avec la section de Nancy, une conférence-débat s'est déroulée à l'IUT de Longwy sur le thème « Santé publique, quelles alternatives au démantèlement ? ».

Concernant l'éducation, le comité régional de Lorraine a pris position publiquement, notamment par un communiqué de presse, contre les suppressions de poste dans l'Education nationale. La section de Thionville Fensch a monté 2 cafés-débats, l'un sur l'éducation, l'autre sur l'éducation populaire.

La section de Nancy a tenu une conférence de presse contre les expulsions de logement.

Etrangers

Les sections de Metz et Pont-à-Mousson ont poursuivi leur participation aux cercles de silence. Les militants de la section de Metz se sont impliqués dans un collectif contre la loi Besson et la xénophobie.

Racisme, antisémitisme et discriminations

Concernant la lutte contre le racisme, la section de Metz s'est impliquée dans un projet collectif de festival étudiant contre le racisme et les discriminations.

S'agissant des Gens du voyage, la section de Longwy siège à la commission départementale des Gens du voyage. A Metz, par communiqué de presse, la section a dénoncé la situation des Gens du voyage dans la ville et en Moselle.

Au sujet des discriminations, la section de Longwy s'est impliqué dans la gestion du comité local Agir contre les discriminations.

Dans le cadre de la journée internationale de la femme, le 8 mars, la section de Longwy a organisé la projection suivie d'un débat du film *Elles*, à Neufchâteau autour du film Louise Michel *Ecrits et cris*.

International

Le film *Laïcité inch'Allah* a été projeté au cinéma la commanderie de Nancy, suivi d'un débat. Le comité régional de Lorraine a publié un communiqué concernant la Tunisie et les droits de l'Homme. La section de Thionville Fensch a monté une exposition consacrée à la Nakba.

Permanences, soutien juridique

Longwy tient une permanence téléphonique. A Thionville Fensch, une permanence se déroule une fois par semaine et à Metz deux fois par semaine.

Campagne, pédagogie, sensibilisation et communication

La campagne du Pacte pour les droits et la citoyenneté a offert un cadre d'actions pour la fédération de Moselle et la section de Metz à 8 reprises. A signaler notamment à Metz un lâcher de ballons comportant des slogans pour le Pacte.

La fédération de Moselle et les militants de Longwy se sont investis dans le concours « Ecrits pour la fraternité ». La section de Metz a effectué une intervention en milieu scolaire pour présenter la LDH.

La section de Thionville Fensch a participé à l'organisation en Collectif de 2 évènements : une fête sur le parvis des droits de l'Homme le 4 août et la fête des droits de l'Homme. La section s'est également impliquée dans la bourse aux livres d'Amnesty international, a participé à l'assemblée générale de la MDA Raymond Queneau.

La section de Metz a organisé le 6 de chaque mois à 18h dans un café des discussions citoyennes sur divers sujets ainsi qu'une réunion pour les nouveaux adhérents.

La fédération de Moselle publie chaque trimestre *La Lettre de la LDH* tirée à 450 exemplaires.

MIDI-PYRÉNÉES

401 adhérents sont répartis en 13 sections réparties sur 8 départements. 1 adhérent est isolé.

Ariège : 47

Aveyron, constitué en fédération

Rodez- Millau : 66

Villefranche-de-Rouergue / Decazeville : 24

Gers

Auch : 14

Haute Garonne

Colomiers-Ouest toulousain : 32

Toulouse : 132

Haute Pyrénées, constitué en fédération

Lannemezan : 12

Tarbes BB : 28

Lot

Cahors : 38

Figeac : 5

Martel : 22

Tarn

Gaillac : 21

Tarn et Garonne

Montauban : 6

Pour l'année 2011, 90 actions ont été répertoriées, c'est 15% de moins que l'an dernier mais les thématiques principales restent analogues à l'année précédente. Beaucoup de conférences débat ont été organisées avec succès et ont bénéficié d'une bonne couverture médiatique, dans la presse et la radio, surtout régionale, mais aussi parfois nationale.

Démocratie, libertés

La plupart des 17 actions répertoriées ont été organisées en réseau.

6 conférences débat ont eu pour sujet le Pacte et l'exercice de la démocratie.

Il est intéressant de noter la création d'une Commission des libertés publiques à Toulouse dans le cadre du Conseil local de sécurité et de prévention de la délinquance, à laquelle la LDH a décidé de participer.

Un comité de vigilance contre l'extrême droite a été créé à Toulouse.

La lutte contre l'intégrisme a fait l'objet de plusieurs actions. Ainsi Villefranche-Decazeville a tenu une conférence de presse sur le thème « La Ligue dit non aux intégrismes religieux ». A Toulouse, la création de la pièce *Golgotha Picnic* a donné lieu à de nombreuses réactions hostiles des intégristes religieux, et la ligue a riposté, avec d'autres organisations, par une manifestation très suivie et des conférences de presse.

L'exercice des libertés publiques a été le thème de plusieurs actions, telle une conférence de presse à

Rodez-Millau en réseau avec le collectif Resistances plurielles.

La colonisation et son histoire a été le sujet d'un rassemblement commémorant le 17 Octobre 1961, à Toulouse et d'une conférence pour la réhabilitation des fusillés pour l'exemple à Tarbes-Lannemezan.

Droits économiques, sociaux et culturels

Ce thème a inspiré beaucoup d'actions (54) dans presque toutes les sections, dont plus de la moitié menées en réseau. Elles ont fait l'objet d'une très bonne couverture médiatique, 25 articles et radios. On compte une quinzaine de projections débat, conférences. Des cercles de silence sont régulièrement organisés à Toulouse, Rodez et Millau. Plusieurs manifestations ont eu lieu à Toulouse dans le cadre de la Semaine des droits de l'Homme.

Le thème des enfants, et de la protection de l'enfance a fait l'objet de beaucoup d'actions, en général organisées avec RESF. Ainsi, le fonctionnement des

prisons pour mineurs est dénoncé à Colomiers par un communiqué de presse, suite aux violences à l'EPM de Lavaur, et une conférence sur le thème « Quand la pénalisation prend le pas sur l'éducation et la prévention » a été organisée à Toulouse.

La psychiatrie sécuritaire et liberticide a fait l'objet de plusieurs conférence-débats, en particulier à Auch et Colomiers.

Une réunion publique a permis de faire le point sur « la vidéosurveillance en question? » à Villefranche de Rouergue. De même une conférence-débat a été organisée par la section de Toulouse sur le thème : « Violences policières quels recours? ».

La section de Toulouse soutient l'initiative de l'université populaire du Mirail invitant à une conférence sur « La fabrication du prolétariat mobile ».

Les maladies de notre démocratie ont été évoquées lors d'un débat à Martel-Souillac.

La LDH a participé au colloque-conférence organisé à Tarbes sur le thème « Services publics et droits de l'Homme ».

Le domaine de la santé, défense des hôpitaux publics, d'un accès égal aux droits a fait l'objet de plusieurs actions, à Tarbes par exemple.

La LDH a participé au Forum de la justice à Tarbes, ainsi qu'à l'Observatoire des comparutions immédiates avec Amnesty à Toulouse. Elle a émis un communiqué de presse pour obtenir l'effectivité du droit de vote en prison à Toulouse. Une conférence suivie d'un débat sur la justice de classe a été organisée par la section Ariège.

Les questions écologiques ont été évoquées à travers diverses actions autour du Pacte citoyen, avec une conférence sur le thème : « Que faire avec une seule Terre ? » à Martel-Souillac ainsi qu'une exposition sur la biodiversité. La LDH a participé au Forum alter G20 à Rodez-Millau.

Etrangers

Les sans-papiers et demandeurs d'asile ont fait l'objet de plusieurs conférences données par avocats spécialisés, comme à Colomiers. Une manifestation contre le traitement inhumain des sans papiers a rassemblé une centaine de personnes à Toulouse, et plusieurs actions ont été organisées contre les expulsions à Lannemezan, Tarbes, Toulouse, en particulier une forte mobilisation à Colomiers pour soutenir la famille Kezban. A Toulouse une exposition a mis en lumière le fonctionnement du centre de rétention de Cornebarieu.

La section Ariège avec RESF a organisé un « Happening » de soutien aux sans papiers dans les rues de Foix jusqu'à la préfecture à l'issu duquel elle a obtenu une entrevue avec le préfet. À noter à Toulouse une action de soutien aux agents de Pôle emploi refusant de dénoncer les sans papiers à la police. Enfin, la situation des demandeurs d'asile sans solution d'hébergement a été dénoncée dans une conférence de presse à Toulouse. Un communiqué de presse émis à l'occasion d'une occupation d'immeubles occupés des précaires demande « L'Etat doit garantir la cohésion sociale ».

Des cercles de silence sont régulièrement organisés par la fédération de l'Aveyron, à Rodez-Millau et Toulouse.

La permanence téléphonique du collectif de soutien aux réfugiés fonctionne toujours à Rodez.

Une conférence de presse a été organisée pour demander à l'état d'assurer ses responsabilités envers les demandeurs d'asile, pour soutenir les demandeurs d'asile sans hébergement et demander des solutions.

Racisme, antisémitisme et discriminations

Le soutien aux Gens du voyage a été très important. La LDH a exprimé sa réprobation suite à la mise à sac d'une aire d'accueil à Rodez, la tentative d'expulsion des Gens du voyage à Lacroix-Lafarge en urgence.

Un colloque a rassemblé 250 personnes sur le thème « Roms, tsiganes, peuples du voyage, mieux se connaître, mieux se comprendre » à Gaillac et de même à Toulouse.

International

Le film *Laïcité Inch'Allah* a été projeté devant un public nombreux à Toulouse et à Martel-Souillac et suivi de débats rassemblant de 100 à 200 personnes.

La LDH a participé avec d'autres organisations à 7 manifestations en solidarité aux peuples tunisien, égyptien, syrien, au front Polisario.

Une conférence publique à Toulouse a rassemblé une centaine de personnes et forum de solidarité avec les peuples du Maghreb et du Moyen-Orient.

La LDH a pris position et émis un communiqué sur « La guerre israélo-palestinienne importée en France ».

Campagne, pédagogie, sensibilisation et communication.....

Beaucoup d'actions relèvent de ce domaine. Les interventions en milieu scolaire sont fréquentes avec, à Lannemezan, l'organisation d'un concours multi media dans des collèges et lycées sur le thème de la laïcité, à Rignac une intervention en milieu scolaire sur l'égalité filles garçons, à Castelnau-d'Àuby une intervention sur la fraternité et l'homophobie.

Une action remarquable parmi d'autres.....

La commémoration du 9 décembre 1905 avec le collectif « Laïcité » a donné lieu à la plantation d'arbres de la laïcité et dénominations de lieux publics, dans toutes les Haute- Pyrénées.

NORD-PAS-DE-CALAIS

La région regroupe 353 adhérents répartis en 17 sections sur les 2 départements qui sont constitués en fédération. 3 adhérents sont isolés.

Nord

Dunkerque : 17
Lille : 70
Maubeuge : 11
Roubaix : 35
Tourcoing : 25

Pas de Calais

Arras : 25
Béthune : 5
Boulogne-sur-Mer : 42
Calais : 11
Hénin Carvin : 18
Hesdin : 11
Lens : 27
Liévin : 13
Montreuil-sur-Mer : 19
Saint-Omer : 18
Saint-Pol-sur-Ternoise : 2
Wingles : 18

Le dynamisme de la région s'est traduit par la mise en place de 140 actions répertoriées dont 13 réunions statutaires. La délégation régionale a mis en place 18 actions dont 2 statutaires.

Les activités de la région sont largement reprises par la presse écrite ou électronique locale : *l'Avenir de l'Artois*, *Nord éclair*, *la Voix du Nord*, *nordlittoral.fr*, *lavoice dunord.fr*, *nordeclair.fr*, *Le réveil de Berck*, *lasemainedanslebouloppnais.fr*, et aussi *20minutes.fr*, *respectmag.fr*, *le Figaro* et l'AFP.

Démocratie, libertés

Ces thèmes ont mobilisé pour près de 40 actions très diverses tant dans les thèmes que dans les modalités même si l'activité s'est concentrée particulièrement sur la défense des droits et les libertés en général avec 18 actions.

Ainsi Arras, par exemple, a proposé une exposition « Les droits de l'Homme en mouvement » et une conférence débat sur « Les libertés ». Liévin avec des partenaires invitait à une projection-débat « Eduquer aux droits de l'Homme pour redonner vie aux valeurs de la République ».

Le comité régional, avec d'autres associations, a dénoncé dans un communiqué la censure demandée par le Crif pour une émission de France 2 consacrée à la Palestine.

Les problèmes de la politique sécuritaire ont été repris par Calais avec une conférence-débat sur la Lopssi 2, Lille a appelé à manifester « Non à la politique de la peur ! ».

Le comité régional a soutenu les magistrats « Les magistrats ont besoin d'indépendance, de sérénité et de moyens ».

Dunkerque, Boulogne-sur-Mer, Lens ont communiqué ou organisé des débats sur les prisons.

La lutte contre l'extrême droite est une thématique importante dans la région. Le Comité régional, la fédération du Pas-de-Calais, Tourcoing, Lille ont pris plusieurs fois position contre les menées de l'extrême droite, notons la participation à une manifestation à Lille, et ont aussi appelé à contrer le FN.

Lens a organisé un débat sur la laïcité, la fédération du Pas-de-Calais est intervenue dans les collèges sur « Vivre ensemble et laïcité ». Tourcoing, à la suite du débat promu par l'UMP sur « Islam et laïcité » a dénoncé ce qui n'est qu'une stigmatisation supplémentaire.

6 actions sont fondées sur le rappel d'événements historiques et de leurs suites : un café débat sur « Indépendance et migration » par la section de Tourcoing,

la commémoration du 17 octobre 1961 par Tourcoing, la fédération du Nord et le comité régional, une projection débat sur *Le camp de Thiaroye* et une autre sur *Les Jardiniers de la rue des Martyrs*. La fédération du Nord a aussi, dans le cadre d'un collectif, demandé la réhabilitation des fusillés pour l'exemple.

Droits économiques, sociaux et culturels

Près de 10 actions sont répertoriées sur ces thèmes. Boulogne-sur-Mer a participé à la manifestation du 1^{er} mai. Tourcoing a présenté une exposition sur « Comprendre les paradis fiscaux ».

Elle a aussi appelé à manifester à manifester pour l'arrêt des expulsions et la construction massive de logements sociaux et proposait lors d'un café des droits de l'Homme de débattre sur « Le logement : un droit ».

Tourcoing a aussi organisé un débat sur « La défense du service public de la santé ».

Boulogne a manifesté contre les suppressions de poste dans les établissements scolaires et pour le service public de l'éducation.

Etrangers

Avec environ 40 actions, c'est un des sujets qui a le plus mobilisé dans la région.

Boulogne-sur-Mer, Tourcoing ont organisé des débats sur les migrations. La fédération du Pas-de-Calais, Lille, Boulogne ont participé à la campagne « D'ailleurs nous sommes d'ici ».

La fédération Pas-de-Calais, le comité régional, Lille, Boulogne-sur-Mer ont fait des pétitions, appelé à manifester contre la loi Besson et contre la xénophobie, soutenu les étrangers menacé d'expulsion, organisé des parrainages républicains.

Notons le soutien apporté par le comité régional et la fédération du Pas-de-Calais au maire de Torrent-Fontes mis en demeure par le préfet de démanteler un camp de migrants.

Près de la moitié des actions ont concerné les Roms dont 4 interventions en milieu scolaire.

Le comité régional, les fédérations du Nord et du Pas-de-Calais, Hénin Canin, Lille, Boulogne-sur-Mer, Liévin, Hénin Carvin ont multiplié les prises de position, les actions de soutien aux Roms, se sont opposé aux expulsions, ont manifesté.

Mais surtout la LDH a tenté de mieux faire connaître cette population en organisant comme Boulogne-sur-mer un café-débat sur « Les Roms et leur his-

toire », en présentant une exposition « A la rencontre des roms » durant la semaine des droits de l'Homme organisée par la ville de Lille ou en intervenant en milieu scolaire comme le comité régional, Boulogne et la fédération du Pas-de-Calais.

Racisme, antisémitisme et discriminations

26 actions principalement axées sur les discriminations ont développé ces thèmes.

Le racisme a été dénoncé lors de manifestations et dans des interventions en milieu scolaire.

C'est le sujet des droits des femmes qui a été le plus souvent relayé. Boulogne-sur-Mer, Liévin et Lens ont organisé des expositions sur le sujet, Lens participait aussi à une soirée dans le cadre de la Journée internationale des droits des femmes sur le thème « Regards croisés sur l'avenir de l'homme », et Tourcoing a fait une conférence de presse sur les violences faites aux femmes.

Le concours « Ecrits pour la fraternité », sur le thème « Filles, garçon, égalité » a permis de parler de ce sujet dans de nombreux établissements scolaires.

La fédération du Nord a condamné le saccage de l'exposition « Homosexualités ». Lens a organisé une réunion publique « Discrimination et handicap ».

International

14 actions ont été organisées sur ce thème mais si le comité régional a organisé un débat sur « les libertés » en Afrique du Nord et si la fédération du Nord a appelé avec plusieurs organisations à manifester pour un changement radical au Maroc, la plupart des actions concernent la Palestine avec des manifestations pour la reconnaissance de l'Etat palestinien, la participation à la campagne « Un bateau pour Gaza », des expositions ou des projections de film. Il faut noter que le comité régional a parrainé 8 femmes palestiniennes de Naplouse.

Permanences, soutien juridique

Hénin Carvin, Boulogne-sur-Mer, Dunkerque tiennent des permanences de soutien juridique.

Le comité régional à Lille participe à la Codrese (Commission départementale de réexamen des situations administratives).



Campagne, pédagogie, sensibilisation et communication

La campagne votation citoyenne a été mise en place par Lille et Tourcoing, la fédération du Nord a présenté le Pacte mais sur ce chapitre l'axe majeur reste l'intervention en milieu scolaire.

Les ligueurs de la région sont en effet très actifs en milieu scolaire avec près de 30 actions dont certaines se déclinent en plusieurs moments : organisation du concours des « Ecrits pour la fraternité » par 5 sections Lille, Arras, Liévin, Hénin Carvin, Montreuil-sur-Mer, parrainage du cross UNSS ou des Uepiades par Arras, Boulogne-sur-Mer, Calais, Liévin, Saint-Omer. Les sections de la région sont aussi intervenues dans les établissements scolaires sur les droits en général ou sur des points particuliers tels que la prison, la paix, la « Shoah » ou les Roms, ou, comme Liévin, avec une exposition sur la Convention des droits de l'enfant.

Calais, Arras ont aussi participé aux forums « Citoyenneté » organisé par l'académie, Boulogne à la fête de l'indignation, et au Festival des droits de l'Homme organisé lors de l'anniversaire de la DUDH.

La section de Tourcoing et la fédération du Pas-de-Calais ont un site internet.

Une action remarquable parmi d'autres

La remise des prix 2011 du concours des « Ecrits pour la fraternité », au niveau régional, s'est déroulée le 26 novembre 2011 dans la salle des fêtes du Beffroi d'Arras. La section d'Arras, avec la participation du président départemental de la LDH et du président de la section liévinoise, a accueilli les participants, élèves et parents, enseignants et responsables d'établissements, en présence du maire d'Arras et de plusieurs de ses adjoints. Une centaine de participants ont entendu le palmarès et chaque lauréat lire son poème. Chaque élève primé a reçu un diplôme et des cadeaux offerts par la LDH et la ville d'Arras. La cérémonie s'est achevée par une allocution d'encouragement du Maire et le pot de la fraternité offert par la Ville.

BASSE-NORMANDIE

La Basse-Normandie compte 231 adhérents (dont 3 isolés) répartis en 8 sections sur les 3 départements.

Calvados, constitué en fédération

Caen : 98
Hérouville-Saint-Clair : 18
Lisieux / Pays d'Auge : 18

Orne

Alençon : 26

Manche, constitué en fédération

Avranches : 18
Cherbourg / Nord Cotentin : 15
Granville : 26
Saint-Lo : 9

65 actions dont 8 institutionnelles ont été répertoriées. Certaines de ces actions ont été relayées par les médias locaux ou régionaux : *Ouest France*, *La Manche libre*, *La Presse de la Manche*, *La Gazette de la Manche*, *Le Pays d'Auge*, *Coté-Caen*, *L'Eveil de Lisieux*, *l'Orne hebdo*, *Le Réveil normand* et aussi l'AFP et France 3.

Démocratie, libertés

C'est sur ces thématiques qu'il y a le plus d'activités : 16 évènements ont été identifiés. Caen a organisé une conférence-débat « Nous voulons la démocratie ». Avranches a participé au rassemblement en soutien aux magistrats et Cherbourg/Nord Cotentin a organisé une conférence-débat sur « Justice décriée, méprisée, dépouillée ».

Caen, lors d'une conférence de presse a dénoncé l'usage policier du flash-ball et demandé au préfet d'interdire son usage.

Une conférence-débat intitulée « Non à la société de surveillance ! » a été organisée par Caen avec le Saf, Attac et la fédération des motards en colère.

La section de Caen a participé à une table ronde sur la psychiatrie « Loi de 90 : quelle(s) histoire(s) » et avec Advocacy, la Fase, Sud CHS et SERPSY, la section a organisé un Café-débat sur « Mais c'est un homme ! ».

Caen a été très présente sur la liberté d'expression avec communiqués, pétition, conférence débat pour soutenir la liberté d'expression à la suite des poursuites engagées contre une artiste militant à la suite d'une manifestation.

Granville, Cherbourg/Nord Cotentin, Granville et Alençon ont organisé des réunions publiques sur la laïcité en particulier dans les services publics pour Granville.

Quelques évènements ont concerné des moments de l'Histoire liés au droits et libertés : Granville a participé à la commémoration du 17 octobre 1961 et a organisé une projection-débat sur le sujet ; Caen lors d'une conférence de presse a rappelé « Qui étaient les fusillés de la première guerre mondiale ? ».

La Commune de Paris a été célébrée par Cherbourg et Granville avec d'autres associations.

Droits économiques, sociaux et culturels

C'est surtout sur la crise et l'emploi qu'est intervenue la LDH. Avranches a organisé une conférence-débat sur « La crise, pourquoi ? Les moyens d'en sortir ? », Granville sur « Vivre ensemble » et Lisieux a organisé deux événements : une projection-débat « Que s'est-il passé à France Télécom ? » et une réunion publique sur « Travailler ».

Cherbourg/Nord Cotentin a pris acte des progrès réalisés sur le chantier de l'EPR de Flamentville.

Granville a réagi sur le logement et a appelé à manifester pour l'arrêt des expulsions et pour la construction massive de logements sociaux.

Etrangers

Beaucoup d'actions sont développées en collectif pour la défense de cas individuels. C'est le cas à Avranches, Alençon, Hérouville-Saint-Clair mais il faut noter aussi une réunion publique sur la situation des migrants ainsi qu'une projection et débat à la suite du film *Illégal* à Avranches.

Racisme, antisémitisme et discriminations

A Caen, la LDH a pris position contre les tags antisémites à l'université et a soutenu la « Marche des fiertés ».

International

7 actions se sont portées sur cette thématique avec comme sujet principal la Palestine. Ainsi, le Comité régional, Avranches, Hérouville-Saint-Clair, Caen ont participé à la campagne « Un bateau pour Gaza ».

Caen a aussi participé en collectif au soutien du peuple tunisien, Cherbourg/Nord Cotentin a fait un communiqué de soutien aux familles des victimes de l'attentat de Karachi, Avranches participe au collectif « Continents solidaires ».

Campagne, pédagogie,

sensibilisation et communication

Avranches, Caen, Granville ont organisé 6 actions pour le Pacte.

Les sections apparaissent et se font connaître dans les fêtes et forum : Alençon dans le cadre de Fête d'ici et d'ailleurs, Avranches lors du festival des Abrincat's et avec une participation à un pique-nique républicain.

Caen a organisé la Campagne de votation citoyenne lors de la « fête des Côteaux ».

Alençon est aussi intervenu en milieu scolaire pour sensibiliser les jeunes aux droits de l'Homme.

Granville publie *Le Citoyen*, Cherbourg/Nord Cotentin, *LDH Express*. Lisieux et Hérouville-Saint-Clair ont un site internet.

Une action remarquable

parmi d'autres

Caen a appelé à un rassemblement pour la liberté d'expression et de création le 14 Juillet à l'occasion du 222^e anniversaire de la fête nationale, et accorde son soutien à Yohan Leforestier, slameur-comédien, poursuivi pour outrage au drapeau français pour avoir utilisé lors d'un spectacle une burqa tricolore.

HAUTE-NORMANDIE

266 adhérents se répartissent dans 9 sections sur les deux départements. 1 adhérent est isolé.

Eure

Etrepagny et Gisors : 7
Evreux : 16
Louviers : 26
Pont-Audemer / Bernay : 25
Vernon : 16

Seine maritime, constituée en fédération

Elbeuf : 20
Fécamp : 6
Le Havre : 48
Rouen : 101

53 actions dont 12 réunions statutaires sont répertoriées.

La LDH est présente dans la presse régionale : *La Dépêche, Le Démocrate vernois, Le Havre presse, Le Havre libre, Le Progrès de Fécamp, l'Eveil normand, Paris Normandie, Eure infos, Ouest France...* et nationale : *L'Humanité*.

Démocratie, libertés

10 actions ont été consacrées à ces thèmes. Pont-Audemer/Bernay a organisé une formation sur « Territoires, identité, démocratie ». Sur la justice, Etrépagny Gisors a organisé une projection-débat à partir du film *Présumé coupable*. Le Havre, avec l'Observatoire des prisons, a dénoncé le suicide en prison.

Le Havre avec le SM et un syndicat de psychiatres a organisé une conférence-débat sur « Psychiatrie : de la contrainte aux soins sans consentement, le virage sécuritaire ».

Pont-Audemer/Bernay a pris position contre le développement de la vidéosurveillance à Bourg Achard et lors d'une conférence de presse a interpellé des élus sur ce sujet.

Evreux s'est mobilisé contre le G8, et Le Havre a émis un communiqué pour dénoncer le climat de peur instauré sur la ville et le harcèlement policier permanent envers les militants pacifistes et les altermondialistes. Louviers/Val-de-Reuil a participé à la préparation du forum anti G8.

Rouen a fait une réunion publique sur « Les jeunes et les droits fondamentaux ». La section a participé à la campagne sur la votation citoyenne.

Droits économiques, sociaux et culturels

Le thème principal est le droit au logement avec au Havre, un appel à manifester « Grand froid à la rue ! », des débats à Louviers-Val-de-Reuil ainsi qu'à Evreux qui en a organisé deux dont l'un dans le cadre du Pacte avec le Dal.

Louviers a organisé en partenariat un débat « Au cœur de la crise, ré-inventer le monde ensemble », Evreux était à la fête de solidarités locales.

Rouen a organisé une conférence-débat sur les droits des enfants.

Etrangers

8 actions sont centrées sur ce sujet. La majorité des actions sont lancées dans le cadre de RESF (Pont-Audemer/Bernay, Louviers/Val-de-Reuil). Rouen a soutenu une exposition-vente d'œuvres d'art d'artistes se mobilisant pour soutenir RESF.

Rouen a participé à la campagne « D'ailleurs, nous sommes d'ici » et agit au sein du Collectif des sans-papiers.

Vernon et Rouen ont invité à une projection débat du film *Illégal*.

Racisme, antisémitisme et discriminations

A Evreux, la LDH a invité d'autres organisations pour échanger et mettre en place des actions concrètes face à la politique d'immigration du gouvernement, l'exclusion et les discriminations. Rouen a participé à la Journée internationale contre le racisme.

International

Pont-Audemer/Bernay a pris part à la campagne « Un bateau pour Gaza » et d'autre part, avec le Réseau d'initiatives solidaires, s'est investie dans la Semaine de solidarité internationale.

Rouen a organisé un débat après la projection du film *Laïcité inch'Allah*.

Permanences, soutien juridique

A Elbeuf, une permanence de soutien juridique accueille et conseille une trentaine de personnes dans l'année : jeunes majeurs sans papiers avec RESF, refus de mariage par le maire pour un Algérien, problème de logement.

Campagne, pédagogie, sensibilisation et communication

La campagne du Pacte a été menée par Louviers/Val-de-Reuil, Rouen et Evreux.

La présence de la LDH a été assurée lors de Forum des associations à Pont-Audemer/Bernay et Rouen.

Le Havre publie *L'Echo havrais de la LDH*.

Une action remarquable parmi d'autres

A Evreux une mobilisation importante a eu lieu pour la participation au concours pour la fraternité avec 44 productions de 48 participants de CM1 CM2 et 3^{ème}.

PAYS-DE-LOIRE

La région compte 452 adhérents répartis dans 8 sections. 4 adhérents sont isolés.

Loire atlantique, constituée en fédération

Nantes et Pays-nantais : 214
Saint-Nazaire 25

Maine et Loire

Angers : 75

Sarthe

Le Mans et la Sarthe : 63

90 actions ont été répertoriées dont 10 réunions statutaires. La vie de la LDH dans la région est dominée par les nombreuses activités de la section de Nantes, section qui, depuis plusieurs années est celle qui attire dans tous le pays, le plus grand nombre d'adhérents. Les sections de Nantes et du Mans se sont fortement investies dans la mise en œuvre du Pacte. Elles sont toujours très sollicitées sur les questions liées aux droits des étrangers, des Roms en particulier.

Ouest-France, Le Courier de L'ouest, Angers ville-actu, angersmag.info, maville.com, Liberation.fr, saintnazaire-infos.fr rapportent très régulièrement les activités ou prises de position des sections.

Démocratie, libertés

31 actions ont été consacrées à ces thèmes.

Nantes a commencé l'année en appelant à manifester le 15 janvier, devant la préfecture, contre la Loppsi2 en réclamant le refus des « Soldes sur nos libertés ! ». Cette question sera reprise dans le cadre du Pacte lors d'une réunion publique à la faculté de médecine en mai sur le thème « Les libertés en danger ! ». Toujours dans le cadre du Pacte, la section a aussi organisé une réunion publique sur la question du « Vivre ensemble » avec la CGT, Attac et d'autres partenaires (un économiste, un syndicaliste) ; un public très nombreux a participé activement aux débats. Toujours dans le même cadre la section réunissait à nouveau 320 personnes le 8 décembre sur le thème « Institutions et citoyenneté, démocratie et domination des marchés ».

Angers a organisé à deux reprises une votation citoyenne, le 19 février avec le CCEA (conseil pour la citoyenneté des étrangers angevins) et le soutien de l'Aptira. Plus de 250 personnes ont participé à ce vote et les résultats étaient à plus de 90% de « oui » en faveur du droit de vote pour les étrangers non com-

munautaires. Elle a à nouveau participé à cette manifestation en juin. Les habitants des Hauts-de-Saint-Aubin ont reconnu à 98% ce droit : une volonté de citoyenneté attachée à la résidence et pas seulement à la nationalité.

Nantes au sein de la Plateforme nantaise des ONG pour la Palestine a dénoncé « *la censure indigne* » qu'a constitué l'interdiction d'un débat sur le conflit israélo-palestinien à l'Ecole normale supérieure en janvier. La section a participé le 10 février à l'important rassemblement de soutien aux magistrats pour dénoncer les accusations mensongères du Président consistant à faire croire que l'Autorité judiciaire aurait pu éviter le drame de Pornic. Elle a publié un communiqué contre la répression policière dont ont été victimes les opposants à la construction de l'aéroport de Notre-Dame-des-Landes. Elle défendait le droit de manifester comme liberté fondamentale et affirmait que la répression ne saurait être un mode de régulation des conflits collectifs.

Nantes avec Attac et Les Petits Débrouillards du Pays-de-la-Loire a organisé une soirée-débat sur le thème « Les citoyens face au développement des nanotechnologies : quels impacts et quelles consé-

quences sur la science, la santé, l'environnement et les droits de l'Homme ? ».

Le Mans a invité les résidents de l'Association Habitat jeunes à une conférence-débat sur « La génération Facebook et les libertés » au Foyer des jeunes travailleurs de Laval. La section a tenu une conférence de presse contre la vidéosurveillance.

La Roche-sur-Yon a organisé une conférence sur « Les activités en prison : travail, culture ». Nantes a proposé un débat sur la question : « Prisons: entreprises d'insertion ? ». Angers a organisé, avec le Collectif prison 49 et le Génépi, une projection-débat avec le film Angèle et Tony, film sur la réinsertion après la prison.

Le Mans a organisé une conférence-débat sur « L'extrême-droite ».

Angers avec le Collectif vigilance laïcité de Maine-et-Loire a appelé tous les défenseurs de l'Ecole publique laïque et républicaine à un rassemblement le 19 décembre devant la préfecture pour protester contre le refus du conseil général de construire un collège public à Beaupréau malgré la décision de construction prise par celui-ci en novembre 2010. Ce refus vise à protéger, sur place, l'enseignement privé catholique. Nantes comme Angers ont appelé le 11 novembre à la réhabilitation des fusillés pour l'exemple de la guerre 1914-1918. Angers a appelé à commémorer le cinquantenaire du massacre des Algériens 17 octobre 1961 au milieu du pont Confluences et organisé un colloque à l'institut municipal sur « les Tsiganes : leur internement en France pendant la Seconde Guerre mondiale ».

Droits économiques, sociaux et culturels

10 actions ont concerné ces thèmes. Le Mans dans le cadre du Pacte a organisé une réunion publique sur le thème « La crise économique et les droits fondamentaux : de nouvelles exclusions ». Nantes a participé à un pique-nique géant puis à une manifestation pour arrêter « la casse de la santé et de la Sécu ». Elle a également manifesté le 12 mars, place du Change, contre les expulsions et les logements chers.

La Roche-sur-Yon a mené un projet de janvier à juin avec des élèves du collège Nicolas Haxo, en grande difficulté et en situation de handicap. Ils ont mené une réflexion sur le statut de l'enfant, le travail des enfants et les droits des enfants.

Etrangers

Ce thème est toujours important avec 21 actions.

La Roche-sur-Yon a exprimé son indignation devant la violence de l'important dispositif policier déployé pour procéder à l'expulsion d'une famille tchétchène constituée des parents et de huit enfants. Une manifestation a rassemblé devant la préfecture des citoyens particulièrement révoltés. Angers a rencontré le préfet pour faire le point sur le sort des demandeurs d'asile en mars.

Parmi les nombreuses actions concernant les Roms, notons que lors d'une réunion avec les pouvoirs publics le 6 janvier, Nantes au sein du Collectif Romreurope a obtenu quelques avancées mais aussi souligné des points très négatifs : accès limité au droit de travailler pour les ressortissants roumains et bulgares, et refus du développement d'une politique d'accueil et d'accompagnement social de la part d'élus. La section a aussi protesté contre l'expulsion au bulldozer de deux familles roms installées sur un terrain vague inoccupé d'un centre commercial. Toujours au sein du Collectif Romeurope la section a défendu les 800 Roms en situation d'extrême précarité en raison de la non-application de la trêve hivernale aux occupants de terrains.

Nantes a organisé une manifestation devant la préfecture proclamant « Non à la Loi Besson et à la xénophobie ! ». Elle a appelé à faire « la fête avec ou sans papiers » à Saint-Herblain le 30 avril. Nantes avec Saint-Nazaire devant la succession d'interdictions prononcées par les autorités de l'Etat à l'encontre de personnes étrangères invitées refus de visas, a tenu une conférence de presse pour défendre la liberté de circulation dans le monde.

Saint-Nazaire, Angers participent tous les mois aux cercles de silence.

Racisme, antisémitisme et discriminations

Nantes a participé à des manifestations dans le cadre de la Semaine contre le racisme et toutes les formes de discriminations. Angers est intervenue dans un lycée technique à la demande de la direction de l'établissement suite à actes racistes.

Dans le cadre de la Journée internationale des droits des femmes, Nantes a organisé des projections-débats du film *Fighting the silence*, en coopération avec Cinéfemmes, les 7 et 8 mars avec des interventions d'une avocate et d'une militante de Médecins sans frontières.

Angers a participé au Festival féministe organisé par le Collectif d'Egal à Egales comprenant une quinzaine d'organisations avec un débat sur le thème « Egalité femmes-hommes, où en est-on ? ».

International

Nantes a manifesté son soutien aux révoltes des peuples du monde arabe avec, en particulier, le 15 janvier soutien à la rébellion du peuple tunisien et le 25 février, soutien au peuple égyptien, place Royale, renommée pour l'occasion place Tahrir.

La section de Saint-Nazaire et des associations et partis de gauche se sont mobilisés pour le peuple tunisien. Angers a organisé une projection-débat avec le film *Laïcité inch'Allah*.

Nantes dans le cadre de la campagne « Un bateau français pour Gaza » a participé aux manifestations nautiques, concerts et animations. La section a appelé à voter l'admission de la Palestine à l'Onu. Angers a aussi pris part à la campagne « Un bateau français pour Gaza ».

Nantes a organisé une réunion sur les enjeux du G8 et du G20.

Le 21 novembre Angers a participé dans le cadre de la semaine de la solidarité internationale (SSI) à une table ronde sur le thème « L'accès à la terre : droit essentiel ». La Roche-sur-Yon a aussi participé à la SSI.

Permanences, soutien juridique

A Angers, 3 ligueurs tiennent une permanence téléphonique hebdomadaire avec d'autres associations et donnent des rendez-vous si besoin. Une autre permanence est tenue à Saumur. La section participe aussi à la permanence inter associative avec ATD Quart monde, Emmaus, Caritas sur le droit au logement tous les jeudis.

Campagne, pédagogie, sensibilisation et communication

Les sections communiquent largement par conférences et communiqués de presse, ciné-débat, elles interviennent aussi en milieu scolaire. Par exemple, Angers qui est intervenue sur la question des migrants au collège de Beaufort-en-Vallée dans 4 classes.

Angers publie un bulletin trimestriel faisant état des activités passées et à venir de la section et proposant un édito du président de la section ainsi que des articles sur différents sujets inspirés de l'actualité nationale ou internationale.

Nantes propose son Journal saisonnier avec un édito, des annonces d'actions et des analyses de l'actualité des droits de l'Homme.

Plusieurs sections ont un site internet : Angers : <http://www.ldh-france.org/ldh49.over-blog.org>, Nantes : <http://www.ldh-france.org/section/nantes>, Saint Nazaire : <http://www.ldhsaintnazaire.fr>.

Une action remarquable parmi d'autres

Le comité régional investit les forums des associations, ainsi il a participé au forum des associations de Laval pour faire connaître la LDH et prendre des contacts en Mayenne afin de créer une section dans ce département le 11 septembre, puis le 2 octobre, il participait au forum des associations de Noirmoutier pour accompagner les ligueurs de la nouvelle section Noirmoutier.

PICARDIE

La région compte 262 adhérents répartis dans 13 sections. 5 adhérents restent isolés.

Aisne, constituée en fédération

Château-Thierry : 28
Chauny / Tergnier / La Fère : 9
Laon : 9
Soissons : 14
Saint-Quentin : 4
Villers-Cotterêts, créée en 2011 : 5

Oise

Beauvais : 54
Creil : 13

86 actions ont été répertoriées dont 15 réunions statutaires. Les activités de la LDH dans la région ont été marquées par de nombreuses interventions contre des manifestations racistes ou antisémites. Les sections réagissent en intervenant à de nombreuses occasions auprès des jeunes scolaires afin que les valeurs de la LDH soient connues des plus jeunes. De nombreux médias locaux et même nationaux font état des activités de la LDH en Picardie : le Courrier picard, le Journal d'Abbeville, l'Union, L'Union-l'Ardennais, Vivre dans l'Oise ; Oise-hebdo, Aisne nouvelle, le Parisien, lobservateurbeauvais.fr, lunion.presse.fr, lejsl.com.

Somme, constituée en fédération

Abbeville : 37
Amiens : 39
Le Crotoy / Rue : 23
Roisel / Péronne : 8
Roye, créée en 2011 : 13

Démocratie, libertés

22 actions ont été consacrées à cette thématique, importante dans la région, avec des sujets et des modalités très divers.

Le comité régional a été partenaire du théâtre de l'Orage à Beauvais, pour la pièce *Tedy ou Ces gens qui ne veulent pas mourir sont incroyables* de J.-L. Bourdon. Tedy, produit de l'intégrisme, de la misère et de la société de consommation a été l'occasion d'aborder les questions de la peine de mort, l'instruction publique, l'individualisme, la religion, etc.

Dans le cadre du Pacte, Beauvais a organisé le 14 juillet un pique-nique républicain, rassemblement festif « pour retrouver la République » et pour dire « Non à la politique du pilori ».

Beauvais a organisé un rassemblement contre la Loppsi 2 et le comité régional a publié un communiqué « Loppsi 2, ils soldent nos libertés ».

Beauvais et Creil ont participé à la campagne « Votation citoyenne ».

Château-Thierry a organisé une conférence sur « l'humanité de l'humanité ».

Le 11 octobre la fédération de la Somme a publié un communiqué condamnant l'arrêté du maire de Corbie interdisant tout rassemblement devant le lycée.

Beauvais a organisé le 8 septembre un café débat à l'occasion du 30^e anniversaire de l'abolition de la peine de mort en France avec l'Association culturelle Argentine.

Laon a organisé une conférence de presse pour le respect du droit de vote des personnes emprisonnées.

Chauny/Tergnier/La Fère a réagi très fermement au tract des « nationalistes » contre la viande hallal, diffusé début janvier sur le secteur de Chauny. La section interpelle le maire afin qu'il prenne des dispositions visant à éviter le renouvellement de ces « provocations immondes ».

La fédération de la Somme et Abbeville ont publié un communiqué se réjouissant du démantèlement d'un réseau d'auteurs de graffitis à caractère nazi dans le Val-de-Nièvre mais s'inquiétant aussi du comportement des hauts représentants de l'Etat qui n'ont cessé de mettre à mal les valeurs de la République. Elle a publié aussi un communiqué condamnant la tenue d'une réunion néo-nazie à Franvilliers.

Chauny/Tergnier/La Fère a organisé à Tergnier une conférence-débat sur « le fascisme et ses dérives, d'hier à aujourd'hui ».

Château-Thierry a organisé une réunion sur le thème « La laïcité aujourd'hui : pourquoi, comment, pour qui ? », Beauvais a organisé un ciné-débat avec le film *Laïcité, Inch'Allah !*, Château-Thierry a fait de même.

Amiens a organisé une conférence-débat sur « 150 ans d'immigrations en Picardie ». Beauvais a proposé une projection-débat du film *Ici, on noie des Algériens* en partenariat avec la Ligue de l'Enseignement.

Droits économiques, sociaux et culturels

Beauvais avec le syndicat Solidaires a proposé une soirée ciné-débat avec le film *Remue-ménage dans la sous-traitance*, récit sur la grève de femmes de chambre travaillant dans les hôtels Accor.

Le comité régional et les sections de Beauvais et de Creil ont organisé à Compiègne un forum sur « La société française et la crise du travail ». Beauvais a proposé une projection-débat autour de la crise avec *Inside job*, documentaire sur la crise économique. Laon a organisé le 6 novembre un rassemblement contre l'austérité.

Abbeville a tenu une conférence de presse contre la suppression de postes dans l'éducation nationale. Elle a aussi, dans le cadre du Pacte, organisé avec le soutien du Comité de défense de l'hôpital public d'Abbeville, une conférence-débat le thème de « l'accès aux soins : un droit pour tous ».

La section de Roye a proposé un débat public sur « Le logement : un droit ! ».

Au sujet des droits de l'enfant, la section Le Crotoy/Rue a participé à des animations pour une centaine d'enfants de la communauté de communes afin de les sensibiliser aux questions des droits de l'Homme et des droits de l'enfant sur le thème « Tous différents ! ». Château-Thierry a proposé aussi des interventions sur les droits de l'enfant. Beauvais a organisé une projection-débat du film *Dessine-toi* avec les problématiques de l'égalité entre les filles et les garçons, de l'accès à l'école en Afrique ou en Asie, et le travail des enfants.

Etrangers

16 actions ont concerné cette thématique. Le comité régional et la section Le Crotoy/Rue ont adressé une lettre ouverte au ministre de l'Education nationale, au recteur de l'académie et à de nombreuses autorités locales pour s'indigner du fait que neufs lycéens

du lycée professionnel d'Amiens ont été interpellés dans le foyer d'hébergement de l'Aide sociale à l'enfance, et conduits dans plusieurs centres de rétention administrative (Cra) de la région parisienne.

Beauvais a participé à des rassemblements contre la loi Besson et contre la xénophobie. La section a proposé avec Solidarité-migrants, une projection débat avec le film *Les Arrivants*, ainsi que Paris mon paradis.

Le Crotoy/Rue a organisé une projection-débat avec le film *Illégal*, la section d'Abbeville a fait de même avec RESF.

Le 23 février la fédération de la Somme a mobilisé ses partenaires pour apporter un soutien à un jeune mineur de 16 ans menacé d'expulsion.

Beauvais a participé à un cercle de silence.

Racisme, antisémitisme et discriminations

Soissons a participé à la semaine contre le racisme.

Le comité régional, la fédération de la Somme, Abbeville, et Roye se sont mobilisées pour déplorer et condamner l'apposition d'affiches à caractère antisémite dans plusieurs villes du département. La LDH a porté plainte.

La section Le Crotoy/Rue a organisé un café-débat sur « Discriminations et handicap : un théorème réversible ».

Elle a aussi organisé une projection-débat avec *Le Plafond de verre*, documentaire sur les discriminations invisibles, liées aux préjugés raciaux dont sont victimes les enfants et petits-enfants d'immigrés.

Le comité régional a organisé une conférence-débat sur la question des discriminations et des inégalités sociales : « Trouvons des solutions pour vivre ensemble ».

Laon a beaucoup agi en collectif pour les gens du voyage : participation au groupe de travail « Gens du voyage » à la préfecture, conférence de presse, organisation d'une fête des voisins, avec les Gens du voyage du chemin d'Aulnois, pour de sensibiliser les citoyens et les élus aux problèmes rencontrés par les personnes discriminées.

International

Le comité régional a publié un communiqué de soutien à la lutte du peuple tunisien et Soissons a organisé une exposition à la bibliothèque des affiches du dernier concours de poèmes sur le thème « Faisons tomber les murs ».

.....Permanences, soutien juridique.....

Soissons tient une permanence de soutien juridique et d'accueil pour les droits des étrangers et Beauvais une permanence de soutien juridique généraliste.

Campagne, pédagogie, sensibilisation et communication.....

Les sections se saisissent de nombreuses occasions pour distribuer des tracts et se font connaître en participant à différents rassemblements : Amiens au Forum des associations, Château-Thierry au marché de Noël, Beauvais au village de la fraternité de la Ligue de l'enseignement, à la Fête du NPA, celle du PCF, à la Foulée de la rue, village africain, les estivales de Méru, la Fête à carottes dans le quartier de Voisinlieu, Le Crotoy à la foire d'automne de Rue. Les sections ont organisé 6 conférences de presse.

Elles interviennent à de nombreuses reprises en milieu scolaire ou périscolaire : Abbeville a proposé dans les collèges l'exposition « Opre Roma » qui connaît un grand succès (elle est réservée jusqu'en 2013). Le Crotoy/Rue a encore suscité une forte participation des enfants du Crotoy, de Bernay et de Rue, au concours de poèmes et « Ecrits pour la fraternité », ils ont été très créatifs sur le thème « Filles, garçons, égalité ». Pour Beauvais c'est au Lycée P. Langevin que le concours a été organisé. Abbeville l'a aussi organisé et le journal d'Abbeville s'est fait l'écho des résultats en juin et juillet. Le comité régional a participé à la remise des prix régionale le 1er juin ainsi qu'à la remise des prix nationale le 18 juin. Château-Thierry a présenté au lycée la Fontaine le 9 novembre les déclarations des droits de l'Homme avec une exposition et un quiz. Beauvais a expliqué le droit à l'éducation en France et dans le monde à toutes les classes de 6^e du collège Beaumont, elle est aussi intervenue dans 5 autres établissements.

La section Le Crotoy/Rue a un site internet : <http://www.ldhlecrotoyrue.fr/> de même que la fédération de la Somme : <http://ldh-somme.over-blog.com/> .

POITOU-CHARENTE

En 2011, la région compte 238 adhérents répartis dans 8 sections ainsi que 7 isolés.

Deux-Sèvres

Niort : 37

Charente

Angoulême : 10

Vienne

Châtellerault : 23

Poitiers : 38

Charente-Maritime, constituée en fédération

La Rochelle : 42

Rochefort : 12

Royan : 44

Saintes : 25

Les 8 sections ont travaillé sur différents thèmes avec 140 actions répertoriées dont une cinquantaine de réunions statutaires, seule la section d'Angoulême n'a eu aucune activité répertoriée. Plusieurs sections ont travaillé autour du Pacte avec 6 actions recensées. *Sud-Ouest, la Nouvelle République du Centre-Ouest, Centre-Presse, Le courrier de l'ouest, Le Pays royannais, Le Châtelleraudais*, se font très régulièrement l'écho des activités des sections de la région.

Démocratie, libertés

Châtellerault s'est investie avec différents partenaires Amnesty international, Attac, Confédération paysanne, Mouvement de la paix, CGT, Emmaüs pour faire connaître le Pacte. Elle a réuni notamment une centaine de personnes pour « réintroduire la parole citoyenne au cœur de la cité ». Poitiers a présenté le Pacte en présence de 10 associations.

La Rochelle et Niort ont profité du 14 juillet l'une pour distribuer l'appel « Liberté, égalité, fraternité, Retrouver la République » et pour dire « Non à la politique du pilori », l'autre pour proposer un pique-nique républicain et dénoncer « le dévoiement des valeurs républicaines au plus haut sommet de l'Etat ».

Le comité régional et Niort ont largement mobilisé les responsables associatifs et accueilli une conférence co-organisée avec la Fonda et la Macif sur le thème : « Associations : un avenir en questions ». L'évolution du secteur associatif dans une perspective citoyenne et démocratique a été au centre des débats auxquels ont participé 80 personnes.

Royan a participé à une réunion-débat sur « La réforme territoriale » avec Attac.

La Rochelle a soutenu le mouvement des Indignés.

La Rochelle a organisé en partenariat avec la Macif un café des droits de l'Homme sur le thème « Face à la montée du populisme d'extrême droite : comment se l'expliquer ? Que faire ? ».

Royan s'est mobilisée avec de nombreux partenaires contre la Loppsi 2 en distribuant des tracts sur le thème « Soldes sur nos libertés ! » sur son stand, au marché de Royan. Elle a organisé un débat sur « La pénalisation des rapports sociaux » en réponse à la création par la mairie d'un « Conseil des droits et devoirs des familles ». Elle a invité dans un communiqué à faire barrage au FN.

Châtellerault a eu la satisfaction d'apprendre du maire de la ville qu'il abandonnait le projet de vidéosurveillance à Châtellerault, résultat de la mobilisation du collectif « La vidéosurveillance, ce n'est pas la solution » qui s'était constitué en novembre 2009. La Rochelle a écrit une lettre au maire pour demander un débat public avant toute installation de caméras de surveillance. Poitiers a publié un communiqué dénonçant le fait que « La vidéosurveillance entre peu à peu dans notre vie ».

Niort a organisé avec Sud-Education et la FCPE deux réunions publiques sur le thème « Vous êtes parents d'élèves ? Vos enfants sont fichés, le saviez-vous ? », à Niort et à Parthenay.

La Rochelle a réuni une centaine de personnes pour un débat citoyen sur le thème « Juré populaire : avancée ou recul pour la démocratie ? », auquel ont participé plusieurs magistrats, avocats, et un ancien juré.

Dans le cadre du Pacte, Niort a organisé à Melle une réunion publique sur le thème « Police-Justice-Prison : démagogie ou citoyenneté ? » avec des professionnels de ces institutions. Châtellerault a animé un café-débat sur le thème « La prison : que se passe-t-il devant et derrière les barreaux ? » à Naintré, à l'invitation de l'association « L'Autre regard » et avec le vice-président de l'Aire Accueil. La Rochelle a organisé un débat sur les peines alternatives à la prison.

Châtellerault a appelé aux manifestations de la « Journée de la laïcité » initiées par le Grand Orient de France avec un rassemblement le 10 décembre devant le monument à la Gloire de la Révolution française, et une réunion publique le 15 avec de nombreux partenaires. La Rochelle a organisé un ciné-débat avec le film *Laïcité Inch Allah*. Poitiers a participé au débat sur « Europe, citoyenneté, laïcité » organisé par la loge maçonnique.

Niort a participé à La Couarde au colloque organisé par le Musée du Poitou protestant sur l'Assistance aux opprimés pendant la seconde guerre mondiale. Rochefort a participé à la commémoration du passage des Communards à Rochefort, Fouras et Port-des-Barques ce qui a fait l'objet d'un article dans *Sud-Ouest*.

Droits économiques, sociaux et culturels

Dans le cadre de la Semaine de la solidarité, Châtellerault a animé un débat après la représentation de la pièce *Un homme dans la gare* (troupe « Avant Quart »), traitant des questions de violence, de solitude et de solidarité. Des articles dans *Centre-Presse* et *La Nouvelle République du Centre-Ouest* s'en sont fait l'écho.

La Rochelle a organisé un café des droits de l'Homme sur le thème « Le système de santé solidaire en danger ? », avec Attac, un soignant et un travailleur social. Dans le cadre du Pacte, Châtellerault a réuni 70 personnes lors d'une réunion publique sur le thème « Le droit à la santé. L'accès aux soins » avec ses partenaires Amnesty international, Attac, CGT, Confédération paysanne, Emmaüs, Saf. Saintes a organisé un colloque sur le thème « Tous égaux face à la santé » avec de nombreux intervenants, des médecins, un sociologue, et des cadres hospitaliers ainsi que la responsable du groupe de travail « Santé-bioéthique » de la LDH. 100 personnes y ont participé. La veille, le film *17 filles* fut suivi d'un passionnant débat. La

section a continué son travail sur le sujet avec deux réunions-débats, en novembre, sur le thème « Exclus de la santé », et en décembre sur « Médecine de proximité : quel avenir ? Quelles solutions ? ». Elle a aussi organisé un débat sur le thème débat « soins en milieu rural » en décembre. La fédération de Charente-Maritime a organisé avec Attac à Rochefort, une conférence sur « La dépendance et la solidarité ». Ce fut une occasion de rappeler le programme social du CNR.

La Rochelle a réuni 70 personnes lors d'une rencontre citoyenne sur « L'avenir de l'Education nationale », occasion d'échanges intéressants. Niort a organisé une manifestation sur le thème « Ils ne veulent pas une éducation au rabais ! », Royan a invité à un café-débat sur la question des retraites et du système de protection sociale français.

La Rochelle a proposé un ciné-débat avec le film *Squat : la ville est à nous* le débat a été animé par le président de la section et celui de la fédération. Royan est partie prenante du Collectif pour un habitat social en Pays royannais, elle fait la promotion d'une exposition itinérante intitulée « Dans quelle ville voulons-nous vivre ? » et propose des débats sur toute la côte. A nouveau dans ce cadre elle a organisé une table ronde le 25 mai sur le thème « Logements pour tous ! Que proposent les partis politiques ? » et un débat en partenariat avec la section PS en décembre.

Etrangers

Châtellerault au sein du « Collectif solidarité migrants » avec Emmaüs et le Secours catholique a présenté le film *Morgen* pour introduire un débat sur les migrations. La fédération de Charente-Maritime a appelé à manifester à La Rochelle, dans le cadre de l'appel national « D'ailleurs, nous sommes d'ici ».

La Rochelle, Royan, Poitiers ont réagi face à des expulsions. La Rochelle a protesté contre l'évacuation d'un camp de familles roumaines. Royan a présenté le film *les Amoureux au banc public* suivi d'un débat. Poitiers, Royan participe aux cercles de silence tous les 2e samedis du mois. Rochefort a organisé un par-rainage républicain avec le maire de la ville.

Racisme, antisémitisme et discriminations

La Rochelle a proposé un « Café des droits de la Femme », pour tenter de répondre à la question « Face aux discriminations, que faire ? ». Niort a participé à la Journée commémorative à la mémoire des victimes de crimes racistes et antisémites organisée par la préfecture. Royan a organisé avec ATD Quart

monde et Arc-en-ciel théâtre, une soirée sur le thème « Grande pauvreté : discrimination ou injustice ? ». Saintes au sein du Collectif des associations humanitaires et des droits de l'Homme a participé au 10^e Salon du livre des droits de l'Homme et de la solidarité. Poitiers a participé à un rassemblement lors de la journée contre le racisme.

International

Poitiers et Châtellerault ont organisé des manifestations dans les deux villes à l'occasion de la venue de Shirin Ebadi. A Châtellerault, le prix Nobel de la paix a rencontré des élèves des étudiants et des associations de migrants. Plusieurs centaines de personnes ont assisté à ses conférences.

La Rochelle a proposé un ciné-débat avec le film *Plus jamais peur*, chronique de la révolution tunisienne. Niort a participé à une manifestation de soutien au peuple tunisien.

Rochefort a organisé au sein du Collectif « Regroupement pour la Paix » des manifestations avec notamment avec la projection du film *Le Cochon de Gaza*, suivi d'un débat. Châtellerault a présenté le film *Gazastrophe*, suivi d'un débat avec le réalisateur, 60 personnes y ont assisté. La section a aussi organisé une soirée de solidarité avec le peuple palestinien avec la Plateforme des ONG pour la Palestine. La Rochelle, avec le Collectif rochelais pour la Palestine, a appelé à un rassemblement pour manifester la solidarité avec le peuple palestinien.

Permanences, soutien juridique

Royan tient une permanence pour le droits des étrangers et droit au logement une fois par mois. Châtellerault tient aussi une permanence de soutien juridique et d'accueil pour le droit des étrangers.

Campagne, pédagogie, sensibilisation et communication

Châtellerault publie régulièrement Châtellerault Libertés. Royan tient régulièrement des stands marché, forum des associations et distribue des tracts. Châtellerault en a tenu un lors de la fête du quartier Châteauneuf. Poitiers a tenu une conférence de presse.

Plusieurs sections ont un site internet.

Une action remarquable parmi d'autres

Le travail dans la continuité de la section de Royan sur le logement social avec son exposition itinérante intitulée « Dans quelle ville voulons-nous vivre ? » et la proposition d'organiser des débats sur toute la côte permet une réelle sensibilisation de la population sur ces questions. Son interpellation des partis politiques sur le sujet : « Logements pour tous ! Que proposent les partis politiques ? » va dans le même sens. Saintes a aussi travaillé dans la durée sur différentes questions liées à la santé et à l'accès aux soins.

PROVENCE-ALPES-CÔTE-D'AZUR

Les 735 adhérents des 5 départements sont répartis en 27 sections et 3 fédérations, il y a 2 adhérents isolés.

Alpes-de-Haute-Provence, constitué en fédération

Digne et vallées, créée en 2011 : 4
Manosque : 7
Sisteron : 12

Alpes-Maritimes

Cannes-Grasse : 62
Nice : 43

Bouches-du-Rhône, constitué en fédération

Aix-en-Provence : 71
Arles : 15
Aubagne/La Ciotat : 17
Istres SAN ouest Provence : 29
La Fare les Oliviers : 14
Marseille 15/16 : 18
Marseille Centre : 57
Marseille Huveaune : 5
Marseille Nord sud : 50
Martigues : 17
Salon de Provence : 20
Vitrolles : 14

Hautes-Alpes

Gap et Pays gapençais : 21

Var

Draguignan : 16
Fréjus/ Saint-Raphaël : 19
Hyères : 12
La Garde : 10
La-Seyne-sur-Mer : 34
St Maximin / La Sainte-Beaume : 32
Toulon : 77

Vaucluse, constitué en fédération

Avignon/Carpentras : 35
Pertuis : 22

216 actions sont répertoriées dont 31 statutaires. Le comité régional a initié ou soutenu une dizaine d'actions en faisant des communiqués, organisant des débats. Les actions de la LDH ont été relayées tant par les médias locaux et régionaux *La Provence*, *Vaucluse matin*, *La Marseillaise*, *La Nouvelle République*, *Le Varois*, *La Voix du Nord*, *Dauphiné libéré*, *Var matin*, *Millebabord.org*, *Radio Mistral Vaucluse*, *Radio bleue Provence*, *France 3...* ainsi nationaux, *L'Humanité*, *Téléram.fr*, *Europe.fr*, *France inter*, *France 2* et même pour la dénonciation de la commémoration du putsch d'Alger par Algérie soir.

Démocratie, libertés

Avec environ 70 actions, la défense des libertés et de la démocratie est un des thèmes qui a le plus retenu l'attention des ligueurs de la région.

Avignon Carpentras a organisé une réunion publique sur la liberté de création. Elle a aussi réagi au sujet de l'œuvre d'Andres Serrano *Piss Christ*, à la suite de la demande de l'Agrif de retirer l'œuvre.

Gap et Pays gapençais a défendu la liberté d'expression des collégiens de Saint-Bonnet et Cannes-Grasse s'est élevé contre l'interdiction d'un cercle de silence à Cannes.

Des appels à s'inscrire sur les listes électorales ont été lancés par Avignon/Carpentras, Istres SAN Ouest Provence ainsi que Aix-en-Provence.

C'est surtout la dénonciation des politiques sécuritaires qui a été mise en avant par Marseille 15/16 avec un cycle de débat sur la violence urbaine et l'insécurité. Une première conférence-débat a traité de « Jeunes et quartiers populaires, reprendre espoir ! » et Avignon/Carpentras a débattu de « A quoi servent les lois sécuritaires ? ».

9 actions sur la sécurité, la vidéosurveillance et autour de la loi Loppsi2 ont été organisées par Toulon,

Gap et Pays gapençais, Aix-en-Provence, Avignon/Carpentras.

La justice a été abordée avec un débat « Où vont nos services publics de la sécurité et de la justice? » organisé par Marseille 15/16. Les sections de Gap et pays gapençais, la fédération du Bouches-du-Rhône, Avignon et Carpentras, le comité régional et Nice ont apporté leur soutien aux magistrats et à l'indépendance de la justice après leur mise en cause par le président Sarkozy.

La LDH a aussi été active dans remise en cause de violences policières avec 7 actions liées à des cas précis pour Gap et Pays gapençais, Marseille 15/16, Marseille Nord Sud, fédérations des Bouches du Rhône mais aussi par la création en collectif d'un Observatoire des violences policières sur le Vaucluse et la mise en place à Marseille d'une Commission d'enquête « Citoyens-Justice-Police » (CJP), « Un contre-pouvoir pour changer de pratiques » et la publication d'un rapport des perquisition à la Cité de La Visite.

Marseille Centre et Toulon se sont intéressées aux questions liées à la remise en cause des droits en psychiatrie.

La fédération des Bouches-du-Rhône, Toulon, Avignon/Carpentras se sont élevés contre la banalisation des idées d'extrême droite et ont incité à leur faire barrage.

Des débats sur la laïcité ont été organisés par Aix-en-Provence, Marseille centre et la fédération des Alpes-de-Haute-Provence. Cannes-Grasse a émis un communiqué pour expliquer son refus de l'invitation du maire à assister à une messe et Avignon/Carpentras a adressé une lettre ouverte au maire d'Avignon pour lui rappeler « *les règles élémentaires de laïcité* » qui ne sont plus respectées dans la cité.

Enfin de nombreuses sections ont évoqué les droits et les libertés par des évènements liés à l'histoire. Ainsi, Istres SAN ouest Provence, Avignon/Carpentras et Nice ont demandé la réhabilitation des fusillés pour l'exemple. La fédération des Bouches-du-Rhône, Istres SAN ouest Provence, Martigues, Avignon/Carpentras se sont appuyées sur la deuxième guerre mondiale et la Résistance, Nice, Istres et Avignon sur le rappel de la colonisation et la décolonisation en particulier à Nice contre la commémoration du putsch d'Alger.

Droits économiques, sociaux et culturels

La remise en cause des services publics a été dénoncée par Aix-en-Provence, Cannes/Grasse, plus particulièrement sur la santé et les hôpitaux par le comité régional, Toulon, et Nice.

Le logement est aussi un sujet de préoccupation pour Toulon qui a demandé à plusieurs reprises la construction de logements sociaux. La fédération des Bouches-du-Rhône s'est élevée contre les expulsions des logements.

Aix-en-Provence a organisé un débat sur « Quelle école publique pour une éducation de qualité et une réelle égalité de tous les enfants? ».

Les problèmes économiques ont été soulevés par la fédération des Alpes-de-Haute-Provence et le comité régional lors de réunions publiques. La fédération des Bouches-du-Rhône a dénoncé la situation intolérable de retraités privés de ressources. Arles s'est félicitée de la victoire pour 24 salariés agricoles abusivement licenciés.

Etrangers

Ce sujet mobilise toujours. Il a pris encore plus d'importance avec l'arrivée de Tunisiens par l'Italie. La fédération des Bouches-du-Rhône, Marseille 15/16, Cannes/Grasse et surtout Nice ont mené plus d'une dizaine d'actions pour dénoncer le refus d'accès au territoire, le ciblage de l'action des policiers contre les Tunisiens, pour dénoncer « le train de la dignité » bloqué à Ventimille. Soulignons la participation à la chaîne de solidarité entre la France et l'Italie à Ventimille, qui vit cent cinquante Tunisiens et des militants de la Vallée de la Roya, associés à l'Associazione Culturale Recreativa Italiana Acri, marcher pour la liberté et la dignité.

En outre, 10 autres manifestations, mises en place souvent en collectif, par Avignon/Carpentras, Toulon, Aix-en-Provence, Cannes, la fédération des Bouches-du-Rhône, Nice ont dénoncé la politique gouvernementale et la loi Besson, et exprimé leur soutien aux immigrants par des projections-débats avec *Harragas*, *Les Arrivants*, ont participé aux cercles de silence, soutenu des expositions, pris position contre des expulsions et dénoncé plus généralement la situation faite aux migrants et singulièrement aux demandeurs d'asile dans les Alpes-Maritimes.

Racisme, antisémitisme et discriminations

La lutte contre le racisme et l'antisémitisme est toujours bien présente. La Fare-les-Oliviers, Saint-Maximin sont intervenus en milieu scolaire. D'autres actions ont été organisées à La Seyne-sur-Mer, Cannes/Grasse, Aix-en-Provence. Avignon/Carpentras a invité à un débat sur « Racisme et xénophobie d'Etat », Nice a fait un communiqué contre le rassemblement « Porcheta et vin rosé ».

La fédération des Bouches-du-Rhône a pris position

contre les déclarations du ministre C. Guéant sur les Comoriens de Marseille.

C'est surtout la situation des Roms migrants qui a beaucoup mobilisé et a occasionné de nombreuses actions surtout dans les Bouches-du-Rhône où la fédération a multiplié, souvent en collectif, communiqués et manifestations contre les expulsions. Ces expulsions montrent à quel point le protocole d'accord triennal pour mettre en œuvre des actions concrètes au bénéfice de ces populations signé en mars par le conseil régional avec dix associations dont la LDH est resté lettre morte. Aix-en-Provence s'est aussi indignée des propos du maire contre les Roms.

Istres SAN ouest Provence a écrit aux maires d'Istres et Fos-sur-Mer pour une demande d'aménagement d'une aire pour les Gens du voyage. La fédération des Bouches-du-Rhône a soutenu avec un collectif des familles tsiganes expulsées une manifestation des Gens du voyage.

Marseille centre a participé aux Première rencontres méditerranéennes sur la traite des êtres humains avec l'association Esclavage Tolérance zéro.

Toulon et Avignon/Carpentras ont mené des actions contre l'homophobie.

Autour du 8 mars, Aix-en-Provence, Arles et Avignon/Carpentras ont mobilisé sur la question du droit des femmes.

International

Cette thématique a été très importante avec 28 actions qui se sont surtout centrées sur l'actualité du Maghreb, Tunisie, Algérie, Libye, et Egypte. Elles ont été portées, seules ou en collectif, par la fédération des Bouches-du-Rhône et les sections de Nice, Avignon Carpentras, Gap et pays gapençais, Toulon, avec des appels à la solidarité, des rassemblements ou des manifestations et à Nice, Gap, Marseille, des débats. Il faut noter à Nice, lors du festival de Mouans le Sartoux, un débat sur « Le printemps arabe quelle suite ? », et une projection-débat organisée par Cannes Grasse, Les Femmes du Caire.

12 actions concernent la Palestine. Nice, Avignon Carpentras ont appelé à manifester pour « L'Etat palestinien c'est maintenant » mais surtout Gaza a mobilisé les énergies avec la campagne « Un bateau pour Gaza » soutenue par le comité régional, Aix-en-Provence, Avignon/Carpentras, Nice, Istres SAN ouest Provence, la fédération du Vaucluse et celle des Bouches-du-Rhône.

Nice a appelé à manifester en solidarité avec le peuple grec pour la crise économique et sociale que traverse le pays.

Il y a eu aussi une mobilisation contre le G20 à Nice appelée entre autres par la fédération des Bouches-du-Rhône et Cannes-Grasse.

Avignon/Carpentras a aussi participé en collectif à la Semaine de la solidarité internationale. Des rencontres des expositions, des débats, des spectacles autour de 12 points forts ont rassemblé un nombreux public.

Permanences, soutien juridique

Marseille, pendant les périodes scolaires, assure un accueil bi-hebdomadaire pour des sujets tels que titres de séjour, logement, surendettement. Pertuis s'investit sur les droits des étrangers.

Campagne, pédagogie, sensibilisation et communication

Aix en Provence, Avignon/Carpentras, Nice, La Seyne-sur-Mer ont organisé 12 actions dans le cadre du Pacte sur libertés et droits, sur sécurité, services publics, vidéosurveillance, sécurité, racisme, école, justice, citoyenneté, liberté d'expression.

La Fare-les-Oliviers intervient régulièrement en milieu scolaire et Istres SAN ouest Provence a pour la 5^e année consécutive organisé les « Ecrits pour la fraternité ».

Toulon, Aix-en-Provence éditent un bulletin.

En plus des moyens classiques d'intervention tels les tracts, les débats, les communiqués, les sections ont aussi organisé des concerts, participé à des festivals, des salons du livre et des forums. La LDH, pour diffuser ses idées, s'est aussi fait connaître de façon plus conviviale à Cannes par un banquet républicain des Amis des droits de l'Homme ou à La Seyne des pique-nique qui réunissent militants et sympathisants pour les droits et la citoyenneté avec débats, expositions, prises de paroles, musique.

Une action remarquable parmi d'autres

Avignon/Carpentras pendant le festival off participe et anime de nombreux débats, souvent après des spectacles, sur des sujets comme « L'engagement citoyen », « La liberté de création : limites et démocratie », « Où en sont les politiques de la culture », sur « La vie en Palestine », sur « le totalitarisme et la culture bâillonnés ».

RHÔNE-ALPES

764 adhérents sont répartis en 27 sections, 6 adhérents restent isolés. 7 fédérations sont constituées.

Ain

Bourg-en-Bresse : 22
Pays de Gex 5, Pérouges : 5

Ardèche : 3

Drôme

Die : 3
Montélimar : 8
Romans : 15
Valence : 26

Haute-Savoie

Annecy-communauté d'Annecy : 30
Annemasse : 25

Isère

Bourgoin-Jallieu / Villefontaine : 23
Crolles Grésivaudan 16
Grenoble : 122
Vienne : 11
Voiron : 14

Loire

Roanne : 40
Saint-Etienne : 40

Rhône

Bron Saint-Priest-Moins : 12
Caluire : 25
Lyon 3 & 6^e : 16
Lyon 7^e : 10
Lyon 8^e : 8
Lyon 9^e : 10
Lyon centre : 44
Oullins & Sud Ouest Lyonnais : 18
Pierre Bénite : 20
Saint-Fons / Feyzin : 37
Villefranche-sur-Saône : 7
Villeurbanne & Vaulx-en-Velin : 19

Savoie

Albertville : 27
Chambéry : 97

230 actions sont répertoriées dont 21 réunions statutaires, le comité régional a mené 7 actions. Au niveau régional le *Dauphiné libéré*, *Lyonmag*, *Le Progrès*, *Drôme Hebdo* se sont fait l'écho des actions de la LDH dans la région, de même des articles sont parus au niveau national dans *Le Figaro*, *l'AFP*, *20minutes*, et dans la presse électronique : le *Nouvel Observateur.com*, *Lyoninfo.fr*, *mlyon.fr*, *lyoncapitale.fr* *lefigaro.fr*, ainsi que sur des radios locales : radio grésivaudan, RCF 26.

Démocratie, libertés

Près de 50 actions ont concerné cette thématique.

Ainsi, Saint-Etienne a organisé une conférence-débat « Droits et citoyenneté pour tous: une exigence » ; Vienne, un café citoyen dans le cadre SSI « Quel avenir pour les DH ? » ; Valence, une conférence de presse « L'abstention aux dernières cantonales », Grenoble a fait paraître un communiqué de soutien au débat du sénat sur le vote des étrangers.

Les problèmes liés à internet, à la vidéosurveillance et aux fichiers ont été pris largement en compte : une réunion de Lyon 3/6 sur « Les droits de l'Homme à l'heure d'internet », le soutien de Grenoble, lors de l'audience à Jean-Yves Le Gall sanctionné par l'Edu-

cation nationale pour avoir refusé de ficher les élèves dans Base-élève, une réunion publique « La vidéosurveillance est-elle une fausse bonne solution ? » organisée par Saint-Fons/Feyzin.

La fédération du Rhône a écrit aux maires aux maires de Caluire Ecully Gleizé et Saint-Pierre-la-Palud au sujet du dispositif « Voisins vigilants », et Roanne a porté à la connaissance du procureur de la République l'affaire des photographies de « voleurs » issues d'un enregistrement vidéo et exposées dans un magasin. Une affichette collée à l'extérieur invitait à découvrir les dites photos, un manquement grave au respect de la vie privée.

6 réunions ont porté sur l'enfermement psychiatrique et les soins sans consentement avec Lyon 3^e et 6^e, et à Grenoble, à l'IEP, sur le thème : « La loi du 5 juillet 2011 sur les soins sans consentement, protection des personnes ou loi sécuritaire ? ».

La fédération du Rhône, Oullins et Sud ouest lyonnais, Saint-Fons/Feyzin ont agi dans la lutte contre l'extrême droite avec une dizaine d'actions telles que rassemblements et communiqués tels que celui portant contre « la marche des cochons ». Il faut noter aussi avec le collectif « Vigilance 69 » le succès de l'action auprès d'un hébergeur pour la fermeture du site de l'association Lyon Dissident.

Quelques actions ont porté sur laïcité. Parmi elles, une réunion publique a été organisée par le comité régional à Valence, « La laïcité et le vivre ensemble ».

Les événements du passé ont suscité plusieurs actions. Ainsi, le 17 octobre 1961 a été commémoré avec la fédération de l'Isère, Grenoble, Lyon 9 et Saint-Fons/Feyzin, Chambéry a organisé une réunion publique sur « Les accords d'Evian...bientôt 50 ans », et Lyon 9 sur « Les Chemins de la Retirada ».

Prison, justice, police : 13 actions

Le comité régional a organisé un débat sur les prisons en France, les sections de Valence et Romans à la table ronde organisé par l'Acat : « Les droits des détenus, théorie et pratique », Valence a aussi écrit au préfet pour réunir la commission de surveillance de la prison.

Grenoble, Valence ont soutenu les magistrats, et Valence a participé au sein d'un collectif au débat sur la justice pénale et les droits de l'Homme

Cette année a été marqué par des violences de la part de police à Lyon.

Le comité régional, la fédération du Rhône, Lyon 9 ont protesté, organisé des réunions par exemple sur « Droits des citoyens et violences policières », et participé à la fête de soutien du collectif du 21 octobre ; collectif auquel la LDH appartient et qui a été créé pour protester contre les pratiques policières et les comparutions immédiate.

Droits économiques, sociaux et culturels

La question des services publics a été mise en avant, par les sections de Grenoble, Saint-Etienne, Vienne ainsi que par le Comité régional avec l'organisation de réunions publiques comme par exemple à Grenoble : « Le service public pour vivre l'égalité, la démocratie et la solidarité ».

Les actions pour défendre le droit au logement ont été nombreuses ainsi que celles pour défendre l'accès aux soins.

La LDH a aussi pris en compte les problèmes liés au travail que se soit en appelant à la manifestation du 1^{er} mai (Grenoble), ou en dénonçant « La souffrance au travail ; le poids du secret » (débat organisé par Voiron) ou encore, comme à Caluire, en invitant à une projection débat sur *Les Neiges du kilimandjaro*.

Roanne a participé à la « Journée mondiale du refus de la misère ».

Le comité régional a pris position pour une approche solidaire et non sécuritaire des problèmes sociaux.

Et il faut noter aussi une réunion publique de la section de Vienne qui a porté sur « L'accès de l'eau dans le monde », un questionnaire aux candidats aux cantonales pour connaître leur position sur la prise en charge des personnes dépendantes (Villeurbanne/Vaulx-en-Velin) et une exposition sur les droits de l'enfant présentée par Lyon 9.

Etrangers

En plus du soutien apportés à cas spécifiques, ou d'actions symboliques comme les cercles de silence à Roanne, de nombreuse sections ont participé à la campagne « D'ailleurs nous sommes d'ici », fait des communiqués, participé à des collectifs, dénoncé l'accueil des étrangers en préfecture. La question de l'immigration a été posée lors du troisième printemps des libertés auquel participé la section de Grenoble, une journée festive et réflexive sur la politique d'immigration et les atteintes aux libertés, ainsi que par Roanne au cours d'un débat sur « La question de l'immigration au XXI^e siècle ».

L'accent a été mis sur le cas particulier des Roms. Que ce soit pour éviter des expulsions, ou accéder à un logement, la LDH a multiplié, souvent avec des partenaires, les communiqués de presse, la fédération de Haute-Savoie a fait une projection suivie d'un débat sur le film *La Cité des Roms*, Lyon 9 a proposé une exposition « Les Roms », la fédération du Rhône a participé au séminaire « Urba-Roms ».

La situation des enfants roms a été soulignée en particulier par Saint-Fons/Feyzin qui a appelé à manifester sur le mot d'ordre « Enfants roms traqués, déscolarisés, réagissons », et qui, en collectif, a proposé l'exposition : « Enfants roms et droits de l'enfant ». Le comité régional a organisé une réunion sur « Stigmatisation des Roms et des Gens du voyage », Annecy fait partie d'un collectif Gens du voyage, la fédération de Haute-Savoie a participé à la Roche-

sur-Foron au festival sur « Roms, Gens du voyage : un autre regard ».

Racisme, antisémitisme et discriminations

Le racisme a été traité lors d'une réunion publique organisée par Villeurbanne/Vaulx-en-Velin « Racisme et xénophobie d'Etat », par Valence qui est intervenu en milieu scolaire pour la Semaine contre le racisme, et par Roanne qui, en collectif, participait à un rassemblement pour dénoncer le racisme ambiant et les faits de xénophobie dans la cité. Deux cents personnes s'étaient mobilisées, parmi elles, le maire et le président de la communauté d'agglomération.

Saint-Fons/Feyzin a organisé une projection-débat sur *L'orchestre en sursis*, et Valence était présente au plateau des Glières.

Sur le thème des discriminations, Saint-Fons/Feyzin participe à commission municipale de lutte contre les discriminations, Grenoble a organisé une réunion publique « Discrimination c'est quoi, comment réagir ? ». Saint-Fons/Feyzin participe à la commission extra municipale sur le handicap et sur l'homosexualité Chambéry a organisé une réunion publique « Homosexualité : l'égalité des droits en question », et Valence est intervenue dans un collège sur « Vivre ensemble ».

Les actions concernant les droits des femmes ont souvent été organisées en collectif : appel à manifester pour le droit à l'IVG à Grenoble, toujours pour Grenoble participation le 8 mars au rassemblement « Les femmes font leur barouf », et Romans a invité à une projection suivie d'un débat sur les violences faites aux femmes, Bourgoin-Jallieu-Villefontaine participe conseil consultatif pour l'égalité femme-homme. Lyon 8, Saint-Fons/Feyzin dans le cadre du concours « Ecrits pour la fraternité » dont le thème était « Filles, garçons, égalité » sont intervenus dans des établissements scolaires.

International

Les fédérations du Rhône et de l'Isère, les sections de Grenoble, Lyon 3/6 ont participé à 5 manifestations de soutien aux peuples tunisien, égyptien et algérien.

Grenoble a aussi appelé à soutenir le peuple syrien, participe à la mission Projeg en Guinée et a dénoncé les fraudes électorales en RDC.

Pour la solidarité avec la Palestine, la fédération de Savoie a organisé un débat sur les enjeux de la demande d'adhésion de la Palestine, Romans a soutenu la campagne « Un bateau français pour Gaza ».

Enfin, Roanne et Lyon 9 ont participé à la Semaine de la solidarité internationale.

Permanences, soutien juridique

Grenoble, Oullins et Sud-ouest lyonnais, Lyon 8 et Caluire tiennent des permanences hebdomadaires, Annecy organise une permanence téléphonique hebdomadaire.

Campagne, pédagogie,

sensibilisation et communication

18 actions ont été lancées dans le cadre de la campagne du Pacte.

Le concours « Ecrits pour la fraternité » a mobilisé Lyon 8 et Saint-Fons/Feyzin alors que Romans intervenait dans trois classes avec le DVD *Les images de la Ligue*.

4 conférences de presse ont été organisées, l'une d'elles présentait les projets de la LDH à Saint-Etienne.

Des expositions ont été présentées, en particulier celle des « Passeurs de mémoire » à l'occasion de la célébration des trente ans de la section de Saint-Fons /Feyzin.

La Ligue s'est fait connaître en participant à des forums des associations (Romans, Valence) et Grenoble s'est impliquée à un pique-nique républicain.

Action remarquable parmi d'autres

Valence pendant la Semaine contre le racisme et les discriminations a pris part au projet « Les petites ondes citoyennes », action menée avec la Fol 26, la région Rhône-Alpes et Radio Mega et en préparation de l'anniversaire de la Convention des droits de l'enfant. Un CD-Rom regroupant les interventions des enfants de tout niveau a été produit.

